S!lence
N°343
Février
2007
4 €
6 FS

S!lence

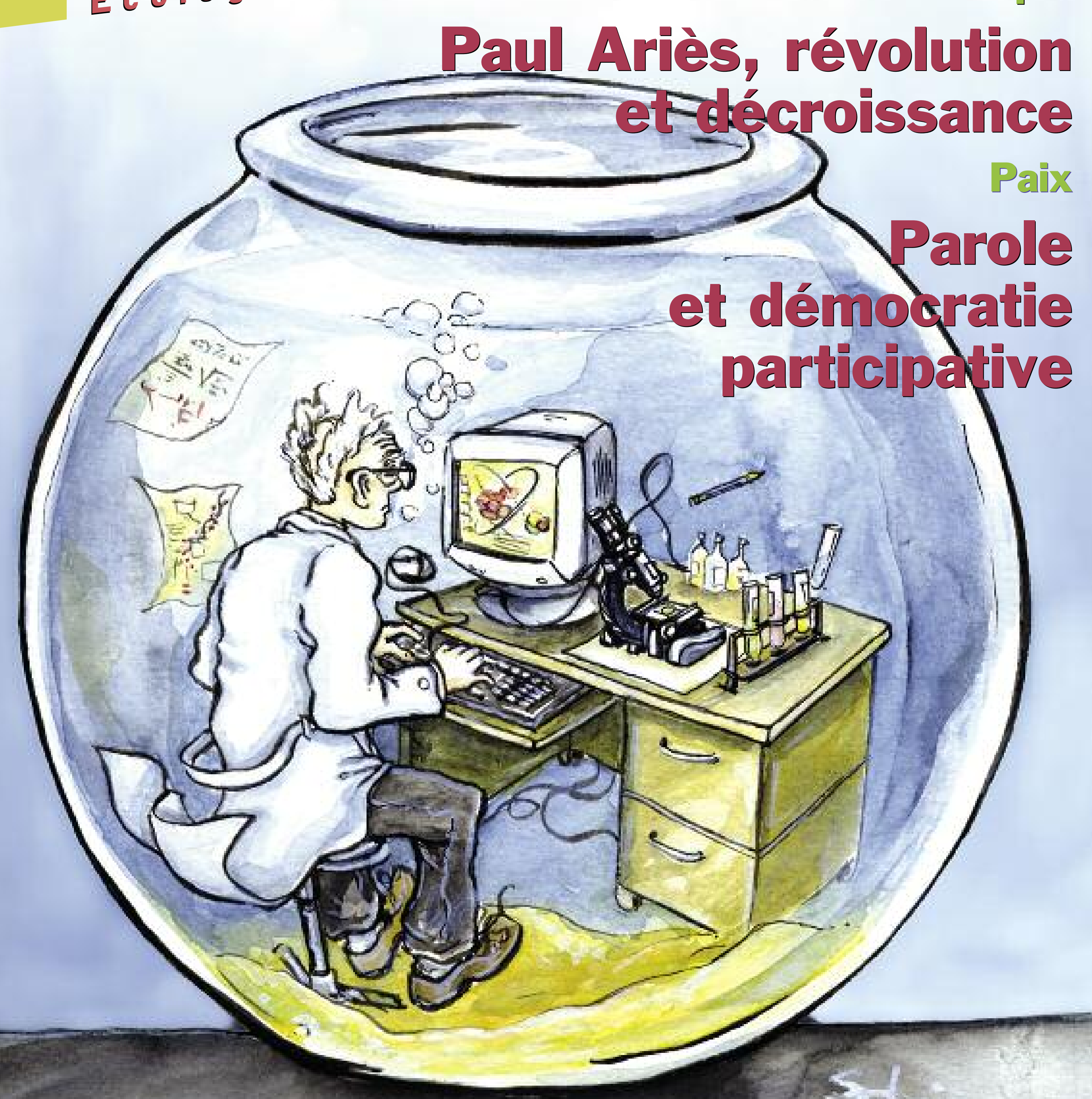
Ecologie • Alternatives • Non-violence

Politique

Paul Ariès, révolution et décroissance

Paix

Parole et démocratie participative



Changeons la recherche !

Sommaire

Changeons la recherche !

VU de l'intérieur...

La direction change de main

Après le départ de Madeleine Nutchey, qui a été directrice de publication de notre mensuel de juin 1999 à septembre 2006, nous avons nommé dans un premier temps Jacques Caclin. Après un trimestre seulement, celui-ci a choisi de donner sa démission, tout en restant au sein du conseil d'administration.
Ce dernier a alors élu Mimmo Pucciarelli qui assume la charge de directeur de publication à partir de ce numéro.

Région Centre

Pour les lecteurs et les lectrices de la région Centre, c'est le moment de se mobiliser pour alimenter nos recherches en vue de la publication d'un numéro sur les alternatives dans votre région prévu pour l'été 2007. Envoyez-nous des adresses, des tracts de présentation, des dépliants... afin que nous puissions organiser une tournée de reportages au mois de février.

Prochains régionaux

Après la région **Centre** (été 2007), le rythme s'accélèrera avec trois régionaux par an : **Hautes-Pyrénées et Gers** (décembre 2007), la **Lorraine** (avril 2008), les **Savoies** (été 2008), la **Seine-Saint-Denis** (décembre 2008)... Outre ces numéros régionaux, nous devrions avoir également des reportages sur d'anciennes régions qui seront revisitées par l'équipe *du P'tit Gavroche* et qui réactualiseront sous forme de guide d'anciens numéros régionaux de *Silence*. Premières régions revisitées : la **Bretagne** et le **Rhône**.

Aider à la diffusion

Vous pouvez nous aider à mieux diffuser la revue et à toucher ainsi d'autres publics. Vous pouvez proposer *S!lence* à votre bibliothèque, au centre de documentation d'un lycée ou d'une université. Cet abonnement par des institutions publiques donne aux pauvres, aux chercheurs, aux étudiants, aux activistes locaux un accès facile et utile à "une voix différente", critique et optimiste que peut être *S!lence*. Adressez-vous aux établissements de votre commune. Eventuellement demandez-nous deux numéros de votre choix (celui de votre région s'il existe) pour vos futurs démarchages par téléphone les lundis ou mardis. Merci.

Gratuit en prison

Les prisonniers qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

BOUCHES-DU-RHÔNE ET RHÔNE

Bénévoles

Nous cherchons des bénévoles pour tenir le stand de *S!lence* à :

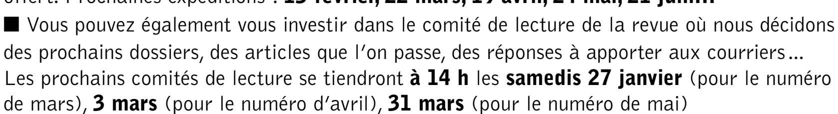
■ **Millepertuis et Sarriette** les 17 et 18 février à Puyricard (Bouches-du-Rhône)

■ **Primevère** les 23, 24 et 25 février à Eurexpo Lyon (Rhône)

Merci de téléphoner à Dorothée les mardis au local : 04 78 39 55 33.

Venez nous voir le 15 février !

■ Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe **un jeudi de 17 h à 20 h** et c'est suivi par un repas pris ensemble où Silence paie une partie du repas (8 € par personne).
Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **15 février, 22 mars, 19 avril, 24 mai, 21 juin...**



■ Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers... Les prochains comités de lecture se tiendront **à 14 h** les **samedis 27 janvier** (pour le numéro de mars), **3 mars** (pour le numéro d'avril), **31 mars** (pour le numéro de mai)

■ Vous pouvez nous proposer un article jusqu'au **mercredi 16 h**, avant le comité de lecture soit les mercredis **24 janvier** (pour le numéro de mars), **28 février** (pour le numéro d'avril), **28 mars** (pour le numéro de mai).

■ Enfin, pour les annonces qui passent en page brèves, vous avez jusqu'au **mercredi 12 h suivant** le comité de lecture pour nous faire parvenir vos informations.

■ Les infos contenues dans ce numéros ont été arrêtés au **3 janvier 2007.**

Bulletin d'abonnement page 55





(*)Vive la recherche ! A bas les obscurantistes !

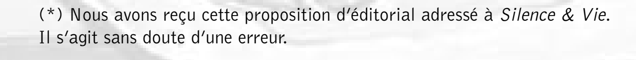
Aujourd'hui, nul ne peut contester le rôle primordial de la recherche dans le formidable développement que connaissent nos sociétés occidentales modernes. La dernière université d'automne du mouvement "Sauvons la recherche" en est une preuve évidente : le 30 septembre et 1er octobre derniers, un grand nombre de présidentiables sont venus rendre visite aux « chercheurs en colère », marquant ainsi l'importance de ce thème dans la prochaine campagne présidentielle. D'Olivier Besancenot à François Bayrou, tous ont justement souligné "*les manques de moyens*", "*la précarité du métier*" ou "*notre retard par rapport aux Etats-Unis*". Heureusement, quasiment personne ne s'est interrogé sur les finalités et le sens des recherches, car là n'est pas l'important. L'important, c'est de chercher, de 14 h à midi, et surtout sans se poser trop de questions.

Qui pourrait contester la nécessité de nouveaux gadgets, de nouvelles armes ou outils de contrôle social ? Qui pourrait douter de notre capacité à guérir les dégâts causés par les résultats des précédentes recherches ? Qui oserait dire que la recherche actuelle sert exclusivement à conforter les intérêts industriels et militaires, qu'elle est complètement déconnectée des véritables besoins ?

Il est évident que personne ne se laissera convaincre par les arguments de ceux qui, pour d'obscures raisons ("ras-le-bol", "conscience personnelle", "dégoût"), ont déserté les centres de recherche institutionnels. Leur lâcheté n'a d'égale que celle de ceux qui, sous prétexte de transparence, osent divulguer des informations sur les soi-disant malfaisances de nos laboratoires.

Quant aux expériences que mènent ici ou là des centres de recherches "indépendants", elles sont assurément vouées, au mieux au ridicule, au pire à l'échec. Est-il raisonnable de faire de la recherche sans argent public et sans débouchés commerciaux ? Pourquoi faudrait-il s'occuper de domaines qui ne rapportent rien, comme l'études des retombées sanitaires ou environnementales des technologies à risques ? N'est-elle pas un peu dépassée, cette logique qui inciterait à "réfléchir d'abord à nos besoins et à chercher ensuite" ?

Claude Triste ■



(*) Nous avons reçu cette proposition d'éditorial adressé à *Silence & Vie*. Il s'agit sans doute d'une erreur.

Pourquoi j'ai quitté le CEA



DR

Antoine Fernandes aurait pu être un excellent chercheur, mais après trois ans au sein d'une institution de recherche, il a préféré aller voir ailleurs. Extraits de son témoignage.



On dit "scraper des lots" au lieu de "détruire 25 plaques de silicium à 3000 € la plaque".

J'ai travaillé trois ans au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), à Grenoble, entre 2000 et 2003. J'étais alors thésard (1) au LETI, avec une bourse du ministère de l'Education nationale. Le domaine dans lequel j'officiais était la microélectronique, où ma tâche consistait à tester de nouveaux types de transistors mémoires créés avec une nouvelle technique de miniaturisation inspirée d'une technique plus ancienne (donc une technique pas si "nouvelle" que ça, mais il faut toujours se persuader que ce que l'on fait est "majeur", "important", "nouveau" ou bien est une "grande avancée dans le domaine". Personne n'est dupe, mais la hiérarchie y croit, elle). Rien de bien confidentiel, ni de bien mystérieux, ni de très "high-tech", à vrai dire. (…)

Le rêve et l'espoir

Ah, le CEA ! L'espoir pour quelques-uns de ceux qui, comme moi sortent de l'école d'ingénieur et viennent d'obtenir leur DEA (2) : "Le CEA, c'est pas mal". Le CEA, ses 25 jours de RTT, son emploi stable, sa cantine (moi c'était cantine H3, à 11h45), sa bibliothèque, sa vidéothèque, sa bricothèque (sic), son parc immobilier (on n'en parle jamais, de ce parc-là), ses locations pour les vacances, sa prime pour les naissances, pour les mariages (mais pas pour les divorces !). Des milliers de gens, de 8h à 16h30 (du moins pour les non-chercheurs et les non-cadres) : des secrétaires, des livreurs, des cantiniers et des cantinières (de Sodexho), des imprimeurs, des balayeuses (pardon, des agents d'entretien), des électriciens, des gardiens (les FLS, Forces locales de sécurité, avec en général une moustache et un flingue à la ceinture, même si ce sont des pompiers).

Un grand centre de recherche : 20 minutes pour le traverser à pied, 30 minutes si on se perd ou si on musarde en chemin. Des grands bâtiments dans le plus pur style «années 60/70 » pour les plus anciens (des blocs de béton, verre grillagé aux fenêtres dans les couloirs recouverts d'un carrelage grisâtre ou jaune pisseux, vous voyez le genre ?). Pleins de jeunes thésards sympas. Une ambiance décontractée. Et l'honneur de travailler au LETI (Laboratoire d'électronique et de technologies de l'information), un des plus grands centres de recherche au monde en microélectronique. Des syndicats aux ordres et pas revendicatifs pour un sou, si ce n'est les conditions de travail (ce qui est le minimum, non ?). Un badge pour entrer, que certains arborent fièrement à la ceinture ou à la chemise, à côté du biper (au cas où il se passe quelque chose d'important en salle blanche, typiquement quelqu'un qui ne sait pas quoi faire après telle ou telle étape suite à un défaut de la machine ou de la plaque fabriquée).

Bref, le rêve. De toutes les professions que j'ai citées, je n'en fréquentais au quotidien que deux : des chercheurs ou ingénieurs de recherche, et des techniciens travaillant sur certaines machines spécifiques de la salle blanche, nom donné à l'endroit où sont produites les puces électronique que je testais ensuite. Moi, je n'ai jamais travaillé en salle blanche, sauf une fois, lors de mon premier stage. C'est très particulier. On y emploie un jargon technicien très spécifique, sorte de français abâtardi sous des tonnes d'anglicismes ridicules mais qui ont le double avantage de faire croire que ce qu'on dit est important (vu que les autres ne comprennent pas : les prêtres parlaient en latin, c'est le même mécanisme) et d'euphémiser certaines choses (on ne dit pas "ouvrier spécialisé" en salle blanche, on dit "opérateur". On ne parle jamais de "travail à la chaîne". On dit "scraper des lots" au lieu de "détruire 25 plaques de silicium à 3000 € la plaque", etc.) (…)

Nous autres, les chercheurs, sommes des personnes sérieuses : pourrait-on imaginer quelqu'un manipuler des plaques de silicium valant 3000 € pièce (les plaques fabriquées à usage industriel en fin de chaîne de production coûtent bien plus !) en sifflotant ou en chantonnant ? Non ! Il faut rester concentré. C'est le plus important. Ne pas penser à autre chose qu'à ce qu'on fait. Et même, ne pas penser du tout, ce serait encore mieux. Attendre qu'on vous dise quoi penser. Ici, il n'y a pas (ou très peu) de grandes gueules. L'ironie est la bienvenue en revanche. Au CEA, la violence est tapie, nous sommes entre personnes bien tempérées.

(1) C'est-à-dire que j'allais passer de ce qu'on appelle bac +5 à bac +8 grâce à un de ces papiers que l'on nomme diplôme.
(2) Diplôme d'études approfondies.

Une bulle parfaitement imperméable existe entre ce que chacun fait au labo et sa vie à l'extérieur.

Naissance du doute

Je commençais à prendre conscience du monde qui m'entourait et en même temps, je rencontrais de nouvelles personnes hors de mon travail qui, elles, étaient convaincues que l'on pouvait essayer de changer les choses, car reconnaissons-le, même avec la science et la technique, le monde est tout de même sacrément tordu ! À force de voir des documentaires (sur l'OMC, sur les médias, sur Bourdieu, sur le travail, sur bien d'autres choses aussi !), de discuter avec des gens d'horizons très divers, j'ai commencé à parler de tout ce qui me tracassait dans le monde comme il va avec les personnes que je fréquentais tous les jours au travail. À vrai dire, j'ai rapidement arrêté avec les personnes ayant l'âge de mes parents (j'avais à l'époque entre 22 et 25 ans) : leur opinion oscillait entre le fatalisme, l'humour soi-disant cynique et décalé (permettant de se distinguer dans la soumission), la rupture de discussion ou le refus de discuter de ça avec moi. Mais jamais d'agressivité, non. Nous sommes dans un milieu feutré, entre gens polis et diplômés. Très important, le diplôme. Surtout avec les gens de notre âge : savoir d'où l'on vient, se reconnaître, mais sans jamais (du moins à mon avis) vouloir nuire aux autres professionnellement (il y a d'autres méthodes pour ceux dont les dents raclent le plancher). (…)

Mais l'essentiel de mes relations, de mes actions ou de mes réflexions est venu de personnes extérieures au CEA. Et chaque jour, le grand écart entre mon travail et ma vision du monde s'accentuait. Ce que je faisais au boulot ne me convenait pas du tout : rester devant un ordinateur des heures, ou rester devant une machine de test des heures pour la régler (car personne n'est là pour vous aider : on appelle ça le travail d'équipe). Aller tous les jours à la même heure à la cantine, discuter des mêmes sujets : ce qui se passe dans le monde vu par la lorgnette télévisuelle (avec ironie, bien sûr ! N'empêche : tout le monde la regarde ! Et bien entendu, on regarde ARTE et les Guignols de l'info...), le petit dernier (ou la petite dernière), les futures vacances (ou celles dont on revient), la future conférence (ou celle dont on revient), le dernier article sur telle percée technologique effectuée par un labo américain, japonais, sud-coréen, israélien ou européen. Parler des guéguerres ridicules entre chefs de labo ou de service, parler de la prochaine restructuration du CEA (en labo, regroupés en service, eux-mêmes empaquetés en départements, chapeautés par des centres… Entre moi, simple thésard, et le premier ministre, huit ou neuf échelons hiérarchiques !). Parler voiture, sport, drague, pub amusante, dernière soirée, sortie ski ou rando… Une bulle parfaitement imperméable existe entre ce que chacun fait au labo et sa vie à l'extérieur, et entre sa vie extérieure et la vie sociale du reste des gens. Un certain type de "schizophrénie hédoniste individualiste" existe, il me semble. Pour la plupart de mes collègues, cela ne pose aucun problème : c'est ça la vie, la vraie, non ? (…)

Découverte… du monde réel

Ma tâche à moi est simple. Voilà comment on la présente généralement : d'ici quelques années, avec les techniques que l'on maîtrise depuis des décennies, on arrivera au bout du bout pour miniaturiser ce que l'on appelle "les mémoires". Pas moyen de réduire davantage la taille des dispositifs mémoires. Une mémoire sert à mémoriser, bien entendu. Vous en trouvez dans votre ordinateur, dans votre téléphone portable, dans vos cartes à puce, dans vos cafetières, vos télés, vos voitures (enfin personnellement, je n'ai ni cafetière, ni voiture, ni portable…) Rien de bien mystérieux, je vous assure. Des trucs dont on a besoin, mais aussi des trucs dont l'inventeur aurait mieux fait de rester couché ce jour-là. (…)

À cette époque, je me liais avec un gars issu de la même école d'ingénieur que moi, qui lui aussi commençait à prendre conscience du monde réel. Lui aussi était en thèse, mais dans une petite entreprise, avec une bourse industrielle (financée par l'Etat, avec un soutien de l'entreprise. C'est tout bénéfice pour elle : elle dispose d'un ingénieur de recherche payé au SMIC pendant trois ans !). Cette entreprise ayant été rachetée durant sa thèse, on réorienta son sujet de recherche en direction d'une application militaire. Il refusa net, démissionna et, sans toucher un sou des ASSEDIC, passa le concours de professeur de physique. Il enseigne aujourd'hui dans un lycée de ZEP à Vaulx-en-Velin et est très content de sa vie. Tout cela pour dire à tous ceux qui tergiversent sans cesse sur les problèmes financiers qu'engendre une démission dans ce milieu-là que, quand on a une véritable éthique (pas celle qu'on vend sur les paquets de café, celle qui vous serre les tripes, le cœur et qui vous empêche de dormir !), les choix se font aisément, sans penser à l'argent.

Moi, je continuais. J'ai eu à cette époque de gros problèmes d'insomnie, ainsi que des problèmes gastriques, liés uniquement au stress que je subissais et que je m'infligeais (tout n'est pas la faute des autres !). Sur la fin de ma thèse, je n'allais pratiquement plus au CEA. Quand j'y allais, je m'amusais à passer les contrôles avec une carte périmée. (…)

Vers la fin de ma thèse, j'ai présenté mes travaux devant un parterre de chercheurs du LETI qui travaillaient plus ou moins tous en relation avec mon sujet, sans avoir forcément grand-chose à en faire. Dans ce petit monde, tout est cloi-

sonné. Ce n'est pas forcément lié à l'oppression du travail mais, tout simplement, les techniques devenant de plus en plus complexes (je n'ai pas dit compliquées, les deux mots sont différents), les domaines de spécialisation deviennent de plus en plus pointus. Malheureusement, je n'avais pas encore lu Jacques Ellul à l'époque ! (…)

À la fin de ma présentation, une des rares questions qui me fut posée était : "Envisages-tu une application militaire de ces dispositifs mémoires, pour, par exemple, programmer les plans de vols des avions de chasse ?". J'avoue que ça m'a totalement surpris, d'autant plus que la question m'a été posée par une femme (totalement «dégenrée » !). Que vouliez-vous que je réponde ? Remarquez, à la première présentation que j'avais faite en arrivant en thèse devant un parterre de chercheurs (qui faisaient d'ailleurs plutôt de la gestion administrative) on m'avait posé une seule question : "Les procédés que tu nous présentes sont-ils brevetables ? ". Pas mal non plus… Mais à part ça, je faisais tout cela pour "la grandeur de la science", n'est-ce pas ? (…)

Ma thèse, je l'aurai, avec une mention très bien, moi, convaincu pendant trois ans d'avoir fait un travail lamentable, grâce surtout aux remarques de mon encadrante qui se déchargeait de son stress sur moi en me pourrissant la vie. Mon jury de thèse était quand même bien arrangé : les deux personnes chargées d'examiner mon opus travaillaient avec nous, et le président du jury m'avait suivi durant ma thèse. Mais beaucoup de thésards sont dans ce cas. Il s'agit plus d'un exercice formel que d'autre chose. Nous sommes entre nous. Et rejeter un des nôtres tendrait à prouver que nous pouvons nous tromper. Une fois qu'on l'a compris, on peut faire n'importe quoi : on n'est jamais viré ! (3) (…)

"Criminels de la pensée" ?

Alors, pourquoi ai-je quitté le CEA ? Tout d'abord parce que la façon d'y travailler ne me convenait pas : trop hiérarchique, trop individualisée. Aucune prise sur les décisions d'orientation de la recherche (qui n'a, dans le domaine que j'ai fréquenté, de recherche que le nom !), aucune vision de ce à quoi cela sert. Une arrogance de caste (je n'ai pas dit de classe !) qui, sous prétexte d'un bon diplôme universitaire technique, croit détenir la seule véritable vision du monde (une vision technoscientifique, faite de progrès qu'on n'arrête pas, mélangée à un humanisme creux en général). Peu de rencontres en dehors du cercle d'amis travaillant dans le domaine. Peu de lectures sur des sujets politiques, sociaux, économiques, philosophiques ou religieux.

Pourtant, je témoigne que certaines personnes à l'intérieur de ces laboratoires restent humaines et correctes. Mais je pense qu'elles se sentent prises en tenaille entre, d'une part, une critique d'un système technicien qu'elles prennent comme une attaque personnelle et, d'autre part, l'envie d'être utiles à la collectivité. La meilleure façon de savoir ce qu'elles pensent serait de pouvoir discuter avec elles dans des endroits neutres, et non pas lors de raouts organisés par telle ou telle institution. De toute façon, les quelques personnes intéressantes dans ces labos ne sont pas dupes et fuient comme la peste ce genre de célébration. George Orwell les aurait qualifiées de "criminels de la pensée". Nous, nous disions simplement qu'elles n'étaient pas "*corporate*".

D'autre part, une administration et une vie quotidienne qui se déroulent à l'intérieur de ce microcosme (le soir, on se fréquente entre soi généralement) font qu'une certaine peur règne : faire le fanfaron en réunion est possible, voire souhaitable pour détendre l'atmosphère, mais une critique en règle, de l'intérieur, de la façon de procéder semble impensable pour la majeure partie d'entre eux. D'autre part, à mon avis, il n'y a rien à attendre (ou peu) de ceux qui, ayant trop sacrifié pour accéder à certains échelons, devraient accepter de reconnaître qu'ils se sont trompés. Quant aux "criminels de la pensée", s'ils n'ont pas la possibilité de déserter (hum ?), il leur reste celle d'informer le public sur les malfaisances de leur institution.

Refus de collaborer

Une autre raison, c'est que ce à quoi j'œuvrais me semblait inutile, voire dangereux. Deux débouchés s'ouvraient pour mon travail : une application militaire (à long terme visiblement), et une application "gadgétale" : nouveaux téléphones portables faisant appareil photo, nouvelles applications pour les ordinateurs portables, pour la voiture, pour des machins et des trucs dont la majeure partie de la population mondiale n'a pas besoin, voire pas envie… De la mort et du divertissement, c'est-à-dire cette activité humaine qui, au contraire du jeu, nous empêche de réfléchir à ce que nous voulons être et nous distrait sans jamais nous faire songer à notre vie. Le tout réalisé dans une ambiance faite de rapports à rendre, de "deadlines", de réunions inutiles, de ten-

"Parler voiture, sport, drague, pub amusante, dernière soirée, sortie ski ou rando…".



(3) Je me souviens d'un chercheur qui ne supportait plus de travailler dans le même bureau qu'une chercheuse (nous travaillions à l'époque à deux par bureau). Il l'a harcelée par mail interposé (en étant face à face dans le bureau, pour vous dire l'esprit qui règne là-bas) afin de se faire muter dans un autre service ! Ambiance…

sions permanentes entre équipes, de grandes gueules passant en force. Tous ces gens, tout ce temps, tout cet argent dépensé, en somme, pour quoi ?

J'ai terminé mes études quand les premiers travaux autour de Minatec ont commencé. J'ai de très bons amis, sur lesquels je sais pouvoir compter dans ma vie personnelle, et qui comptent pour moi, dans ces structures de recherche ou dans ces industries high-tech. De temps à autre, nous discutons des dangers de la société technicienne, de son confort. Mais le confort est-il un projet politique ? Ils écoutent ce que j'ai à dire et ils désirent être utiles, mais ils ne savent pas quoi faire. Pour eux, agir collectivement au sein de leur travail semble déjà une utopie. Moi, j'ai choisi de partir, de refuser de collaborer plus longtemps. Mais si j'ai fait ce choix, c'est moins parce que j'étais "contre" quelque chose que parce que j'avais envie d'autre chose dans la vie (4). Certes, si j'étais resté, j'aurais eu ma place, un bon salaire, 35h, les RTT, un travail pas trop fatigant et des collègues avec qui discuter de sujets qui ne m'intéressent pas plus que ça. Mais pour moi, je le vois plutôt comme le prix de mon silence. On parle beaucoup d'éthique dans ce milieu. Comme partout, plus on parle de quelque chose, moins on a cette chose. Mon éthique personnelle m'interdit d'avoir ce genre de comportement et ce genre de rôle dans la société. J'ai choisi le chômage (et pourtant, j'en avais encore peur à l'époque, de ce chômage) plutôt qu'une place à 2000 € par mois, car cette somme était le prix de ma résignation à l'ordre établi. Mon prix d'achat quoi. De la corruption.

De plus, à force de fréquenter d'autres personnes n'ayant pas de formation technique avancée (ça existe !), je me suis rendu compte à quel point toute cette recherche technico-scientifico-industrielle était incompréhensible pour le citoyen ou la citoyenne. Et je me suis rendu compte aussi à quel point les chercheurs que je fréquentais n'avaient pas plus d'idées sur les implications politiques et sociales de leurs recherches que le quidam de la rue. Et qu'avant de continuer à foncer dans le mur, il vaudrait mieux réfléchir au "pourquoi" plutôt qu'au "comment".

Une dernière chose : il y a quelques jours, un ancien de ma promo d'école d'ingénieur, qui travaille encore pour Sagem-Défense (mais il va bientôt partir) me disait : "Tu sais, les équipes de projet, tu leur demanderais de travailler sur autre chose, les gens le feraient". C'est cela le pire : personne ne prend la peine de demander autre chose. Tout le monde attend que le voisin fasse le premier pas. Tous ces braves chercheurs aimeraient travailler sincèrement pour le bien de la collectivité, faire venir des enfants dans les labos, ne pas bosser pour l'armée, réduire les pollutions au strict minimum (même si, je suis désolé pour tous ceux qui ont un portable ou un ordi, il faudra en tolérer un peu !). Mais ils sont des rouages. Ils ne sont pas "responsables" des axes de recherche. Ils ne sont pas libres. Et ils ne le savent pas. Mais je ne leur en veux pas : j'ai été longtemps comme eux, sans comprendre pourquoi j'étais si mal dans ma peau.

Avant de continuer à foncer dans le mur, il vaudrait mieux réfléchir au "pourquoi" plutôt qu'au "comment".

D'autres vies possibles

Comment vont-ils réagir à la lecture de ce texte ? Mes amis me connaissent, ils respectent mes choix comme je respecte les leurs, et ils ne seront donc pas surpris. Et pas forcément en désaccord. Les autres diront que c'est excessif, caricatural, insultant, mais il n'est pas sûr qu'ils lisent jusqu'au bout : ils n'ont pas le temps.

Pour ma part j'ai tourné le dos à tout ça. Après 23 mois aux ASSEDIC et quelques mois au RMI, j'ai ouvert en janvier 2006 un local au 59 rue Nicolas-Chorier, dans le quartier Saint-Bruno à Grenoble. Ce lieu me permet de rencontrer beaucoup de gens, issus de milieux divers, de participer à la vie sociale et politique de ma ville et de mon quartier tout en gagnant ma vie et en essayant, à mon échelle, de changer les choses. Je ne dis pas que c'est la voie à suivre pour tous. C'est la mienne. J'en suis très heureux, bien plus que quand je faisais partie de cette élite high-tech. Ce qui me rassure néanmoins, c'est de savoir que de ma promotion d'école, nous sommes plusieurs (je dirais environ 10 %) à avoir fait ce choix de la désertion, en devenant profs, photographes, animateurs associatifs, que sais-je encore. Nous avons franchi le pas. Et d'autres, j'en suis convaincu, résistent individuellement de l'intérieur. À eux désormais de résister collectivement aux choix de recherche faits par leur hiérarchie et par la techno-industrie, et d'informer la population sur la réalité des activités de recherche et de développement menées au sein de ces structures.

Antoine Fernandes ■

Le texte complet est disponible sur le site www.piecesetmaindoeuvre.com.

(4) A l'époque, je découvrais juste Ivan Illich qui m'a apporté plein de choses dans la réflexion sur ces problèmes. J'ai lu Jacques Ellul un peu plus tard encore.



Mais jamais d'agressivité, non. Nous sommes dans un milieu feutré, entre gens polis et diplômés.

Scientifique défroqué en post-soixante-huitard attardé

Pierre Péguin, après un essai d'intervention dans le milieu universitaire a fait, en 1981, le saut dans l'inconnu pour vivre plus en accord avec ses idées. Trajet d'une vie.

Arrivé à la quarantaine, engagé dans une carrière scientifique universitaire quasiment aboutie, et que j'avais pratiquée intensément avec foi, aussi bien en recherche qu'en enseignement, je me suis trouvé de plus en plus mal dans ma peau. J'avais vécu pleinement Mai-68 à Lyon (où j'exerçais à l'INSA), engagé avec Annie, ma compagne, dans le mouvement anti-nucléaire à Grenoble où nous avions émigré pour le CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment) d'abord, puis l'université ensuite. J'étais dans la contradiction de la contestation de l'évolution de la société vers de plus en plus de gaspillage et de consommation, alors que mon statut, mon travail, mon salaire faisaient de moi un privilégié. Je pouvais, avec une heure d'activité scientifique, m'acheter 3 heures de travail d'un ouvrier au SMIC, ou une douzaine d'heures d'un travailleur d'un pays pauvre, alors que mon heure était valorisante, intéressante.

Marginalisation

Cette contradiction avec ma vision de la société qui évoluait me sapait le moral, et je me voyais mal vieillir en universitaire grincheux et revendicatif tout en bénéficiant de mon statut privilégié. Cela eut des conséquences sur mon activité scientifique. Cela a commencé par mon refus de m'engager au secret envers le Centre d'études nucléaires de Grenoble où j'avais un statut de directeur de thèse, et dont je me suis donc fait virer. A l'université, j'ai orienté mes interventions, avec des collègues dont l'aide m'a été précieuse, vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie, sous forme d'une option où les contacts avec les étudiant(e)s ont été très riches, et également par des formations d'adultes (à l'époque la demande à Grenoble était forte dans ce domaine). Moyennant quoi, je me suis marginalisé dans la communauté scientifique : ne faisant plus de la grande science, je me déqualifiais. S'ajoutait à cela une crise de passage de la quarantaine qui a failli foutre en l'air mon couple et ma famille (4 enfants).

Après une petite déprime transformée en une maladie (pneumonie – le psychosomatique ça existe) qui m'a démoli pour quelques semaines, décision a été prise de se préparer à changer de vie vers une activité agricole nourrissant mes rêves.

Retour à la terre

En 81 – j'avais alors 43 ans – nous trouvons enfin une ferme dans la Vallée Française, en Cévennes, pouvant convenir, et l'achetons en copropriété avec des amis qui me sont chers et qui m'ont bien aidé. En fait cette ferme s'avérera présenter un gros inconvénient : l'accès par la rivière rendait le logement permanent trop difficile pour une famille. J'ai pu tout de même démarrer une activité en gardant un mi-temps à Grenoble pendant un an et demi. Tout cela a été difficile et douloureux pour les miens et angoissant pour moi. Et, en 83, nous avons largué les amarres, en espérant que je n'échoue pas.

L'activité principale (outre l'accueil de vacanciers en camping, des petits élevages, jardins, arbres fruitiers etc.) qui m'a permis ce changement de vie a été l'apiculture, qui s'est avérée bien correspondre à mon tempérament. Nécessité de travailler en force, par gros à-coups, transhumances sur les montagnes de Lozère permettant de "s'approprier" un pays, etc. Engagé dès le départ dans le courant biologique que nous fréquentions déjà en citadins grenoblois, j'ai toujours travaillé en mention *Nature et Progrès*, et j'en ai pris d'ailleurs rapidement la responsabilité du cahier des charges et de son application. Je m'honore d'être l'un des rares professionnels en France à n'avoir jamais introduit dans mes ruches ni pesticides de synthèse, ni antibiotiques.

Dans cette nouvelle vie, certes différente de ce que j'imaginais mais riche d'efforts, de transpiration, d'angoisses et de contacts, j'ai rapidement connu de nombreux "néo-cévenols" d'origines très diverses et j'ai partagé avec eux les coups de main, l'entraide, les bons moments chaleureux permettant de tenir dans cette vie difficile mais forte. La force de vie qui s'exprime dans cette mouvance "néo-rurale" est salutaire et elle m'a changé de la résignation et la mélancolie citadine. Des jeunes continuent régulièrement de venir s'installer pour échapper à une société de plus en plus oppressante. Mais les conditions d'installation sont beaucoup plus difficiles qu'il y a 30 ans, beaucoup plus précaires du fait de la hausse considérable des prix des terres, du bâti et même des ruines. Nous entrons dans l'ère des constructions illégales, cachées, mais inventives ; et c'est toujours mieux que les cabanes "de l'autre côté du périph".

Me voilà maintenant retraité, privilégié d'avoir pu exercer deux métiers radialement opposés, l'un fondé sur l'abstraction, l'autre sur le travail physique et protégé par une demi-retraite d'universitaire (un luxe dans ce contexte). "Scientifique défroqué" donc, et "retour à la terre" tardif, donc réellement "post-soixante-huitard attardé" ! Mais douloureusement touché par la perte de mon fils, qui reprenait ma suite à la ferme, et avec qui je m'entendais si bien. C'est maintenant sa compagne qui continue.

Pierre Péguin ■

Changeons la recherche

Les pages suivantes n'auront pas la prétention de réaliser un panorama complet des laboratoires "indépendants". Seulement d'apporter des témoignages ou éléments de présentation de quelques initiatives, très différentes, tentant de faire de la recherche hors des cadres conventionnels (1).

Ceci permettant, tout d'abord, de prouver qu'il est possible de "chercher" sans faire partie d'une structure institutionnelle, industrielle ou militaire. Au vu des résultats obtenus par certains des labos, personne ne pourra dire que cette volonté n'est qu'une lointaine "utopie irréaliste". Il est possible, aujourd'hui, de déserter les CEA, CNRS, INRA et autres labos privés ; et de continuer à faire de la recherche.

Il est possible d'arrêter d'obéir aux intérêts des lobbies industriels et militaires et de monter des labos n'ayant pas pour but d'inventer de nouveaux gadgets ou de nouvelles armes. Voici une porte de sortie pour tous ceux qui, comme dans le texte précédent, désespèrent à l'intérieur de leurs labos et aimeraient que leur savoir-faire soient réellement utiles.

La vie d'un labo indépendant est toutefois loin d'être un long fleuve tranquille et les différents témoignages font ressortir plusieurs questionnements.

La recherche de financement est ainsi le principal souci des labos indépendants, que chacun s'efforce de surmonter tant bien que mal. L'origine des financements questionne sur la réelle indépendance des laboratoires, notamment quand une grosse partie des revenus provient d'institutions (par le biais de subventions ou de contrats). Un labo indépendant doit-il être autonome financièrement ?

Le rapport aux institutions est sujet à de grosses divergences, voire à de vives oppositions entre les différents labos. Un laboratoire indépendant doit-il collaborer avec les laboratoires institutionnels ? Avec les services de l'Etat ou de l'institution ennemie (comme EDF ou Areva pour les anti-nucléaires) ? Doit-il être un "panse-plaie" ou un contre-pouvoir ?

Si ce dossier n'apporte pas une réponse définitive à ces questionnements, les différents éléments apportés permettent d'avancer un peu dans la recherche d'autres recherches.

Vincent Peyret ■

(1) Beaucoup d'autres structures, notamment étrangères, auraient certainement pu apporter des éléments intéressants.

L'ACRO : 20 ans de surveillance citoyenne des installations nucléaires

Née après l'accident de Tchernobyl, l'ACRO produit une expertise scientifique sous contrôle citoyen. Une voie possible pour définir d'autres modes de recherche.

L'ACRO, Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest, a été fondée dans une région fortement nucléarisée, en réponse à la désinformation et à la carence en moyens de contrôle indépendant et fiable de la radioactivité. Ces problèmes locaux ont pris une importance nationale suite à la catastrophe de Tchernobyl qui a fait de tous les Européens les riverains d'une installation nucléaire. La volonté de minimiser l'impact sanitaire des rejets dans l'environnement des installations nucléaires et des retombées de Tchernobyl est apparue comme insupportable à de nombreux citoyens. L'ACRO a donc été créée avec pour but principal de permettre à chacun de s'approprier la surveillance de son environnement au moyen d'un laboratoire d'analyse fiable et performant, et de s'immiscer dans un débat technoscientifique par l'accès à l'information. En effet, un discours basé sur un état de conscience, une intuition ou même le simple bon sens ne suffit pas pour être entendu par les décideurs, qu'ils soient technocrates ou élus. C'est pour cela que l'association utilise les mêmes outils scientifiques que la technoscience officielle pour faire avancer le débat.

Les sollicitations spontanées des particuliers sont trop peu nombreuses pour justifier le maintien d'un laboratoire associatif comme l'ACRO. Pourtant, ce qui distingue sa démarche de la surveillance institutionnelle et réglementaire, c'est son travail "avec" la population et non "pour" elle. L'ACRO va donc au-devant des populations pour exercer une surveillance citoyenne des installations nucléaires du Nord-Cotentin et de Haute-Normandie : ce sont les riverains qui organisent et effectuent les prélèvements destinés à être analysés dans le laboratoire. Il ne s'agit pas de remplacer la surveillance officielle, dont les moyens sont beaucoup plus grands, mais de la compléter et de l'aiguillonner. Ce travail de longue haleine a pour but d'arracher aux seuls experts le monopole de la gestion des questions environnementales qui concernent tout le monde, pour en faire un enjeu politique. Les citoyens impliqués dans cette démarche deviennent des vigies qui ont su mettre en évidence de nombreux dysfonctionnements. C'est cette démarche que l'association va étendre à la région de Gravelines et exporte en Biélorussie dans les territoires contaminés par la catastrophe de Tchernobyl.

Un fonctionnement associatif

L'ACRO est indépendante politiquement et est entre les mains de ses adhérents par le fonctionnement démocratique inhérent à toute structure associative, avec une voix par personne et une limitation des pouvoirs. Alors que de nombreuses associations se contentent de donateurs qui n'ont pas le droit de vote, l'ACRO estime important d'avoir des adhérents qui exercent un contrôle de ses activités. L'association s'est donné comme mission première de tenter de répondre aux préoccupations de la population, ou, le plus souvent, de ses représentants que sont les associations ou, parfois, les élus locaux qui nous sollicitent. Ses actions peuvent donc apparaître opportunistes du fait de l'évolution des demandes, mais l'ACRO répond toujours à celles-ci avec rigueur scientifique et transparence.

L'ACRO revendique son appartenance au "tiers secteur scientifique" qui se caractérise par la construction de savoirs selon un mode participatif, au sens où la division du travail entre experts et "profanes" (usagers des savoirs) et le rapport de délégation cèdent la place à un rapport de dialogue et de co-production des connaissances et des innovations. Le public du tiers secteur scientifique se distingue donc du public passif de la vulgarisation scientifique. Des clubs d'astronomie, des groupes ornithologiques ou autres sociétés naturalistes ont aussi montré la fertilité d'une alliance entre spécialistes et profanes. Mais dès qu'il y a un enjeu technoscientifique, le partage du savoir ne va plus de soi. Les craintes des citoyens ne seraient que des comportements pathologiques dus à l'irrationalité ou à un déficit de communication, voire les deux. Un tel jugement fait fi du fait que la population est de plus en plus éduquée et que le tiers secteur scientifique a souvent atteint un degré de connaissance qui dépasse largement celui des décideurs.


Pierre Gleizes/Greenpeace

L'ACRO réalisant des prélèvements d'eau à la Hague, pour le compte de Greenpeace.

Difficile indépendance

Pour pouvoir fonctionner, l'ACRO fait, entre autres, appel à des soutiens financiers publics car un laboratoire incontestable avec cinq permanents compétents coûte cher, même si ceux-ci ne sont pas rétribués à leur juste valeur. Les ressources sont diversifiées afin de maintenir une indépendance et sont toujours insuffisantes. Outre une trentaine de mairies qui subventionnent (parfois symboliquement) sans contrepartie, la plupart des soutiens sont liés à un ou plusieurs contrats d'étude particuliers où, souvent, un co-financement est exigé. La motivation des bailleurs est variée : certains élus ou une CLI (Commission locale d'information) préfèrent l'ACRO en se disant que les résultats ne seront pas contestés par la population ; certaines administrations sont plutôt attirées par le coût des analyses (comme pour le radon) ; d'autres, comme le ministère de l'Environnement, voient dans son action une mission de service public qu'ils veulent soutenir. Ces financements ne sont pas pérennes et doivent être régulièrement renégociés. Surtout, ils ne suffisent pas à couvrir tous les coûts engendrés par l'activité associative : sans un engagement bénévole important, il y a longtemps que l'ACRO aurait cessé d'exister.

Mais c'est aussi cette dimension citoyenne qui fait peur aux pouvoirs publics. Le soutien est donc réduit au strict minimum. Le laboratoire effectue des analyses pour des particuliers (moins d'une dizaine par an, hélas) et des associations, et des études pour des associations ou des collectivités locales. Ce travail permet de faire fonctionner le laboratoire, de financer la surveillance citoyenne des installations nucléaires, d'accroître les compétences et surtout d'aller investiguer des zones qui échappent aux contrôles officiels.

Obligation de transparence

Toutes les études font l'objet d'un article dans *L'ACROnique du nucléaire* et/ou sont mises en ligne sur Internet : *http://www.acro.eu.org*. L'ACRO est intransigeante sur le respect de ces conditions de diffusion, ce qui lui vaut parfois de perdre des contrats. De plus, elle ne travaille pas pour les exploitants nucléaires. L'information, et non la communication, occupe également une part importante de son activité. L'enjeu est de rendre ses travaux accessibles à tous et de vulgariser les débats technoscientifiques liés au nucléaire afin de permettre à chacun de s'approprier les problèmes, sans subir les termes dans lesquels ils sont généralement posés. Cela signifie une argumentation solide qui dépasse les simples slogans, même si cela n'est pas médiatique. Pour que la réflexion prime sur les schémas de pensée pré-établis, l'association ne se revendique pas comme antinucléaire (ni pro-nucléaire…). C'est un atout primordial qui sert la crédibilité de l'information délivrée, mais est parfois mal perçu. Ainsi, le citoyen doit pouvoir se faire sa propre opinion et décider de son avenir, de l'avenir de ses enfants en connaissance de cause.

Les sollicitations pour des interventions publiques sont nombreuses de la part d'autres associations ou collectifs, du milieu scolaire, mais aussi des pouvoirs publics. Dans ce dernier cas, il n'est pas toujours facile de savoir, a priori, si l'invitation sert à donner une apparence démocratique à un débat ou s'il y a une réelle volonté d'entendre un son de cloche différent. D'autant plus que c'est souvent les deux ! Mais dans tous les cas, il apparaît important d'apporter un autre point de vue à une audience qui parfois peut déboucher sur des prises de décision. Il en est de même pour les articles écrits dans des revues officielles. D'une manière plus large, l'ACRO accepte les gestes d'ouverture des autorités en participant à de nombreuses instances de concertation. Cette prise en compte du tiers secteur scientifique est encore nouvelle en France et l'ACRO a fait le choix d'expérimenter les procédures de consultation. C'est un travail difficile et délicat, qui comporte des risques d'erreur et celui d'être critiqué. Cette démarche lui a valu de nombreuses attaques du milieu associatif. Il est vrai que toutes les structures officielles sont là pour accompagner des installations nucléaires en place ou ayant un travail rétrospectif à faire. Comme souvent pour les activités à risque, la justification même de l'activité ne peut y être débattue. Penser que l'on peut obtenir d'elles la remise en question du nucléaire serait très naïf.

L'ACRO revendique son appartenance au "tiers secteur scientifique" qui se caractérise par la construction de savoirs selon un mode participatif.

Cette démarche participative, rejetée par d'autres associations, n'est pas systématique. Chaque sollicitation est traitée au cas par cas et entre dans le cadre d'une charte votée en AG. Sans être dupe de la volonté gouvernementale, l'ACRO pense que les rares gestes d'ouverture de certaines administrations en faveur d'une prise en compte des questions de la population méritent d'être soutenus.

Les relations avec le milieu de la recherche fondamentale sont d'un autre ordre. Tout comme au GSIEN, dont l'ACRO est très proche, les universitaires qui s'investissent ou soutiennent l'association le font de manière privée. Certains ont un engagement notoire et connu de tous. D'autres apportent leurs compétences de façon plus ponctuelle quand ils sont sollicités. A notre connaissance, aucun n'a subi de pressions professionnelles.

Nombreuses embûches

Il serait trop long de passer en revue tous les succès et les échecs de l'ACRO. Les embûches ont été nombreuses en 20 ans d'existence. Les membres les plus anciens se souviennent de la Cogéma affirmant dans les médias que l'ACRO multiplie tous ses résultats par dix pour se mettre en valeur, ou du ministère des Affaires sociales (dont dépendait le SCPRI du Pr. Pellerin) empêchant l'affectation d'un objecteur de conscience… Ou encore de l'ANDRA portant plainte contre l'ACRO et deux de ses membres. Le principal exploit est donc sûrement d'avoir réussi à exister aussi longtemps et d'être devenu un acteur crédible, qui traite aussi bien avec les institutions qu'avec Greenpeace. Plus personne ne conteste ses mesures, seulement l'interprétation qui en est faite et la dernière étude réalisée pour le compte de Greenpeace a eu un impact international important. D'un point de vue environnemental, on peut mettre au crédit de l'association le fait d'avoir joué un rôle majeur dans la réduction des rejets de l'usine Cogéma de La Hague ou d'avoir révélé les nombreux dysfonctionnements du centre de stockage de la Manche. Plus ponctuellement, l'association a révélé une contamination anormale par du radium du site de l'ancienne usine Bayard qui fabriquait des réveils luminescents à Saint-Nicolas-d'Aliermont, en Haute-Normandie. C'est grâce à cette affaire que les seuils de décontamination des sites contaminés ont été révisés. (…)

"*Changer de vie et changer la vie*" passe aussi par le refus des logiques guerrières et identitaires de nos sociétés, et malheureusement aussi parfois du mouvement altermondialiste et antinucléaire. C'est un chemin qui n'est pas balisé. Mais c'est par la pratique que l'ACRO bâtit une démarche originale pour apprendre à vivre dans une société du risque, en transformant en enjeu politique et citoyen des problèmes posés en termes uniquement technoscientifiques. Ce n'est qu'un petit pas vers plus de démocratie participative. L'engagement du citoyen dans la vie de la société revêt diverses formes qui peuvent être syndicale, politique, associative. Toutes ont des atouts et des limites. Une société démocratique implique une (bio-) diversité des approches et des actions.

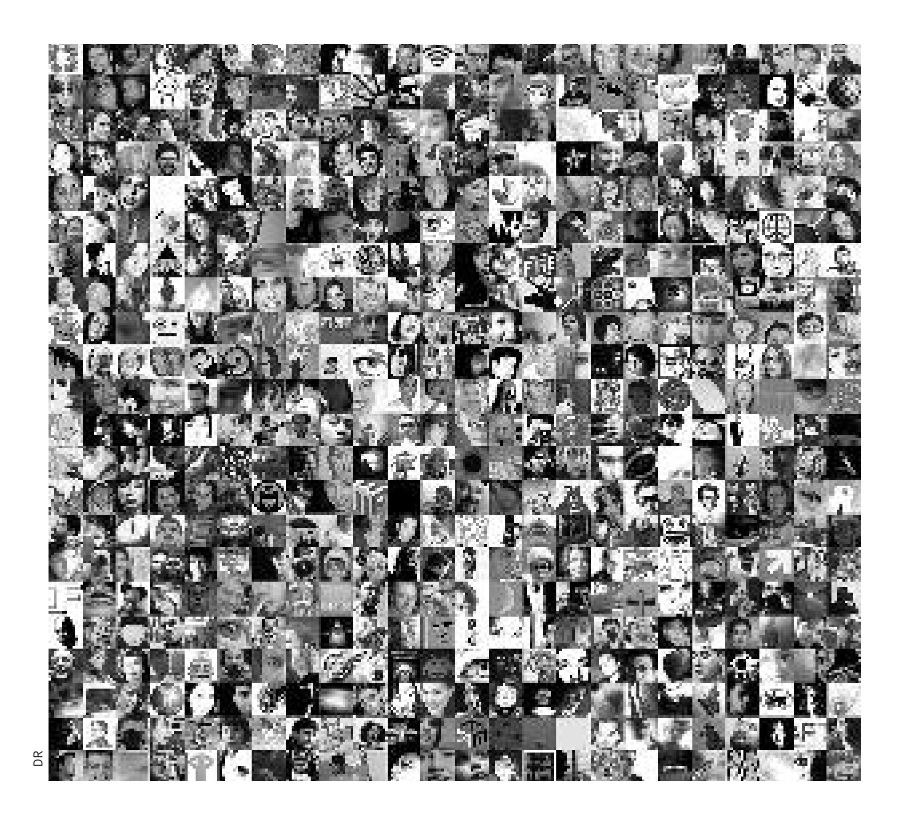
David Boilley ■

Administrateur de l'ACRO.

ACRO, 138, rue de l'Eglise, 14200 Hérouville-Saint-Clair, tél 02 31 94 35 34.

Hybrider la recherche

Créée en juillet 2006, la coopérative de recherche action est un collectif de sociologues qui ont eu l'occasion de travailler chacun personnellement dans le domaine de la médiation culturelle, autour des problématiques de genre et de sexualité ou encore sur la question de l'auto-organisation.


DR

En créant cette forme, il s'agit pour eux de faire valoir et d'expérimenter une autre pratique de la recherche que celle défendue par les institutions académiques reconnues. Il s'agit ainsi notamment d'éprouver le caractère hautement collectif de cette activité.

Alors que la gestion des carrières est conçue de sorte que seule la sortie et la réussite individuelles soient possibles, la coopérative ouvre une brèche à plusieurs niveaux. D'abord, cette réunion est une manière de collectiviser les expériences de recherche des un-e-s et des autres. Ensuite, les contrats de recherche sont pris en charge collectivement, au moins en ce qui concerne la définition du projet, l'analyse des données recueillies et le retour fait aux acteurs de terrain. C'est donc systématiquement un collectif qui signe. Enfin, si le travail effectif fait par chacun-e est reconnu, la répartition des revenus se fait en fonction des besoins. L'enjeu est de taille. Il vise en effet à décharger successivement tel-le ou tel-le membre de ses impératifs financiers en lui offrant la possibilité d'être ponctuellement salarié-e par la coopérative et de pouvoir, pendant cette période, se consacrer exclusivement à des travaux de recherche.

Mais la reconnaissance de la dimension collective de la recherche passe également par des implications méthodologiques radicales : leur manière de faire entend associer acteurs de terrain et sociologues dans une optique de coproduction des connaissances. Intéressés par les expertises que les praticien-ne-s construisent localement pour définir et résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés, ils considèrent que les sociologues, et plus largement les universitaires, n'ont pas le monopole en matière de production des savoirs. Dès lors, la pratique de recherche s'hybride et fait la place à des collectifs composites : les acteurs de terrain sont ainsi associés de part en part au processus de recherche. Présents au moment de la construction du projet, ils interviennent aussi dans l'analyse : les temps de restitution de celles-ci sont l'occasion de discussions qui visent à redéfinir les propositions faites par les chercheurs. Ces propositions ont une visée opératoire. Pratiquer la recherche-action consiste non seulement à produire des savoirs en coopération avec les acteurs de terrain, mais surtout à leur fournir des outils de description et d'analyse de la pratique, à leur donner des prises pour agir.

Toute jeune, la coopérative de recherche action est en attente de contrats qui lui permettraient de déployer concrètement les principes exposés ici. S'ils ont engagé récemment un travail en lien avec des associations qui mettent en œuvre des pratiques d'auto-support dans le domaine de la santé communautaire (réduction des risques pour les "usagers de drogues", prise en charge de problématiques liées à la santé mentale), les financements n'ont pour l'heure pas encore suivi…

Le groupe de recherche action (1),
26, rue René-Leynaud 69001 Lyon,
cooprechercheaction@no-log.org

(1) Officiellement, la coopérative de recherche action apparaît sous le nom de Groupe de recherche action (GRAC). La coopérative est en effet un horizon en attente. Faute d'avoir eu les fonds nécessaires à sa création, elle existe pour l'instant en tant qu'association loi 1901 et ne peut donc utiliser le nom «coopérative».

Le Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits

C'est au printemps 1984 que fut créé le CDRPC, dans un contexte fort différent de celui d'aujourd'hui… Nous étions en période de guerre froide et la grande Muette portait bien son nom ! Un fort mouvement de paix s'était développé dans plusieurs pays occidentaux — sauf en France — pour refuser l'implantation de nouveaux missiles nucléaires, les euromissiles. Les fondateurs du Centre avaient alors le sentiment que les organisations militantes développaient un discours trop exclusivement idéologique et ne s'appuyaient pas sur des argumentaires construits à partir de la réalité technique, stratégique, etc. D'où la mise en place de cet outil d'expertise avec deux observatoires axés l'un sur les exportations d'armements et l'industrie d'armement, l'autre sur le nucléaire militaire et ses conséquences sanitaires et environnementales.

Une reconnaissance conflictuelle

La reconnaissance du CDRPC par les institutions a pris une dizaine d'années… et elle reste encore très conflictuelle avec le cabinet du ministère de la Défense, ou avec certains responsables militaires comme le délégué à la sûreté nucléaire de la Défense, Marcel Jurien de la Gravière, qui nous accusait début octobre 2006 de "*manipuler des morceaux de faits*" et de vouloir «*déstabiliser les institutions de l'État*»… Avec les industriels de l'armement, les rapports sont limités et s'inscrivent plus dans le cadre de campagnes collectives de lobbying.

Le Centre assure son financement d'une part avec la vente de ses études sous forme de crédits de recherche et de publications et, d'autre part, grâce à des dons. C'est bien là que le bât blesse ! Car en France, sur ces sujets, les crédits d'études sont, pour l'essentiel, entre les mains du ministère de la Défense. Les décisions d'octroi des projets d'études ne s'effectuent pas seulement en fonction de critères de compétences mais également de critères politiques.


DR

Plus de transparence

Par rapport aux deux axes principaux du CDRPC — à savoir les transferts d'armements et les armes nucléaires — du chemin a été parcouru durant ces vingt dernières années avec, d'une part, une plus grande transparence au niveau des exportations d'armes et surtout, d'autre part, la remise en cause de l'absence de conséquences pour tout le personnel civil et militaire qui a participé au programme des essais nucléaires français ainsi que pour les populations du Sahara et de Polynésie. L'émergence de cette question dans l'agenda politique ainsi que la constitution d'associations de vétérans et de victimes des essais nucléaires (1) résulte des travaux conduits par le Centre sur ces sujets depuis le début des années 1990…

CDRPC,
Centre de documentation
et de recherche sur la paix et les conflits,
187, montée de Choulans, 69005 Lyon,
tél : 04 78 36 93 03, www.obsarm.org.

(1) En métropole : l'Aven, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03, www.aven.org ; en Polynésie : Moruroa e tatou, www.moruroaetatou.org. Une association est également en cours de constitution en Algérie.

L'Institut de recherche sur la résolution non violente des conflits

L'IRNC, Institut de recherche sur la résolution non violente des conflits, est née sous forme associative en 1984 à l'initiative de chercheurs travaillant sur la thématique de la non-violence (Jacques Sémelin, Jean-Marie Muller, François Marchand…).

L'IRNC est une structure indépendante ayant pour objectif de mener des recherches pluridisciplinaires sur la non-violence. Durant les années 80, ses chercheurs mènent des études sur les stratégies et la faisabilité de la mise en place d'une défense civile populaire non-violente de la société française contre une agression étrangère, dans un contexte de guerre froide. Depuis les années 90, ses recherches se déplacent sur le terrain de l'intervention civile de paix comme forme d'intervention non armée sur le terrain de conflits armés ou de violences politiques dans le monde. L'institut cherche par ses études à mettre en lumière la crédibilité d'alternatives aux formes d'intervention violentes ou armées, dans les politiques de défense en particulier, ainsi que dans les secteurs éducatif et social.

Les trois axes actuels de recherche de l'IRNC sont l'intervention civile de paix (avec la mise en place d'une base de données informatique sur ce thème et la participation à des programmes de recherche européens), la culture de non-violence (dans ses dimensions éducatives, philosophiques, sociologiques,…), et la médiatisation de la non-violence.

L'originalité de l'IRNC, par opposition à une position antimilitariste, a été, depuis le départ, de développer un dialogue avec les institutions politiques et militaires afin de faire valoir les apports de la non-violence dans les politiques de défense. C'est ainsi que, dès le départ, des partenariats sont noués avec le ministère de la Défense pour réaliser une étude sur *La Défense civile*, publiée en 1985 sous ce titre par la Fondation pour les études de la Défense nationale, puis avec le SGDN, des rencontres ayant lieu régulièrement avec des membres de l'état-major. Un colloque est organisé en 2001 à l'Assemblée nationale pour faire le point sur les recherches et les pratiques d'intervention civile de paix (ICP) auprès des acteurs politiques et militaires.

Equilibre financier modeste

Longtemps ouvert à des financements d'origine institutionnelle (militaires ou politiques), l'IRNC s'est tourné récemment vers des financements d'origine privée (fondations Un Monde par tous, FPH, Non-Violence XXI, MAN,…) suite à un désengagement de ces premiers partenaires. Son équilibre financier est précaire et très modeste ; son fonctionnement repose essentiellement sur le bénévolat.

L'institut a toujours cherché à relever le défi de la reconnaissance et de l'institutionnalisation des principes et méthodes de la non-violence, dans un dialogue constant avec les institutions politiques et militaires, jugeant naturel que ces dernières financent les recherches alternatives sur les stratégies de défense, et dans une volonté simultanée de totale indépendance idéologique par rapport à ces financeurs.

Actuellement l'équipe de l'IRNC regroupe deux poignées de chercheurs indépendants menant de front des recherches sur le plan historique, géopolitique ou encore psychologique, débouchant sur des publications (1). L'équipe est ouverte aux apports et à la participation de chercheurs intéressés par le thème de la non-violence. Tous les ans, l'IRNC accueille 2 à 3 étudiants-chercheurs pour un stage de quelques mois.

L'IRNC se donne pour mission de mettre en contact les recherches sur la non-violence, d'origine essentiellement militantes et très mal reconnues institutionnellement, avec le monde universitaire. Ses membres participent ponctuellement à des colloques ou à des séminaires, et proposent un accompagnement à des étudiants réalisant des recherches en lien avec le thème de la non-violence (sciences politiques, histoire, philosophie,…) ainsi que des bourses de recherche. L'institut se heurte à une fermeture du monde universitaire français à cette thématique, contrairement aux pays anglo-saxons où se sont développées les "*peace studies*". Il entretient par contre des liens avec d'autres instituts de recherche indépendants (CDRPC à Lyon, Nova en Catalogne, ICNC à Washington) ou de défense (Fondation pour la recherche stratégique) ainsi qu'un partenariat privilégié avec la revue trimestrielle de recherche *Alternatives non-violentes*.

IRNC,
14, rue des Meuniers, 93100 Montreuil,
tél : 01 48 59 93 35, www.irnc.org.

(1) entre autres : Muller Jean-Marie : *Dictionnaire de la non-violence*, Le Relié 2005, *Principes et méthodes de l'intervention civile*, DDB 1997 ; Sémelin Jacques : *Sans armes face à Hitler*, Payot 1989 ; collectif : *La Dissuasion civile*, FEDN 1985.

CriiRad

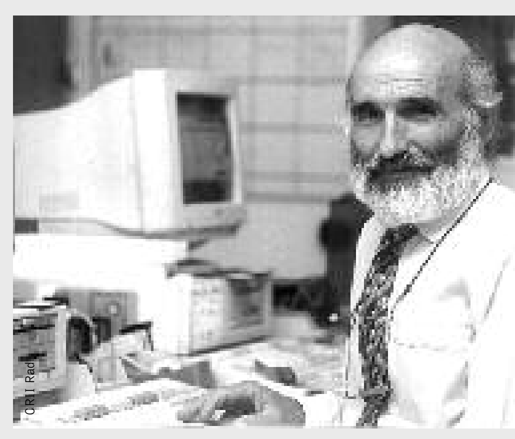
Commission de recherche et d'informations indépendantes sur la radioactivité

1986 : Alors que les services officiels indiquent que la France, en raison de son éloignement, a été totalement épargnée par le nuage radioactif de Tchernobyl, des familles entières consomment, sans le savoir, du lait, du fromage, des légumes frais... gorgés de produits radioactifs. C'est en réaction au manque de prise en considération des conséquences de cet accident pour l'environnement et l'être humain que se crée la CriiRad. Un groupe assez disparate de personnes habitant dans la vallée du Rhône décide de se donner les moyens confisqués par les institutions, et de créer son propre laboratoire. La CriiRad a actuellement pour vocation :

- de contrôler et d'informer les populations sur les pollutions radioactives et les risques liés au nucléaire,
- de veiller au maintien, à l'application et à l'amélioration des règles de contrôle et de radioprotection existantes,
- d'obtenir la mise en place de toute mesure de protection sanitaire jugée nécessaire.

Depuis vingt ans, la CriiRad a réalisé des milliers de mesures de contamination de terrain et de produits alimentaires, beaucoup d'informations autour de ce sujet (publications, débats, émission de radio), des stages de formation, de nombreuses études radio-écologiques...

Actuellement, le financement provient à 60% des prestations réalisées (qui peuvent être payés par de simples citoyens, des mairies ou conseils généraux...), à 40% des adhérents et à 3% de subventions de collectivités locales.



CRII Rad

Roland Desbordes, président de la CRIIRad.

L'association embauche treize personnes et regroupe de nombreux bénévoles.

Le laboratoire essaye d'être au maximum indépendant des exploitants du nucléaire, de l'Etat et de tous les partis politiques. Ce qui n'est pas toujours simple car les institutions cherchent à le domestiquer ou à le faire disparaître. Ainsi, en

Lams

Laboratoire d'analyse microbiologique des sols

Tout commença, en 1988, lorsque Claude et Lydia Bourguignon, chercheurs à l'Inra, mirent au point une méthode de mesure de l'activité biologique des sols, qui leur permit d'établir que les sols étaient en train de mourir à cause de l'agriculture intensive. L'Inra, financé par des marchands d'engrais et de pesticides, s'insurgea contre ces résultats et refusa de les publier. Ils claquèrent alors la porte pour fonder leur propre laboratoire afin d'aider les agriculteurs à mieux gérer leurs sols.

Le laboratoire, qui salarie trois personnes, réussit actuellement à s'autofinancer grâce aux prestations qu'il réalise. La difficulté initiale fut de trouver des prêts pour le lancement. Avec beaucoup de difficultés, ils réussirent finalement à avoir un prêt de la BNP et de la Région Bourgogne.

Le Lams s'est régulièrement heurté à des diffamations de la part du lobby agro-industriel, et notamment de la part de l'Inra, qui qualifia leurs discours de "peu scientifiques", et discrédita leurs travaux.



DR

Claude Bourguignon sur le terrain.

"Lorsqu'on crée, en France, un laboratoire d'analyses pour aider les agriculteurs à protéger leur capital sol, on se heurte à des difficultés administratives et aux attaques diffamatoires de l'agroindustrie. La France est le deuxième consommateur mondial de pesticides, elle représente un marché énorme que l'agro-industrie ne veut pas perdre. Mettre en évidence, par des analyses, l'effet néfaste de ces pesticides sur la vie des sols, provoque des réactions violentes des instances étatiques qui soutiennent les grands lobbies ; et des lobbies eux-mêmes".

Laboratoire d'analyse microbiologique des sols,
Marey-sur-Tille, 21120 Is-sur-Tille,
tél : 03 80 75 60 96, www.lams-21.com.

Raisons d'agir

Raisons d'agir, collectif créé au cours de l'hiver 1995, association 1901 depuis le printemps 1998, regroupe des chercheurs en sciences sociales (sociologues pour la plupart) mobilisés par les mouvement de novembre-décembre 1995, le mouvement des chômeurs ou celui des sans-papiers, par le triomphe — malheureusement éphémère — de l'optimisme de la volonté politique (qui soutient le travail le plus souvent obscur des militants de base) sur le pessimisme de la raison sociologique. Chercheurs mobilisés aussi par la fermeture du champ politique sur ses enjeux internes et le confinement d'un débat public circonscrit au cercle étroit des experts patentés et des intellectuels médiatiques, que ces mouvements contribuèrent tour à tour à mettre en évidence. *"En tant que chercheurs, nous soulignons les effets économiques et sociaux dévastateurs des politiques économiques libérales menées partout dans le monde".*

Raisons d'Agir,
27, rue Jacob, 75006 Paris,
raisonsdagir.org

2004, la DGNSR a tenté de modifier la réglementation concernant les mesures de radioactivité afin de faire disparaître la CriiRad.

La CriiRad est régulièrement sollicitée par des institutions afin de participer à des débats ou dispositifs d'acceptabilité autour du nucléaire. Après plusieurs tentatives, l'association s'est rendu compte que sa présence ne servait qu'à légitimer la communication des exploitants et "qu'elle avait plus à y perdre son âme qu'à y gagner quelque chose". Cette position la démarque notamment d'autres structures, comme l'Acro, qui acceptent généralement les sollicitations institutionnelles.

Un article plus long à propos de la CriiRad (Vingt ans de Tchernobyl, vingt ans de CriiRad) est paru dans *S!lence* n° 333.

La CriiRad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.

Crii-Rem

Centre de recherche et d'information indépendantes sur les rayonnements électromagnétiques

Le but de la Crii-Rem est d'informer de façon claire et objective sur les effets des rayonnements électromagnétiques dans l'environnement ambiant (téléphone portable, wii-fi, lignes haute tension, micro-ondes…), de proposer des solutions en faveur de la protection des populations, et de constituer un contre-pouvoir citoyen, indépendant des intérêts industriels et commerciaux.

Crii-Rem, 11, rue Edith-Piaf, 72000 Le Mans, tél : 02 43 21 18 69, www.criirem.org



Crii-Gen

Comité de recherche d'informations indépendantes sur le génie génétique

Il s'agit d'un comité apolitique et non-militant d'expertise, de conseil, indépendant des producteurs d'OGM, intervenant à différents niveaux : juridique, scientifique (santé, environnement), sociologique, technique (étiquetage), notamment pour des dosages d'OGM, et au niveau économique ; pour les citoyens, entreprises, associations, groupements, syndicats...

Crii-Gen, 40, rue de Montceau, 75008 Paris, www.crii-gen.org

Itab

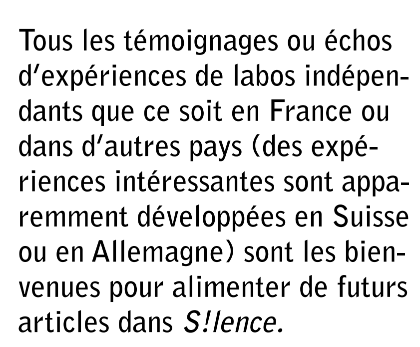
Institut technique de l'agriculture biologique

L'Itab a pour objectifs la coordination de la recherche et l'appui aux actions techniques dans le domaine de l'agriculture biologique. L'Itab diffuse des informations techniques auprès des agriculteurs (fiches techniques, guides et revues).

Itab, 149, rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12, tél : 01 40 04 50 64, www.itab.asso.fr




DR



Tous les témoignages ou échos d'expériences de labos indépendants que ce soit en France ou dans d'autres pays (des expériences intéressantes sont apparemment développées en Suisse ou en Allemagne) sont les bienvenues pour alimenter de futurs articles dans *S!lence.*

Petite phrase

"Construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie"
Rolland Hénault.

Mumia Abu-Jamal

Philadelphie contre Paris ?

Nous annoncions dans le numéro de janvier, comme de nombreux autres médias, que la ville de Philadelphie où a été condamné à mort Mumia Abu-Jamal, avait porté plainte pour "apologie du crime" contre les villes de Paris et de Saint-Denis qui ont fait Mumia Abu-Jamal citoyen d'honneur. L'information relayée par le médiatique avocat Collard annonçait qu'une délégation de la ville des Etats-Unis se rendrait en France début décembre or il n'en a rien été. Les comités de soutien se demandent aussi pourquoi seules les villes françaises seraient concernées alors qu'en Italie plusieurs communes ont fait de même. Début décembre, aucun tribunal français n'ayant enregistré de plainte, l'hypothèse d'un simple coup médiatique n'est pas exclu, peut-être en relation avec les élections syndicales au sein de la police française.

Grands-parrains

Depuis 1998, l'association *Grands parrains* met en relation enfants, parents et grands-parents d'adoption pour permettre de développer du lien social entre les générations. Il existe plusieurs formes de grand-parrainage : classique avec visites et activités communes, épistolaires par correspondance, et visio, avec échange par internet avec une webcam. Ces différentes formules permettent de varier les relations selon que l'on soit près ou loin, en bonne santé ou moins…
Pour en savoir plus :
Grands-Parrains,
15, rue des Epinettes,
94240 L'Haÿ-les-Roses.



Campement des SDF le long du canal Saint-Martin à Paris.

Zéro SDF ?

En 2002, Jospin avait promis "zéro SDF" en cas d'élection, une promesse aujourd'hui reprise par Sarkozy. Est-ce possible ? le président d'Emmaüs, Martin Hirsch a expliqué que cela supposerait d'analyser au plus près la situation des SDF. Selon une enquête de Médecins du monde, 7 sur 10 sont des hommes, 86% sont sans-emploi, la quasi-totalité sans ressources, un tiers vit dans la rue depuis moins d'un an, un tiers entre un et dix ans, un tiers depuis plus de dix ans. L'espérance de vie d'un SDF est de 43 ans. 63% déclarent ne pas se soigner, 21% ont des problèmes d'alcool, 16% des problèmes respiratoires, 15% le sida. S'il y a des places pour un hébergement d'urgence, 84% des sans-abri n'utilisent pas le 115 pour les connaître. Il y aurait autour de 100 000 SDF en France. Pour les associations caritatives, tendre vers le zéro SDF, passerait par des protections contre l'exclusion sociale et non par l'augmentation des places d'hébergement.



Harcèlement au travail et employés jetables

Dans les hautes écoles de commerce, on vous apprend à sans cesse améliorer votre productivité. Et pour cela, exploiter son prochain au maximum est une méthode comme les autres. Plusieurs livres viennent de sortir comme *Journal d'un médecin du travail* (Dorothée Ramaut, éd. Cherche-Midi) qui raconte comment les employés sont de plus en plus jetables, notamment dans le monde de la grande distribution. Le principe est simple : épuiser le salarié puis en changer pour dégager un bénéfice maximum. Pensez-y avant d'aller dans une grande surface.

Petit Robert raciste ?

Le petit Robert 2007 donne comme définition à "colonisation" : "mise en valeur, exploitation de pays devenus colonies", idem pour "coloniser" : "coloniser un pays pour le mettre en valeur, en exploiter les richesses". Décidément, l'éditeur a du mal à gérer la question coloniale. Dans son édition des noms propres de 1995, il donnait déjà à la rubrique "Rwanda", une présentation du génocide où la France avait le rôle de sauveur ! A l'époque, les protestations des ONG avaient obligé l'éditeur à rééditer son dictionnaire.

Totale dépendance

Vous êtes perdu en ville ? Surtout ne demandez pas votre chemin à un passant ordinaire… on ne sait jamais, il pourrait mordre !
Soyez dans la course à la technologie : maintenant avec le service "GPS autonome", en consultant votre téléphone portable, vous pouvez savoir où vous êtes et comment vous déplacer.
Et d'ailleurs pourquoi vous déplacer ? Vous pouvez tout acheter, tout vendre depuis votre ordinateur. Encore un effort, et on pourra complètement éviter de rencontrer l'autre, l'ennemi potentiel !

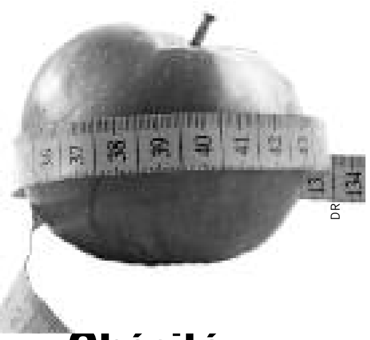
PARIS

Les mal-logés suivent l'avis de Jacques Chirac

Dans ses vœux du nouvel an, le président de la République a souhaité que soit reconnu le droit au logement pour venir en aide aux mal-logés. Dès le lendemain, une centaine de personnes ont pris acte des recommandations de Jacques Chirac en pénétrant dans un immeuble de la Lyonnaise de Banque, situé au 24, rue de la Banque, dans le 2e arrondissement, un bâtiment de quatre étages vide depuis trois ans. Droit au logement a soutenu l'initiative. Le bâtiment a été divisé en trois parties : les deux étages du haut sont occupés par des familles victimes de la spéculation immobilière, le 1er étage accueille des ateliers d'artiste, le rez-de-chaussée est un lieu de débat associatif sur la question du logement dénommé "Ministère de la crise du logement".

Journée mondiale contre la violence faite aux femmes

Le 25 novembre est désormais la journée mondiale contre la violence faite aux femmes. L'occasion de multiples manifestations dans le monde. A Paris, à l'appel du CNDF, Centre national pour les droits des femmes, un collectif de 140 associations, entre 3000 et 5000 personnes ont manifesté pour demander qu'une loi permette une meilleure protection des victimes de violence. Dans la manif, étaient présentes Arlette Laguiller, Dominique Voynet, Clémentine Autain... Ségolène Royal a immédiatement promis que ce serait la première loi qu'elle déposerait si elle était élue. Le Conseil de l'Europe qui regroupe 46 Etats, a lancé une campagne depuis le Sénat espagnol visant à faire adopter de nouvelles lois contre ces violences.


DR

Obésité et ostracisme

Lors d'un congrès international sur l'obésité qui s'est tenu début septembre à Sydney, une communication a montré comment les femmes obèses sont victimes d'ostracisme tout au long de leur vie. L'aspect physique joue en effet un rôle plus important pour les femmes que pour les hommes et les inégalités apparaissent très jeune : dès l'âge de cinq ans, on constate des différences significatives dans la scolarité, l'attribution des bourses scolaires, et cela se poursuit tout au long de la vie lors des concours, des entretiens d'embauche...

6 février
Contre les mutilations sexuelles

Avec le soutien de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, le 6 février a été choisi par des ONG comme journée mondiale contre les mutilations sexuelles. Selon les estimations, entre 100 et 140 millions de femmes et de filles auraient subi des mutilations génitales. Deux millions de filles en sont encore victimes chaque année. Cette journée est notamment animée par *Amnesty international*.

Présidente en Suisse

Si l'Etat fédéral suisse n'a accordé le droit de vote aux femmes qu'en 1972 et si certains cantons ont même attendu 1981 pour en faire autant, les femmes sont depuis montées dans la hiérarchie politique pour y atteindre le plus haut niveau. En Suisse, la présidence est tournante et change chaque année. Une première femme, Ruth Dreifuss, a été présidente en 1999 et c'est de nouveau le cas pour l'année 2007 avec l'élection de Micheline Calmy-Rey, ancienne ministre suisse des Affaires étrangères.

NORD

A quoi rêve Wonder woman ?

La compagnie de théâtre *Les Tambours battants* propose les 1er, 2 et 3 février à la Grange de la ferme Dupire, à Villeneuve-d'Ascq (tél : 03 20 43 55 65), un spectacle intitulé *A quoi rêve Wonder woman ?* En attendant le retour des hommes, des femmes discutent de toutes ces petites choses cachées qui démangent. Pour passer le temps, elles grattent... Les *Tambours battant* ont déjà créé plusieurs pièces engagées, sur la pornographie, sur l'OMC, sur les biotechnologies. Il s'agit d'une nouvelle création. Renseignements : *Les Tambours Battants, 11, rue du Pas-Roland, 59246 Mons-en-Pevèle*.



DR

Manque de sages-femmes

Le fonds des Nations unies pour la population a publié un rapport le 15 décembre 2006 pour dénoncer le manque de sages-femmes dans le monde. Il estime qu'il en manque plus de 330 000 et que ce manque menace la vie de millions de femmes qui accouchent dans de mauvaises conditions. Une femme meurt chaque minute durant la grossesse ou l'accouchement dans le monde. Une femme sur sept meurt pendant l'accouchement en Afrique subsaharienne contre une sur 8000 dans les pays du Nord.

HÉRAULT

Garage au féminin

Dans un souci de parité, Base 34, un centre de formation situé à Vendargues, a ouvert une formation en alternance pour former des femmes à la mécanique. Celles-ci travaillent au centre de formation une semaine sur trois et les deux autres chez un garagiste. Les stagiaires devraient ouvrir un garage de réparation automobile en novembre 2007... Si d'ici là le prix du pétrole ne s'est pas envolé !



Lutte contre l'anorexie

Fin octobre, Ana Carolina Reston, 21 ans, mannequin brésilienne est morte d'une infection urinaire... alors qu'elle ne pesait que 40 kg pour 1,74 m. Son état de faiblesse explique son incapacité à réagir à une infection bénigne. Le gouvernement espagnol a promulgué un décret contre l'anorexie qui interdit à des mannequins dont l'indice corporel n'atteint pas au moins 18 de se montrer en public. L'indice corporel a été déterminé par l'OMS, un indice de moins de 18 correspond à 56 kg pour 1,75 m, en dessous de ce poids, une personne est considérée comme en danger de maigreur. Cinq mannequins ont ainsi été interdites de travail en octobre dernier lors des défilés de mode à Madrid.



Alternatives

Petite phrase

"Beaucoup de petites gens, dans beaucoup de petits lieux, faisant beaucoup de petites choses, peuvent changer la face du monde"

Proverbe écossais.

Education

■ **D'autres emplois sont possibles.** Dans les collèges et lycées, les documentations sur les filières et les emplois sont financées par les syndicats patronaux, les ministères... Ainsi, dans les brochures de l'ONISEP, largement diffusées, au choix de "travailler en plein air", on trouve au choix des métiers comme gendarmes ou agent de l'ONF... mais rien sur la possibilité de devenir agriculteur ! Sur les emplois possibles, le milieu associatif, des coopératives, de l'économie sociale et solidaire, sont totalement absents. N'y aurait-il pas parmi nous un groupe qui pourrait coordonner la publication d'un petit document présentant ces emplois, leur potentiel, leur dynamique avec comme but de le diffuser par les enseignants les plus ouverts aux idées alternatives ?

■ **Formations alternatives.** Dans le cadre de la réalisation d'un guide sur ce sujet, les éditions *Le p'tit gavroche* recherchent des contacts et des témoignages de métiers et de formations alternatives en tous domaines : pédagogies différentes, architecture écologique, agriculture bio, énergies renouvelables, médecines douces, ressourceries et recycleries, journalisme, restauration et alimentation, arts de la rue et théâtre, compagnonnage alternatif, réseau wwoof .... pour tous les âges (pour enfants ou adultes). Elles recherchent aussi des fiches, schémas, livres, contacts d'ateliers, formations et recettes pratiques pour fabriquer soi-même des choses : meubles en bois ou en carton, cabane, lessive, vêtements, jeux, papier recyclé, décoration, poterie, etc. en faisant de la récup', en étant créative, et sans avoir à les acheter ! Des guides seront offerts aux plus belles ou riches participations ! Pour participer ou en savoir plus : *Le p'tit gavroche, 3 bis rue des Lilas, 69008 Lyon, tél : 06 72 28 46 31*.

Médias

■ **Ecologie et politique,** *éditions Syllepse, 69, rue des Rigoles, 75020 Paris, www.ecologie-et-politique.info.* Dans le numéro 33 de ce semestriel, un fort intéressant dossier sur le changement climatique avec notamment au niveau des propositions, deux articles de spécialistes : Pierre Radanne, ancien directeur de l'Ademe et Jürgen Trittin, ancien ministre de l'environnement en Allemagne.

■ **Origines contrôlées,** *Tactikollectif, 20 bis, rue Michel-de-Montaigne, 31200 Toulouse, tél : 05 34 40 80 70, www.tactikollectif.org*. Revue annuelle reprenant les contributions de la rencontre du même nom autour des questions qui agitent les banlieues, la dernière rencontre s'est déroulée juste après les émeutes de l'automne 2005.

■ **La Belle au bois dormant,** *Bureau d'études, 9, rue de la Révolution, 93100 Montreuil.* Journal au format tabloïd de vingt pages, gratuit et imprimé à 10 000 exemplaires, centré sur la critique de la technique et de la société de contrôle du vivant, créé par les artistes X. Fourt et L. Bonaccini réunis dans Bureau d'études. Envoi par la poste contre 1,30 € en timbres ou vignette pré-oblitérée.

■ **Nature et Progrès**, *68, boulevard Gambetta, 30700 Uzès, tél : 04 66 03 23 40*. La fédération Nature et Progrès est la première association de la bio à avoir rejoint le débat sur le commerce équitable en y apportant son expérience sur les questions sociales liées à la bio. Dans le n°60 de novembre 2006 (6 €), Nature et Progrès propose un

Dard d'art

Parce que créer c'est résister, le mouvement *Dard d'art, ça pique où ça fait marre* est un mouvement de création artistique qui a pour caractéristique de se répandre librement, comme une épidémie d'art rebelle, un réseau permanent d'art gangrenant qui dénonce et propose. Dard d'art propose de multiplier les moments de création. Ceux-ci peuvent instruire, occuper utilement les enfants, et tous les âges, éteindre la télé, le portable, l'ordinateur, laisser vivre les animaux, rabibocher les couples, améliorer l'écoute et la communication, tenir compte de pépé et de mémé, inviter les voisins, réunir le quartier, donner envie de prendre la retraite plus tôt, faire faire des économies, réfléchir à l'avenir, tenir compte du passé, arrêter de perdre sa vie à la gagner ou ne plus dépenser inutilement voire dangereusement son huile de coude, donner des idées à ceux qui n'en ont pas, rendre jaloux les ceux qui font rien, faire découvrir des techniques : coller, coudre, souder, agrafer, plier, froisser, cuire, dessiner, peindre, sculpter, écrire, salir, habiller, découper, jouir de la gratuité, de l'échange, du don, soulager l'arthrose, évincer les allergies, guérir du stress, du machisme, humaniser les hommes, faire rêver, rendre supportable la solitude, changer la vie, faire de l'humour, réunir les ennemis, apaiser les violents, contaminer les salauds (?), changer le politique et redresser le syndicaliste, et, selon le succès de l'opération, changer la météo et rendre heureuse l'humanité. Si, si !

Dard d'art se propose de lancer des moments de création à thème en s'appuyant sur les thèmes développés au fil des pages de revues comme *S!lence*. Il propose comme premier thème, de février à avril, "*énergies renouvelables et décroissance*" en demandant à chacun de participer sous forme d'art postal, l'ensemble des lettres collectées servant ensuite à une installation collective. Précautions pour l'art postal : être suffisamment affranchie (la lettre, pas l'expéditeur-trice !), pas de violence dans les représentations. Résultat de l'œuvre collective dans un prochain numéro de *S!lence*. Envoyer vos courriers à : *Dard d'art, Francesa Rèines, Plasticienne, Comba Rosal, 81140, Caüzac de Vèra*.



Installation dans le port de Marseille : les "guetteurs" , de Véronique Brill.

La guerre de l'ortie (suite)

La loi interdit désormais de faire connaître les propriétés de produits phytosanitaires naturels s'ils ne sont pas homologués. Pour les faire homologuer, il faut que la composition soit bien définie et stable. Jardiniers, en totale infraction avec cette loi, je vous donne la façon de remédier naturellement à plusieurs maladies ou parasites, grâce au XYZ.

■ Oïdium (ce feutrage blanc sur les feuilles, dû à des champignons, que l'on peut enlever par un simple frottement). Aspergez votre culture de XYZ en plein soleil, c'est très efficace.

■ Pucerons, psylles sont facilement délogés par le XYZ sous pression. Allez-y sans ménagement.

■ Les altises qui dévorent les jeunes semis de brassicacées (choux, radis...) seront moins virulents si vous appliquez du XYZ en brumisation deux à trois fois par jour, idem pour diverses punaises des cultures.

■ Le XYZ a même un effet secondaire nourricier sur les plantes et peut les sauver en cas de sécheresse (prévoir une dose forte).

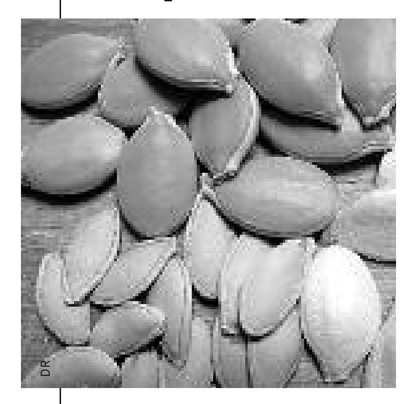
Le XYZ n'est pas cher, vous le trouverez dans des puits, des mares, des rivières, sous les gouttières... C'est l'eau. Formule chimique : H_2O plus quelques impuretés. La présence de ces impuretés, variables selon le lieu et l'époque interdit de faire homologuer ce produit phytosanitaire naturel. Si vous faites partie des veinards dont l'eau contient des pesticides, vous obtiendrez même d'autres effets (à préciser après analyse) ; avec des nitrates, vos légumes seront vert très foncé.

L'Etat me poursuivra certainement pour la divulgation de ces conseils qui feront perdre du chiffre d'affaires aux firmes de l'agrochimie, nul doute qu'il poursuivra aussi ceux qui ont mis des pesticides ou des nitrates dans l'eau. Me retrouver sur le même banc d'accusation que ces grosses firmes, la honte !

Patrice Néel



Kokopelli
Les procès continuent !


DR

Les industriels des semences ne tolèrent toujours pas que l'on puisse échanger ou vendre des semences en dehors de leur contrôle. Depuis des années, ils multiplient les plaintes contre *Kokopelli*, une association qui diffuse des variétés rares et donc non référencées au registre européen des semences. *Kokopelli* a été attaqué en procès par le GNIS (service du ministère de l'agriculture) et la FNSPF, fédération des principaux financiers qui demandent pas moins d'une amende par variété illégalement commercialisée... Le 26 décembre, *Kokopelli* a été condamné à 3426 amendes à 5 € soit 17 130 € au total... à comparer aux 800 000 € de chiffre d'affaires de K*okopelli*. Dominique Guillet, animateur de *Kokopelli*, a, en outre, été reconnu coupable de mettre sur le marché des "semences de variétés non conformes". A quoi la vie doit-elle être conforme ? Autre procès en attente, la société Graines Baumaux a porté plainte pour concurrence déloyale et demande 50 000 € de dommages et intérêts. *Kokopelli* bénéficie d'un important réseau de soutien et a reçu cette année 3500 adhésions pour presque 100 000 €, somme qui est réinvestie dans la formation au sud, en particulier dans la mise en place d'un centre d'agro-écologie en Inde.
Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30319 Alès cedex, tél : 04 66 30 64 91.

Les jeudis de la Nef

La Nef, société financière alternative, organise des rencontres régulières pour sensibiliser le public à la finance éthique et solidaire. Les prochaines rencontres ont lieu à Paris, à son siège, les jeudis 15 février et 15 mars.
A Lyon, une réunion se tient le jeudi 1er février au restaurant *Toutes les couleurs*, 26, rue Imbert-Colomès, Lyon 1er, une autre le jeudi 15 mars au café lecture *Les Voraces*, 2, rue Camille-Jourdan, Lyon 1er.



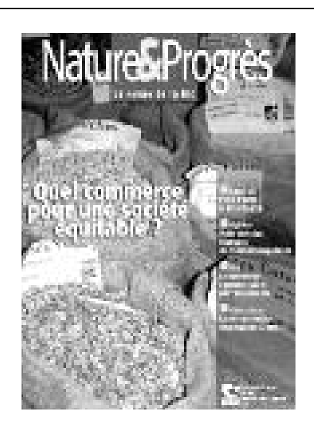
■ *La Nef, 35, rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 00 04.*
■ *La Nef, 114 boulevard du 11-Novembre-1918, 69625 Villeurbanne cedex, tél : 08 11 90 11 90.*

PARIS

Fin de Terre

La compagnie Sarah Veyron du *Théâtre du Chaos* présente jusqu'au 10 mars, au théâtre Clavel (3, rue Clavel, 75019 Paris), une pièce de Georges de Cagliari *Fin de Terre* dont le thème est "et si le changement climatique remettait en cause nos civilisations ?". La pièce commence dans un bistrot-blockhaus, situé sur une presqu'île rongée par la montée des mers et les tempêtes. Deux femmes y vivent recluses lorsqu'arrivent de nouveaux personnages et que s'engagent des discussions sur ce qui est en train de se passer et sur la responsabilité de chacun, comment l'absence de décisions peut avoir des conséquences dramatiques.
Fin de Terre a été initialement présenté au festival off d'Avignon en 2004, le texte de la pièce est disponible aux éditions *La Musaraigne*.





dossier passionnant en lien avec la fédération Minga : comment aller vers un commerce plus équitable ? Le rôle des labels, le travail caché d'une filière de production, comment mettre de la transparence dans les relations, comment avoir une démarche participative tout au long de la filière comme le fait Nature et Progrès dans le domaine de la bio...

■ **Marginales,** *Les Billardes, 04300 Forcalquier.* Revue semestrielle à thème, elle compile d'importants numéros (entre 150 et 200 pages) sur des questions de société. Elle est actuellement en recherche d'équilibre financier et vous invite à découvrir les anciens numéros :
1 - Paysans dernier siècle ?
2 - Le refus de parvenir, misère de l'école, utopies éducatives.
3 / 4 - Les dépossédés, figures du refus social.
5 - Jean Giono et Harry Martinson, écrivains du peuple contre la guerre. A paraître :
6 - Stig Dagerman, la littérature et la conscience. Les 6 premiers numéros pour 80 €.
L'abonnement pour le 6 et les deux suivants (sur la guerre et sur l'ordre moral), 40 €.

SAVOIE

Esperanto

Un stage d'initiation à l'espéranto est organisé du 25 au 31 mars à Plan Pleisey, station de ski à 1650 m. Renseignements : *Thierry Depecker, Espéranto, La Roselière, 97, rue Saint-Michel, 73700 Bourg-Saint-Maurice, tél : 04 79 07 53 10.*

La marche du vivant

"Soyez le changement que vous souhaiteriez voir dans le monde" disait Gandhi. "Nous sommes vos enfants et décidons de ne plus jouer le jeu du système avec sa destruction programmée et son fatalisme ambiant. Nous allons marcher pour mettre en lumière notre présence dans l'hexagone et nos outils qui sont le spectacle vivant, la permaculture, le collectif, la spiritualité sans dogme ni maître". C'est ainsi que se présente la marche du vivant qui devrait partir de Bugarach, dans l'Aude, le 6 février, pour traverser la France du Sud au Nord et arriver à Paris... entre les deux tours des élections présidentielles. Itinéraire : la méridienne verte mise en place en 2000. Trois jours de préparation pour la mise en place du collectif de marche se tiendront du 3 au 6 février, puis les étapes de 15 à 25 km par jour permettront d'arriver à Couiza (le 6), Limoux (le 7), Carcassonne (les 9 et 10), Mazamet (le 13), Castres (le 14), Albi (le 17), Carmaux (le 18), Sauveterre (les 20 et 21), Rodez (le 24), Espalion (les 26 et 27), Entraygues (le 1er mars), Aurillac (les 3 et 4), Mauriac (le 11), Ussel (le 15), Crocq (le 19), Saint-Loup (le 23), Montluçon (les 25 et 26), Bourges (du 3 au 5 avril), Presly (le 7), Clémont (le 10), l'itinéraire du Loiret est en cours de préparation, puis Gironville (le 24), La Ferté-Alais (le 25), Leudeville (le 27), Savigny-sur-Orge (le 28), Vitry (le 29)... et le 1er mai, marche d'Ivry à Paris, actions à Paris du 2 au 6 mai.
A Bientôt sur la route ! *La marche du vivant, c/o La maison du Pont, 15800 Polminhac, tél : 06 61 33 71 63, www.lamarcheduvivant.org.*


Alban Labouret



Alternatives

LILLE

Visite des jardins communautaires


AJONC

L'Ajonc, Association des jardins ouverts et néanmoins clos, organise une promenade à vélo dans Lille, le dimanche 25 mars pour découvrir les jardins communautaires de Fives, Helemmes, Moulins, Wazemmes, Lezenne et Villeneuve-d'Ascq. Tout au long du trajet, l'opération "les fenêtres qui parlent" vous permettront de découvrir des œuvres d'artistes présentées aux fenêtres. Convivialité, culture et liens sociaux sont au programme. Rendez-vous à 14h30 à Ch'ti vélo, avenue de Willy-Brandt (location de vélo possible). *Ajonc, 13, rue Montaigne, 59000 Lille, tél : 03 28 55 03 30.*

CENTRE

Agriculture et argent

Les cinquièmes rencontres régionales de l'agriculture biodynamique se tiendront à Bourgueil (Indre-et-Loire) le lundi 26 février sur le thème "l'agriculture et l'argent". Participation aux frais de 35 € incluant un repas bio. Renseignements : *Guy David, La Baye, 49390 Courléon, tél : 02 41 59 80 49.*

ILLE-ET-VILAINE

Ecologie profonde et simplicité volontaire

L'association *Ecologie pratique* organise et anime des ateliers sur la simplicité volontaire et l'écologie profonde, du vendredi 18 h au dimanche soir, de mars à octobre 2007. Pour plus d'infos sur les thèmes abordés, une brochure de 24 pages est disponible contre 1 € ou plus à envoyer à : *Association Ecologie pratique, Alexis Robert, La Guette-en-Beauvais, 35380 Paimpont, tél : 02 99 07 87 83 ou Claire Carré, 67, avenue de Gravelle, 94220 Charenton-le-Pont, tél : 01 43 75 45 72.*

Co-errances en difficulté

Née en janvier 2003, la coopérative de diffusion Co-errances, présentée dans notre numéro 338 de septembre 2006, connaît actuellement des difficultés. Alors qu'elle regroupe aujourd'hui une quinzaine de périodiques, une dizaine d'éditeurs, quelques producteurs de films et quelques labels de musique indépendants, elle se retrouve en conflit avec une maison d'édition qui lui fait un (mauvais) procès. Le principe de la coopérative étant de redistribuer aux coopérateurs les revenus des ventes, elle ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à cet imprévu. Elle lance donc un appel à souscription et est également ouverte à toute forme de collaboration. *Co-errances, 45, rue d'Aubervilliers, 75018 Paris, tél : 01 40 05 05 97.*


P-E Weck

PAU

Les Amants du marché

Les amants du marché est un café-resto bio, non-fumeur et végétarien installé sur la place où se tient un marché biologique. Il propose des soirées musicales, un espace pour les enfants, un bar 100% bio une cuisine de saison inventive, colorée et pleine de saveurs. Les produits d'entretien, la papeterie, les serviettes de table… proviennent de filières écologiques. Laure et Nicolas qui animent le lieu vous invite à venir y découvrir la gastronomie bio. *Les amants du marché, 1, rue Bourbali, place du Foirail, 64000 Pau, tél : 05 59 02 75 51.*

TOULOUSE

Kilya tourisme

La jeune agence de tourisme Kilya propose des voyages autour du thème de l'eau. Fonctionnant en entreprise d'insertion, elle propose une randonnée d'un jour dans le Tarn autour du thème de la gestion écologique de l'eau, un week-end dans l'Hérault, sur le thème de l'épuration de l'eau par lagunage ou épuration végétale. Malheureusement, elle propose aussi un voyage en Guinée avec évidemment déplacement en avion et 4x4, et tous les problèmes de chocs culturels que cela pose. *Kilya tourisme, résidence l'Etoile, 19, avenue Emile-Zola, 31520 Ramonville-Saint-Agne, tél : 05 62 24 95 19.*

Pour une banque de semences

D'extraordinaires pressions économiques et législatives sur les jardiniers et paysans imposent progressivement l'idée d'une utilisation généralisée de semences de variétés brevetées. Ce projet agro-industriel mène à une impasse écologique et sociale totale : aux Etats-Unis, 95% des variétés de choux, 91% des variétés de maïs, 94% des variétés de pois et 81% des variétés de tomates cultivées au siècle dernier ont été perdues.
En Ethiopie, les espèces indigènes d'orge souffrent d'érosion génétique grave et le blé dur est en voie de disparition. Les pays andins enregistrent une érosion massive des variétés locales de cultures indigènes et de plantes sauvages apparentées à des plantes cultivées. En Uruguay, beaucoup de variétés autochtones de légumes et de blé ont été remplacées.
Au Chili, on signale des pertes de variétés locales de pommes de terre, ainsi que de seigle, d'orge, de lentilles, de pastèques, de tomates et de blé. En France 80% des variétés potagères inscrites au catalogue officiel en 1960 ont disparu !
Les lois françaises sont les plus dures en Europe concernant les droits des paysans, jardiniers à utiliser leurs semences. L'accès aux banques de gènes organisées par les Etats est impossible aux jardiniers et paysans. L'association *Savoirs de Terroirs* a décidé de créer une banque alternative pour redonner des droits aux citoyens français : Balseli, Banque altermondialiste de semences libérées. Cette banque a pour but de favoriser les échanges de semences entre les peuples de la planète, en veillant à redistribuer de ceux qui en ont vers ceux qui n'en ont pas ou pas assez. La banque propose des "prêts" de semences à tous ceux qui en font la demande. Chaque variété doit avoir au moins cinq parrains qui la font prospérer. Chaque personne ne peut parrainer plus de cinq variétés. Les prêts sont rendus à la banque au bout d'un an avec des intérêts (plus de semences) pour être retransmis à de nouveaux "clients". La banque veille à la qualité des semences du stock initial qui doivent être issues des travaux des jardiniers et paysans et indemnes de transformations rendues possibles par les biotechnologies (OGM…). Ces semences doivent être libérées de toute marchandisation liée à des brevets. A cette fin la banque s'assure de la qualité du matériel initialement confié en s'appuyant sur un travail de détermination réalisé par des spécialistes dans des fiches de description variétales. La banque soutient et promeut les professionnels et associations qui diffusent des plants et semences de faible intérêt commercial mais indispensables à la biodiversité cultivée. En préparation des listes de semences et plants disponibles sur un site internet. Il est déjà possible de soutenir cette initiative en envoyant vos dons de semences ou d'argent à : *Association Savoirs de Terroirs, Le Miolaure, 07200 Saint-Julien-du-Serre.*



Fêtes, foires, salons

(le signe ❇ indique que S!lence est présent)

■ **Paris : 5e Naturally.** 1er au 5 février, Cité des sciences de La Villette. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*
■ **Paris : 23e Médecines douces.** 8 au 12 février, Paris-Expo, porte de la Villette, 250 exposants, 10 conférences, 100 ateliers. *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*
❇ **Bouches-du-Rhône : 10e Millepertuis et Sarriette.** 17 et 18 février, à la salle des fêtes de Puyricard, promotion de la vie saine avec une centaine d'exposants, quelques conférences. *Graines de vie, 450, allée de la Vieille-Ferme, 13540Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*
■ **Var : 5e Vie autrement.** 24 et 25 février au centre culturel de Ramatuelle. Une cinquantaine d'exposants, une dizaine de conférences, restauration bio. *Association bio-logique, L'Aigre, La Garde-Freinet, 83550 Vidauban, tél : 04 94 43 76 86.*
❇ **Lyon : 21e Primevère.** 23 au 25 février à Eurexpo. 450 stands et une centaine de conférences et d'ateliers. Thème de l'année : information et communication avec des conférences de Denis Sieffert (Politis), Esteban (P'titGavroche), Paul Ariès (manuel de l'antipub)... Hors-thème : conférences de Terres de liens, Veg'asso, Lylian Legoff, Célia Izoard, Stéphane Lhomme, Les enfants d'abord, le MAN, Sainbiose, la Nef, le CDRPC... depuis deux ans, un espace "coup de cœur de la presse alternative" est animée par des revues comme *Silence*. *Silence* y accueillera Philippe Squarzoni, auteur de la BD *"Dol"* ; *L'Ecologiste* accueillera Hervé Kempf, auteur de *"Comment les riches détruisent la planète"*, *La Décroissance* accueillera Nicolas Ridoux, auteur de *"La décroissance pour tous"*... L'expo sur la BD sur l'amiante présentée dans notre numéro de janvier sera présente. Une bourse aux vélos, un pôle matières naturelles, un pôle médias alternatifs seront des points forts du salon. Programme complet : *Association Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 74 72 89 90.*

TOULOUSE

Squats fermés

Le 26 octobre, une première tentative pour fermer le squat Le clandé échouait (voir numéro de janvier). La deuxième a malheureusement été la bonne. Revenue en force, la police est intervenue le 27 novembre, fermant d'abord le nouveau squat du Couvent Saint-Agne. Le 4 décembre, l'armada policière (150 d'un coup !) a expulsé le Clandé et encadré des maçons qui ont irrémédiablement muré le lieu.

MARSEILLE

Le Comptoir menacé

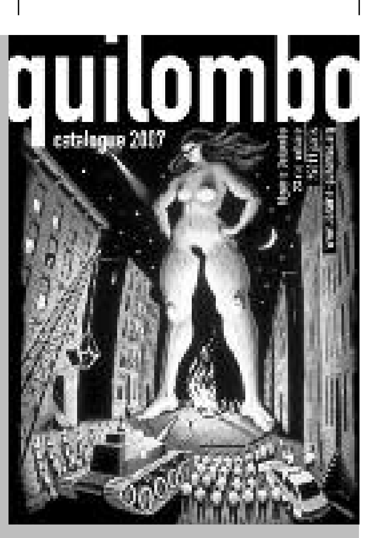
Le Comptoir est un ancien bâtiment industriel, une ancienne fabrique d'allumettes, qui depuis plusieurs années abrite des activités associatives et sociales du domaine artistique, en lien avec le quartier classé en zone sensible. Actuellement 13 structures y vivent : Les Têtes de l'Art, Boulègue Productions, Scénactif/Zarma Films, Itinerrances, Actor's Sud, Dipzone Studio, Distribution Electrique de Provence, PAD, Kunga'Ka, Somefac, Les Pas Perdus, L'Art de Vivre. Un projet de vente de l'immeuble menace le lieu... alors que les résidents avaient obtenu au fil des années des aides pour son aménagement. La mairie envisagerait de préempter. Pour s'en assurer, différentes actions de soutien sont mises en place : 200 emplois directs ou indirects sont concernés. *Le Comptoir Toussaint/Victorine, 29, rue Toussaint, 13003 Marseille, tél : 04 91 50 77 61.*

Festival Science Frontières

Le 23e festival Science Frontières se tiendra au Palais du Pharo, à Marseille, du 15 au 18 février, sur le thème "pas sans ma Terre". Le 15, à 18h30, un grand débat réunira Sylvain Augier, Jean-Luc Bennahmias, Boris Cyrulnik, Nicolas Hulot, Jean-Marie Pelt et plusieurs scientifiques sur le thème "scénarios pour le futur". D'autres débats suivront comme "Déchets tout doit disparaître" (le 16 à 16 h), climat, quand les maladies s'emmêlent (le 17 à 20h30)... Un village des actions quotidiennes est ouvert gratuitement. *Festival Science frontières, 8 bis, rue du Chemin-de-Fer, 94110 Arcueil.*

Quilombo

Quilombo est une boutique-librairie qui diffuse des livres sur les luttes sociales, le mouvement révolutionnaire, l'anarchisme, l'antifascisme, le féminisme... Les livres édités par des éditeurs engagés sont privilégiés. Des revues, journaux et fanzines politiques, militants et de contre-culture sont aussi présentés. Quilombo est présent à Paris et vend par correspondance, on peut obtenir son catalogue en le lui demandant : *Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 21 07.*



AIX-EN-PROVENCE

Atelier Mandarine

Depuis 1996, *Atelier Mandarine* anime un restaurant qui accueille chaque jour de 40 à 60 personnes et assure des prestations de traiteur jusqu'à 800 personnes. Cette société a été créée par l'association FAME, Femmes associées pour une meilleure insertion, et embauche en majorité des femmes en difficulté d'origine maghrébine. Une formation pendant deux ans sous forme de contrats aidés permet d'avoir un taux de retour à l'emploi de l'ordre de 45 %. Au fil des ans, le restaurant a intégré de plus en plus de produits issus du commerce équitable. *Atelier Mandarine, Les Méjanes, 22 bis, boulevard du Docteur-Schweitzer, 13090 Aix-en-Provence, tél : 04 42 52 39 52.*

ISÈRE

La ferme de Chalonne

Suite à la mobilisation des écologistes, un projet d'autoroute a été abandonné dans le nord du département de l'Isère et des terres préemptées à l'époque ont été remises à disposition par la Safer. Trois agriculteurs bio associés en GAEC, Groupement agricole d'exploitation en commun, qui vendent déjà viande, œufs et pain en direct à Grenoble et Chambéry ont réussi à acquérir 15 hectares mis en vente en 2005... mais ceci au détriment de leur trésorerie. Pour limiter leur endettement, ils ont réfléchi avec l'association *Terre de liens* afin de mettre en place un système de distribution de paniers avec la création d'une association *Mes voisins de panier*. Ils cherchent aujourd'hui à mettre en propriété collective leurs terres et proposent aux consommateurs de participer en achetant des parts de 100 €. Il y a 600 parts émises. On peut souscrite en prenant contact avec le *Gaec des Hormins, tél : 04 74 33 94 49 ou Terre de liens, tél : 04 75 59 69 35.*

LYON

Ecologie et spiritualité

Le mouvement bouddhiste s'interroge et interroge sur les liens entre spiritualité et relation avec la Terre. Une première rencontre à l'Institut Karma Ling, en Savoie, avait réuni 800 personnes en 2004. Une nouvelle rencontre est organisée à Lyon les 23, 24 et 25 mars autour du thème de l'argent. Vendredi 23 : visite de la centrale photovoltaïque de la Nef à Villeurbanne (17 h), conférence de Lama Lhundroup "éthique et responsabilité universelle" (20h30). Samedi et dimanche : exposés et tables-rondes avec Jean-Baptiste Libouban (Communautés de l'Arche), Mohammed Taleb (Islam et écologie), Christian Delorme (prêtre catholique), Evelyne Mesquida (Femmes internationales Murs brisés), Marianne Sébastien (Voie libre), Philippe Leconte (La Nef), Pierre Beaudoin (Frapna), Josette Amor (Epargne en conscience)... Ateliers sur la méditation comme écologie interne, croissance et décroissance, les SEL, l'argent autrement... Programme complet auprès de *Kristophe Lanier, Dharma Ling, 5, rue des Marronniers, 69002 Lyon, tél : 04 78 42 81 59 ou 08 70 75 67 57.*

Paul Ariès, révolution et décroissance

Paul Ariès, politologue, auteur de nombreux ouvrages — dont décroissance et barbarisme — a évolué du dogme communiste aux chemins de la décroissance. Entretien.

Le petit Paul adhère à 14 ans au Parti communiste et devient un responsable des Comités d'action lycéens. Proche d'Althusser, et lecteur de Lacan, il quitte Lyon pour Moscou et entre à l'université Lumumba dont il est renvoyé parce qu'il y fait une critique du productivisme. Rentré en France, on ne lui en tient pas rigueur. *"Sans m'en rendre compte, je ne suis plus dans l'orthodoxie et je lance avec des copains une revue qui s'appelle* S'ouvrir". Ses copains sont exclus, pas lui !

Son père est adhérent du PC est surtout syndicaliste. Ses parents sont infirmiers. L'engagement militant syndicaliste révolutionnaire de son père le porte encore. Il devient un grand lecteur de Pouget, Monatte. *"Ma thèse je l'ai faite sur le syndicalisme révolutionnaire"*.

Responsable de l'UNEF un temps, il a ensuite une traversée du désert.

Il possède une télé mais ne la regarde pas. Il préfère s'en servir comme "émetteur", notamment en intervenant pendant le CPE dans un débat contre des représentants patronaux. *"C'est une contradiction que j'assume !"*. Apôtre de la décroissance mais pas prophète dans ce pays, il s'est prêté à nos questions lors de la foire biologique de Chateldon, en Auvergne.

Silence : Tu es politologue et détaché de ton poste à Strasbourg. Sur quoi as-tu travaillé auparavant?

Paul Ariès : Cela fait treize ans que je travaille sur les sectes. Pour moi ce sont des métastases d'une société malade. Je cherchais surtout les liens avec l'extrême-droite.

C'était chaud !

C'est le moins qu'on puisse dire ! Depuis la parution de mes livres ça c'est calmé. J'ai eu pas mal de problèmes. Je ne parle pas des envois de cercueils, ça c'est relativement banal. Ce qui est plus déstabilisant c'est quand on va commander pour toi des dizaines de frigidaires ou de canapés. Ou alors plus vicieux on prévient ta famille que t'es à l'hôpital. Seulement deux fois j'ai subi des contacts physiques.

Un petit commando en voulait à ma valise et m'a pété des ligaments et une autre fois sur l'autoroute je me suis fait cerner. La seule fois où j'ai craqué, c'est quand j'ai reçu 740 photos de mes gamines. Les yeux trouées. Des photos prises au téléobjectif avec écrit au dos : *"Elles sont encore en vie, qu'elles en profitent"*.

Tu ne travailles plus sur les sectes. Pourquoi ?

En septembre 2001, c'est la cassure. Repositionnement des alliances pour la France, l'islamiste a remplacé la Scientologie dans l'échelle des ennemis. La France voulait faire ami-ami avec les Etats-Unis et donc pas touche à la Scientologie. Il y a eu des signes comme la poignée de main Sarkozy -Tom Cruise.

Enfin, je n'ai pas voulu m'enfermer sur cette question. Je me suis alors intéressé à la malbouffe. J'avais lancé le mouvement sur la Macdonaldisation. Suite à l'invitation de José Bové, j'ai fait une conférence juste avant le démontage du Mac Do.

La décroissance, un "mot obus" pour pulvériser l'idéologie dominante.

Comment te situes-tu politiquement ?

Moi, mon projet est de marier le rouge et le vert. Même si ça fait du marron ! La société est en train de se fermer à l'héritage de 1917, celle de la révolution et celle des Lumières. Il faut revisiter ces périodes. Je m'affirme de gauche, anti-productiviste, parce qu'il faut comprendre les erreurs du passé.

Sans m'en rendre j'ai toujours été anti-productiviste. Ma découverte de l'URSS m'a permis de constater que ce n'était ni un rêve social ni un rêve environnemental encore moins un rêve économique.

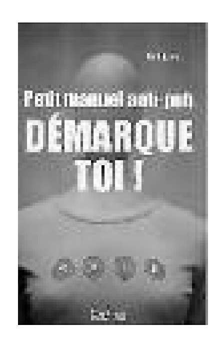
C'est très difficile de ne pas être encarté, de ne pas être dans une famille. Je n'aime pas l'extrême gauche, sa culture de l'entrisme, de la récupération, mais c'est aussi parce que j'ai été vacciné par Althusser. C'est pourquoi après je me suis engagé sur des thèmes comme Mac Do, un type d'alimentation et de management.

Tu a écris plusieurs bouquins sur cet empire ?

La contestation est partie de l'Italie et j'ai participé à la fondation de *Slow Food*. En France j'étais actif jusqu'à l'époque du démontage. D'ailleurs, Mac Do n'a pas déposé plainte, seulement l'Etat.

Mac Donald s'est imposé dans le monde avec 30 000 enseignes !

Pour faire un produit mondial il est nécessaire de faire un produit infra culturel.








Paul Ariès

P-E Weck

Tu t'investis aujourd'hui sur le thème de la décroissance. Faut-il jouer sur la culpabilité ?

Non ! C'est même politiquement dangereux. Moralement chacun doit faire un effort mais la solution n'est pas individuelle. On doit pouvoir vivre avec "la Simplicité volontaire". Et puis surtout on s'en prend aux victimes. Les jeunes ne sont pas égaux devant la pub. Les jeunes de famille monoparentale, de couches populaires, les garçons avant les filles, les jeunes issus de l'immigration sont les plus fragiles. En utilisant le principe "plus décroissant que moi…", on va dans le mur !

Qu'est ce que c'est la décroissance pour toi ?

C'est un "mot obus" pour pulvériser l'idéologie dominante. J'étais contre le terme *décroissant*. Marx n'a pas dit qu'on allait *décapitaliser.* Je l'ai adopté parce qu'il permet ce basculement sur un imaginaire neuf. Nous sommes désormais des *objecteurs de croissance*. A terme, on pourra dépasser la contradiction entre croissance et décroissance. Il faut travailler à décoloniser l'imaginaire comme le dit Serge Latouche. Face à la décroissance de la pollution, je suis pour la croissance des services publics, c'est pourquoi la décroissance sera équitable et sélective. Faire décroître les riches mais pas les pauvres, notamment ceux du Sud.

Est-ce qu'on ne repeint pas les mêmes murs, ne refait-on pas les mêmes critiques sous un nouveau nom ?

La décroissance c'est tirer les leçons d'un certain nombre d'échecs. Je ne suis pas sûr que dans une société décroissante on travaille moins. Par contre le travail aliéné, lui va disparaître. La décroissance ne doit pas être la défense du petit commerce, de la société d'avant ! Je ne veux pas faire l'impasse sur la socialisation. Ce sont des points de vue qui existent dans le mouvement décroissant.

La solution n'est pas de faire moins. Ce n'est pas le partage du gâteau qu'il faut changer, mais la recette !

Et les solutions pratiques ?

Développer la démocratie industrielle (l'autogestion), le secteur associatif, redévelopper le syndicalisme avec une nécessaire révolution culturelle, les coopératives, les universités populaires. C'est aussi l'agriculture bio, son type d'éducation ou d'habitat.

Et sur le mythe de la grève générale ?

C'est marrant : Je prépare un bouquin qui pourrait s'appeler *Grève générale de la consommation*. C'est une lumière qui va permettre de produire des choses. Sur le plan du salariat nous sommes faibles. Il faut peut être lancer d'autres choses. Les mots d'ordre anciens sont dépassés. Il faut récréer des mythes et un langage politique. Je préfère afficher un point de vue *d'extrême modestie*. Ça se bricole tout ça.

Et pendant la semaine sans télé, qu'as-tu fait ?

Ah mais je ne la regarde pas ! Ce sont d'ailleurs les *Casseurs de pub* qui s'occupent de cette campagne. Mais j'ai la télévision.

Le CPE ? Qu'en as-tu pensé ?

C'était une surprise ! Peu de temps avant j'avais fait un papier sur la crise de l'esprit de révolte ! Chez certains décroissants il y avait tout un discours anti-anti-CPE qui disait que le souci ce n'était pas le CPE mais l'esclavage salarié, que les jeunes se trompent de combat. On peut être d'accord, mais c'est un point de vue jusqu'au-boutiste qui manque l'essentiel, qui ne voit pas la nouveauté. La question résidait dans l'insécurité, d'être jeté par son patron du jour au lendemain.

Les jeunes ont montré que c'est possible de gagner. Le pouvoir a sous-estimé qu'il s'en prenait à un symbole très fort, c'est-à-dire que vous aurez une société plus pourrie que celle des anciens !

Tu tiens un peu le discours du *Nouvel Observateur* sur la bof-génération avant décembre 86 ?

J'ai l'impression que c'est un combat minoritaire. Il y a eu une disparition globale de l'esprit de révolte et je ne demande qu'à me tromper. Mais toutes les générations semblent communier dans la consommation. Aujourd'hui il n'y a plus de conflit de générations. Pour se révolter il ne faut pas seulement avoir de bonnes raisons mais une utopie devant !

Je suis pour marier le principe d'utopie d'Ernst Bloch et celui de responsabilité de Jonas.

Les énergies renouvelables, le pétrole et le nucléaire.

Le nucléaire ? Il faudrait 5000 réacteurs nucléaires de plus à la place du pétrole alors qu'on en a épuisé le tiers des ressources en un siècle. En 30 ans on épuiserait tout l'uranium. Les renouvelables ? Oui, mais n'en attendons pas un véritable changement. Ce n'est pas la panacée et les bio-carburants non plus. Il faudrait choisir entre se nourrir ou nourrir nos voitures.

L'influence de la psychanalyse dans ton discours.

L'apport de la psychanalyse est fondamental et si aujourd'hui on s'en prend politiquement à elle ce n'est pas pour rien. Je me retrouve complètement dans les travaux de Dany-Robert Dufour. C'est un enjeu énorme. Ce qui nous menace c'est la disparition du sujet kantien et du sujet freudien.

Que faire ?

Revisiter les chemins de traverse, Paul Lafarge et son *Droit à la Paresse*. Les questions du syndicalisme révolutionnaire sur l'utilité de la production… certains courants marxistes proches de la psychanalyse.

On n'a jamais fini de payer le fait que Marx ait commencé par le plus simple, c'est-à-dire l'économie alors qu'il voulait s'attaquer à l'idéologie, au politique et à l'Etat !

Et puis il faut redonner des limites. Tout être humain en a besoin. Les limites c'est du sens. Et donc donner une priorité à la culture. L'enfant-roi est devenu l'enfant-proie de la marchandise. L'ennui est indispensable pour lui. Un enfant occupé en permanence c'est un enfant qui souffre et c'est le cas devant la télévision. Osons nous poser des questions.

Par exemple le développement durable n'est qu'un collage de deux mots, on le voit bien.

Propos recueillis par
Christophe Goby,
à la foire biologique de Chateldon
en Mai 2006.

Forum social mondial

Du 20 au 25 février, le prochain forum social mondial se tiendra à Nairobi, au Kenya. Première question : combien parmi les milliers de militants pour qui "un autre monde" est souhaitable, penseront à économiser la planète en ne prenant pas l'avion ? Deuxième question : quels sont les Africains qui ont les moyens financiers pour se rendre à ce genre de sommet ? Sont-ils représentatifs d'un "autre monde" ?

José Bové
Droit de réponse

Dans le numéro 341 de décembre 2006, page 47, il est étonnant de lire, comme dans *La Décroissance* d'ailleurs, des propos fielleux et mensongers dont le seul but est de casser. Curieuse méthode pour un journal qui se réclame de la non-violence en couverture et qui devrait aller vers "la recherche de la vérité" comme disait le camarade Gandhi !
Que *S!lence* partage ou ne partage pas la stratégie des collectifs unitaires pour 2007 n'est pas un problème, mais que des attaques de personnes sous couvert de reprise d'une brève serve de ligne politique me paraît manquer de courage. D'autant plus qu'à aucun moment personne de la rédaction de *S!lence* n'a pris la peine de m'appeler pour vérifier les informations ou demander ma réaction !
Que *S!lence* titre "José Bové, le début de la fin ?" en dit long sur l'objectif du message. Faut-il se justifier sur des amis, faut-il leur demander de démissionner de leur travail salarié pour les recevoir chez soi ou réfléchir sur les luttes à mener ? Les talibans ne sont pas seulement en Afghanistan ! Drôle de vision de la transformation des rapports humains.

Fraternellement vôtre
José Bové

S!lence : nous aurions effectivement dû vérifier avant publication et nous nous excusons de cette déformation de la réalité qui nuit gravement à la renommée d'une personne et également au fonctionnement des médias alternatifs.

Blocage du G8

Le G8, réunion des chefs de gouvernement des sept pays les plus riches et de la Russie, doit se tenir cette année du 6 au 8 juin dans la station balnéaire de Heiligendamm, près de Rostock, au nord de l'Allemagne. Des manifestations sont organisées à ce moment-là : une grande manifestation internationale est prévue le samedi 2 juin suivie d'un meeting le dimanche. A partir du lundi 4, des actions seront mises en place pour essayer de bloquer la zone militaire et l'aéroport de Rostock. Du 5 au 7 se tiendra également un sommet alternatif avec de nombreuses personnalités de l'altermondialisme. En France, Attac, la FSU, la LCR, Vamos, les marches européennes contre le chômage devraient proposer différentes initiatives.

Décroissance

■ **Croissance obligatoire ?** Peut-on légalement introduire la décroissance sur le plan politique ? Pas sûr, car la France a ratifié en 1981 le PIDESC, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, traité élaboré par l'ONU où figure en toutes lettres que nous avons tous droit à "une amélioration constante de ses moyens d'existence". A noter que dans le projet de Constitution européenne, heureusement bloqué par les référendums en France et aux Pays-Bas, les choses étaient encore plus précises puisque y figurait l'obligation d'assurer la croissance économique.

■ **Le parti en difficulté.** Le Parti pour la décroissance a du mal à se mettre en place. Le 21 octobre, une réunion du conseil national était ouverte aux adhérents. François Montbellet, une personne "suspendue" de ce conseil étant présente. Après des affrontements verbaux, elle s'est vue encadrer par trois policiers qui l'ont accompagné dehors pour contrôle d'identité. Une personne n'ayant rien trouvé de mieux que d'appeler la police en renfort ! Trois membres du parti, Etienne Maillet, porte-parole, membre du bureau national, Bernard-Yves Capelle, membre du conseil national et démissionnaire, Gérald Garcia, membre du conseil national, suspendu et réintégré, ont dressé un bilan de l'activité du parti : 65 personnes étaient présentes à la constitution, le 8 avril 2006 ; 20 personnes ont été élues au conseil national dont seulement deux femmes. Après six mois, le 21 octobre, il ne restait plus que neuf personnes au conseil national ! Le 9 novembre, les "fondateurs" du parti annonçaient aux adhérents que l'assemblée générale prévue le 9 décembre était annulée et que quatre membres du conseil national étaient exclus : ceux qui ont rendu l'affaire publique. Fin novembre, le site internet du parti était "indisponible".

Elections 2007

■ **Un Hongrois chez les Gaulois.** Une chanson portant ce titre est diffusée gratuitement sur internet (http://www.zedess.com/Sarkozy_Clip/Un_Hongrois_chez_les_Gaulois.html). Sur un air de reggae, le groupe africain Zêdess pose la question "Dis-moi Sarkozy, pourquoi ton père a fui la Hongrie". Après quelques rappels des exploits du spécialiste du charter et du karcher, la chanson se termine en rappelant qu'en Afrique, il y a des pauvres mais pas de clochards. Une excellente chanson qu'on aura bien du mal à entendre dans les émissions musicales. Le même groupe a édité le CD "Sagesse africaine" avec d'autres titres comme "Moi, Bush" ou "Prisonnier du portable".

■ **Notes des partis politiques.** L'alliance pour l'environnement qui fédère de grandes associations comme Greenpeace, les Amis de la Terre, le WWF et d'autres, a mis en place un choix de critères pour juger les partis politiques ayant des responsabilités gouvernementales. Le 12 décembre, elle a donné les résultats de son évaluation pour les élus de ces partis. L'UMP avec 4,5 sur 20 fait le plus mauvais score, devant l'UDF 5, le PCF 5,5, le PS 6 et les Verts, les seuls à avoir la moyenne, avec 11/20. L'évaluation porte sur 24 critères (changement climatique, opposition à l'EPR et promotion des renouvelables, économies d'énergie, opposition aux OGM, aux incinérateurs, réduction des déchets, protection des milieux naturels, promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé, solidarité avec les plus démunis ici et ailleurs, transports, interdire les arguments écologiques dans

Verts
Cécile Duflot, nouvelle secrétaire nationale


P-E Weck
Cécile Duflot.

En 2004, Yann Wehrling, alors âgé de 33 ans, dessinateur de métier, devenait le plus jeune secrétaire national des Verts. En 2006, le record d'âge est battu, puisque la nouvelle secrétaire nationale n'a que 31 ans. Cécile Duflot est issue de la gauche du parti. Elle soutenait une motion demandant des négociations serrées avec le PS avant tout accord de désistement ou de soutiens réciproques pour les prochaines législatives. Sa motion a fusionné avec celle de Dominique Voynet pour réaffirmer que le programme des Verts propose une véritable "révolution écologique". Cécile Duflot a rappelé qu'elle ne négocierait pas de soutien sans contreparties avec le PS et qu'elle n'accepterait pas que le PS leur promette blanc pendant qu'il promet noir à Chevènement. Adepte des actions de terrain, elle a annoncé vouloir être présente dans les actions de soutien à de nombreuses causes. Dès le lendemain de son élection, elle a campé, avec Yann Wehrling, devenu porte-parole, avec les SDF de Paris, pour dénoncer la question du manque de logements sociaux dans la capitale. Cécile Duflot est élue d'opposition à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), elle est entrée aux Verts en 2001 et militait alors dans une association d'aide aux prisonniers. Un an après, elle était déjà au collège exécutif déléguée à l'organisation interne. Mère de trois enfants, elle travaille au sein d'une structure immobilière à caractère social.



Attac resserre les rangs



O-Aubert

Une bonne partie du collège des fondateurs d'Attac, associations et syndicats, se trouvaient en opposition avec l'actuelle direction (Jacques Nikonoff, Bernard Cassen et Michèle Dessenne) dont le projet était de transformer Attac en un parti politique. Les tensions se sont exacerbées jusqu'à assister à un trucage des urnes donnant une légère majorité à l'actuelle direction. De nouvelles élections ont eu lieu et 7593 adhérents sur 21000 ont voté par correspondance (un record de participation) donnant 20 sièges sur 24 aux fondateurs et opposants pour le collège représentant les groupes locaux. Dans le collège fondateurs, avec 57,7% des voix, les opposants ont gagné la totalité des 18 sièges, soit à l'arrivée 38 sièges sur 42 pour les membres fondateurs qui refusent l'évolution vers un parti politique et souhaitent qu'Attac reste un carrefour de débats sur l'opposition au libéralisme et aux campagnes menées pour un autre monde. La nouvelle direction est assurée par Jean-Marie Harribey, économiste, 58 ans, contradicteur notoire des décroissants, et Aurélie Trouvé, 27 ans, économiste et agronome.

la publicité…) et concerne la période 1997-2006. L'Alliance doit également noter les candidats en fonction de leurs promesses.

TOULOUSE

Une autre démocratie ?

Les ami-e-s de l'Alternative de Toulouse proposent un programme de formation d'abord destiné à des élus, sur le thème de la démocratie, le samedi 10 février, à la salle Sénéchal, 17, rue Rémusat à Toulouse. Au programme : comment fabrique-t-on les lois en Europe, les mouvements de contestation de la démocratie, comment l'Amérique du Sud réinvente la démocratie, médias et démocratie, crise de la démocratie par délégation, gouvernance ou autogestion ? Un week-end de formation est également organisé les vendredi 9 et samedi 10 mars sur démocratie, écologie et social, avec la présentation de quartiers écologiques, les projets de villes utopiques, la démocratie populaire dans les quartiers, les énergies renouvelables à Barcelone, les liens avec le sud, etc. Programme complet : *Les ami-e-s de l'Alternative, 41, rue Sainte-Lucie, 31300 Toulouse, tél : 06 74 67 28 09.*

TARN

Sous l'emploi, l'écologie ?

Jean-Marie Harribey, d'Attac, animera une conférence le jeudi 1er février à l'amphi Poincaré, au centre universitaire Champollion d'Albi, à 20h30, sur ce thème. Renseignements : *Association Jaurès, Espace Tarn, 175, rue du Roc, 81000 Albi, tél : 05 63 54 07 45.*



Santé

Vaccins

■ **Vaccins de l'hépatite B : l'Etat condamné.** Actuellement, environ cinq cents victimes du vaccin de l'hépatite B ont engagé une procédure judiciaire contre l'Etat, ces personnes, souvent travaillant dans le domaine médical, ayant été obligées légalement de se vacciner. Une centaine de personnes ont déjà reçu des offres d'indemnisation à l'amiable. Les sommes proposées étant jugées trop faibles, les procès se poursuivent. Le 7 septembre, la cour d'appel de Marseille a condamné l'Etat à verser 165 000 € plus une rente annuelle de 16 500 € à une ancienne employée d'une maison de retraite, vaccinée en raison de son travail, aujourd'hui atteinte de sclérose en plaques. Le 12 octobre, le tribunal de Caen a condamné l'Etat à verser 383 000 € à une ancienne auxiliaire puéricultrice. La Cour de cassation a reconnu en accident du travail une sclérose en plaques. Pendant ce temps, les vaccinations continuent.

■ **Manipulations officielles.** Quand des revues publient trop d'informations contrariantes sur les vaccins, elles peuvent perdre leur commission paritaire.
Il faut dire que certaines informations sont particulièrement gênantes pour nos dirigeants. Par exemple, Isabelle Robard, avocate, auteur de plusieurs livres sur la santé, remarque que concernant le vaccin antivariolique, le ministère de la santé reconnaît les accidents post-vaccinaux à 1 pour 400 000… Alors dans les autres pays européens, le chiffre avancé est de 1 pour 10 000. Concernant l'hépatite B, la France est l'un des pays les moins touchés par cette maladie. Officiellement, "l'incidence avoisine 5 à 10 cas pour 100 000 habitants, compte tenu des sujets à risque". Cela signifierait 3000 à 6000 cas par an.
Un chiffre que contestent les anti-vaccins qui avancent un maximum de 600 cas par an, soit dix fois moins. Et de comparer cela avec les conséquences post-vaccinales du vaccin : les associations de victimes ont déjà 3800 dossiers de personnes malades, beaucoup avec la sclérose en plaques. Les associations pensent que le nombre de malades est bien supérieur mais que le rapport avec la vaccination n'est pas toujours établi. Il n'est donc pas sûr que ce vaccin soit un réel bénéfice pour la santé.

Ecoute-bébés
Pire que le téléphone portable

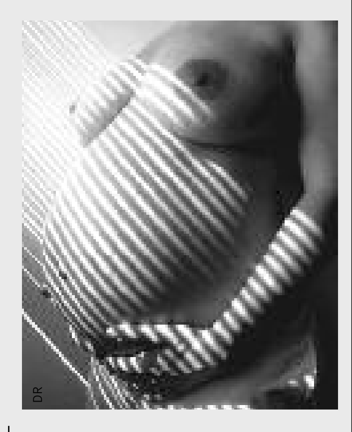

DR

ernier gadget à la mode : l' "écoute-bébé" ou "babyphone". C'est un appa-
l qui vous permet à distance de surveiller
:re enfant. Le problème est que les
odèles les plus modernes fonctionnent
omme des téléphones sans fil avec une
ose d'émission de radiations importante.
r les cellules d'un bébé sont les plus vul-
érables (après celles du fœtus) et la sur-
eillance peut irradier l'enfant pendant des
eures. Un gadget à proscrire absolument !

Argile et soins de santé

Les vertus de l'argile dans les soins de santé sont connues depuis l'antiquité. L'association *L'homme et l'argile* s'est mise en place pour constituer un réseau à but humanitaire qui a pour objet de collecter, vérifier et diffuser toutes les informations concernant l'utilisation médicale des argiles. Ce groupe réunit des spécialistes des silicates d'alumine : géologues, pédologues, pharmacologues, physiciens, médecins, vétérinaires, tradipraticiens, ethnologues… chargés d'évaluer et de mettre à jour les connaissances en la matière et des utilisateurs des argiles, désireux de suivre le développement de la recherche et de bénéficier de conseils pratiques concernant l'usage interne ou externe des différentes espèces minérales.
Sa spécificité est d'optimiser une médecine coutumière présente sur les cinq continents, en la réexaminant à la lumière des recherches scientifiques modernes.
Sa priorité est d'apporter une réponse aux problèmes médicaux des groupes et particuliers en situation difficile, pauvreté, isolement, guerre, déplacement, catastrophe naturelle…
Son action porte plus particulièrement sur les soins de santé primaire des enfants, les soins d'urgence et de survie et l'épuration d'eau. Les problèmes infectieux

(plaies souillées, abcès, furoncles), les problèmes digestifs (diarrhée, constipation, gastrite, brûlures, nausées), les problèmes dermatologiques et rhumatismaux sont les domaines d'application prioritaires. En milieu hospitalier les argiles contribuent en outre à l'amélioration et au maintien du capital veineux, au traitement des hématomes et à la résorption des escarres. Elles ont une action antalgique très appréciée par les patients. Pour en savoir plus : *L'Homme et l'argile, 41, rue Chapon, 75003 Paris, tél : 06 22 61 82 50.*


DR

Des grossesses de plus en plus difficiles

Les femmes qui ont des difficulté à mener à terme une grossesse sont en constante augmentation selon les études de l'INED, Institut national d'études démographiques. Actuellement, déjà une grossesse sur trois est problématique. Les causes sont multiples : stress, tabac, alcool, mais aussi baisse de la fertilité masculine conséquence de notre exposition à de multiples polluants. Autre symptôme prouvant les difficultés à se reproduire : l'augmentation des cancers des testicules. Conséquences de cela : le pourcentage de filles à la naissance augmente dans toute l'Europe, les fœtus féminins étant plus résistants que les masculins.

Appel de Paris : propositions concrètes

L'appel de Paris a été mis en place en 2005 par l'association ARTAC, Association pour la recherche thérapeutique anti-cancéreuse, pour dénoncer les conséquences sur la santé de notre mauvais environnement. Après un an d'échanges, avec le soutien de 68 experts internationaux, mi-décembre, l'association a donné une conférence de presse pour présenter 164 mesures à prendre pour la prévention dans le domaine environnemental regroupées dans les chapitres suivants :

• retirer du marché les produits cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques connus comme le formaldéhyde, certains phtalates, le pisphénol A, le cadmium, le mercure et leurs dérivés.
• retrait des produits organobromés dont la réactivité avec l'ozone semble contribuer à aggraver la disparition de la couche d'ozone stratosphérique.
• n'autoriser sur le marché les pesticides, additifs alimentaires et cosmétiques qu'après que ceux-ci aient suivi la même procédure réglementaire que les médicaments.
• réformer la politique agricole commune en faveur d'une diminution de l'usage des pesticides.
• valoriser le tri sélectif des déchets et le recyclage en remplacement de l'incinération.
• mettre en place une agence européenne et un institut de recherche pour éviter de produire des déchets.
• réorienter le programme de recherche au niveau européen en direction de l'écologie et de la prévention des maladies environnementales.
• enseignement de l'écologie et de l'hygiène dès le plus jeune âge.
• création d'une nouvelle discipline : la médecine environnementale.

ARTAC, 57/59, rue de la Convention, 75015 Paris, tél : 01 45 78 53 53 ou 50.



■ **Monsanto : mauvais résultats.** Avant même la fin de l'année 2006, Monsanto a déjà annoncé publiquement que ses comptes ne sont pas bons... En cause : sa filière semences OGM qui enregistre des ventes décevantes. Pourquoi les paysans préfèrent-ils leurs semences à celles d'une multinationale ? Monsanto ne semble pas comprendre.

■ **Eurodéputés au secours de Gérard Onesta.** Gérard Onesta, député européen des Verts a été condamné pour avoir participé à un fauchage d'OGM. Le Parlement européen a adopté un rapport qui dénonce la procédure utilisée : le "flagrant délit" a permis à la justice française de passer outre la demande de levée d'immunité parlementaire, ce qui est contraire au droit européen. Le Parlement dénonce que seules neuf personnes sont passées en procès alors qu'une liste de 400 participants au fauchage ait été communiquée à la police et à la justice. C'est contraire à l'égalité devant la loi. L'affaire est pour le moment devant la cour de cassation, mais pourrait ensuite remonter à la Cour européenne des droits de l'homme où la France a de grandes chances de se faire condamner.

■ **Procédure européenne contre la France.** Le 12 décembre, la Commission européenne a engagé une procédure devant la Cour européenne de justice pour sanctionner la France pour avoir adopté une législation trop laxiste concernant les OGM. Bruxelles estime en effet que la loi ne garantit pas la sécurité environnementale autour des parcelles OGM, l'Etat français ne remplit les conditions d'information du public et il n'a pas mis en place un système de traçabilité des OGM permettant d'éviter les contaminations. La France avait déjà été condamnée en 2004 suite à une procédure engagée en 2002 pour les mêmes motifs. La Commission européenne n'admet pas que la France persiste à payer une amende, 150 000 € par jour plutôt que d'introduire dans ses lois les directives européennes en la matière, directives plus favorables à l'environnement et aux consommateurs. La Commission européenne vise en particulier les cultures d'OGM en plein champ constatées dans le Sud-Ouest de la France et destinées à l'exportation vers l'Espagne, culture réalisée sans aucune autorisation et sans que l'Etat intervienne.


DR

■ **Isère : fin de procès.** Le premier fauchage d'OGM a eu lieu le 7 juin 1997 à Saint-Georges-d'Espéranche. 300 personnes avaient fauché deux hectares de colza. A l'époque trois membres de la Confédération paysanne ont été inculpés. En 2005, en appel, la justice met fin à la procédure estimant que les syndicalistes bénéficient de la loi d'amnistie d'août 2002. Elle reconnaît ainsi le caractère de conflit social que posent les OGM. Le procureur du gouvernement et Monsanto se pourvoient alors en cassation. Le 2 novembre 2006, la Cour de cassation a confirmé le jugement et l'abandon des poursuites. Une jurisprudence pour les autres procès en cours ! Estimant avoir gagné, la Confédération paysanne s'est invitée le 4 décembre au siège national de Monsanto, à Bron, près de Lyon, avec des cartons de déménagements pour les inviter à rentrer au pays.

■ **Rhône-Alpes : résOGM.** RésOGM est une association régionale d'information indépendante sur les OGM qui relaie l'association nationale infOGM. Elle met en place un réseau d'informations principalement via internet, mais aussi par courrier. Plusieurs associations en sont membres : Frapna, Attac, Alliance, Corabio, Confédération paysanne, Nature et Progrès... *Rés'OGM info, 7, rue du Jardin-des-Plantes, 69001 Lyon, tél : 04 78 42 95 37.*





Caritas

Le microcrédit ne profite pas aux plus pauvres

Dans un article d'*Alternatives économiques* (décembre 2006), Jean-Michel Servet, chercheur à l'IUED de Genève, spécialiste de la monnaie, montre que le microcrédit ne profite pas concrètement aux plus pauvres mais principalement à ceux qui entreprennent déjà : petits artisans, petits commerçants… Il constate que le microcrédit s'est développé aujourd'hui dans de nombreux pays, sans que cela semble avoir une quelconque conséquence sur la grande pauvreté. Il dénonce aussi la confusion sur le terme qui peut cacher aussi bien des aides désintéressées que des usuriers : prêter des petites sommes sur peu de temps, nécessite pour que celui qui prête s'y retrouve, des taux d'intérêts importants (5% par mois n'a rien d'exceptionnel), ce qui profite à celui qui prête, pas à celui qui emprunte. A propos du prix Nobel de la paix, Mohammed Yunus, il rappelle qu'une étude sur les clientes de la Grameen bank avait montré que 55% des clientes n'arrivaient pas à rembourser les emprunts après un délai de huit ans, que la course aux remboursements entraîne des sacrifices pour l'alimentation et que le prêt entraîne ainsi de nombreux drames chez les plus pauvres. Il rappelle l'importance des suicides chez les plus pauvres en Inde. Il conseille, pour rester dans la microfinance, d'apprendre aux gens à faire de l'épargne, à trouver des modes de prêts conviviaux, plutôt que d'avoir recours au microcrédit.

Françafrique toujours

A chaque accord d'indépendance d'une ancienne colonie française, dans les années 60, la France a pris la précaution de faire signer aux nouveaux dirigeants des "accords de défense" dans laquelle la France s'engage à aider le pays en cas de problème de sûreté du territoire. De tels accords ont été passés avec 26 pays — ceux de la francophonie — et persistent aujourd'hui. Ceci explique la présence de bases militaires françaises à Dakar pour intervenir en Afrique de l'Ouest, à Libreville pour intervenir en Afrique centrale, à Djibouti pour l'Afrique orientale et à la Réunion pour l'Afrique australe. Sous couvert de défendre les ressortissants français et les intérêts de la France (les multinationales qui pillent le pays), l'armée déploie donc régulièrement ses troupes dans différents pays comme la Côte d'Ivoire ou encore plus récemment le Tchad. Avec le temps, la France est devenue plus subtile, cherchant à chaque fois à intervenir sous le couvert de l'ONU… Mais le résultat reste le même : contrôler les changements politiques et faire perdurer son emprise sur le pays.

Décolonisons !

Après le succès du CD *Africa wants to be free,* paru en 2003, l'association *Survie* a coordonné la sortie d'un deuxième recueil de chansons engagées sur la question du néocolonialisme d'aujourd'hui. Beaucoup de chanteurs africains aux côtés de Bernard Lavilliers. A commander (12€ + 1,30€ de port) *à Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél : 01 44 61 03 25*.

Contre le Paris-Dakar

Chaque année, les pilotes de la course Paris-Dakar se permettent de tuer quelques personnes qui ont le malheur de se trouver sur leur trajectoire et ceci en toute impunité. Un collectif actions pour les victimes anonymes du Dakar a vu le jour en 2006. Ce collectif a reçu le soutien de nombreuses associations de solidarité internationale et d'associations écologistes. *Claire Aymes, Cavad, 60, rue de la République, 13002 Marseille, tél : 06 11 50 47 27 ou 04 91 90 61 14*.

Exode des médecins

Alors que 5 % des médecins formés dans les pays du Nord s'engagent ensuite dans des missions dans le Sud, en moyenne 23 % des médecins formés au Sud du Sahel viennent travailler dans les pays de l'OCDE. Un chiffre qui varie beaucoup selon les pays pour atteindre 37 % en Afrique du Sud où l'on embauche des médecins du Zimbabwe et de la Zambie qui représentent 80 % des médecins ruraux d'Afrique du Sud. En Zambie, on débauche les médecins du Congo… le sens du mouvement va des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches. Un pillage des connaissances que l'on retrouve à l'échelle planétaire.

Petite phrase

"Le marché réagit à l'argent, pas aux besoins […]. *Alors que 800 millions de personnes souffrent de malnutrition, l'accroissement de la production agricole sert à nourrir les animaux. Depuis 1950, le nombre de têtes de bétail dans le monde a quintuplé. Tout simplement parce que ceux qui consomment de la viande et des laitages ont un plus grand pouvoir d'achat que ceux qui n'achètent que des produits issus de cultures vivrières"*
George Monbiot, *The Guardian, 23 juin 2005,* cité dans *La décroissance pour tous* de *Nicolas Ridoux.*



Fonds Bruno Manser

MALAISIE

Deux ans de résistance

Depuis l'été 2004, les Penan, un petit groupe nomade de l'Ile de Bornéo, ont mis en place un barrage sur la seule route d'accès à leur forêt afin d'en interdire l'entrée à une compagnie d'exploitation forestière internationale qui a déjà détruit de nombreuses forêts dans le pays. En juin 2006, les procédures juridiques engagées avaient conclu à l'expulsion des Penan du barrage, mais grâce à l'intervention d'ONG comme *Survival* et à des milliers de courriers venant du monde entier, le gouvernement n'a pas osé faire appliquer le jugement. *(Survival, hiver 2006)*

Incinération

DR

■ **Lien avec les cancers.** L'INVS, Institut national de veille sanitaire a lancé en 2003 une étude portant sur les cas de cancers de quatre départements (Isère, Haut-Rhin, Bas-Rhin et Tarn) entre 1990 et 1999. Dans ces départements, 16 incinérateurs étaient en fonctionnement. L'étude a porté sur 135 567 cas. Sans entrer dans les polluants émis par les incinérateurs, elle conclut en décembre 2006 qu'il y a un lien entre la proximité d'un incinérateur et l'augmentation du nombre des cancers. Une nouvelle étude est en cours pour essayer de connaître quels polluants sont responsables. Le gouvernement a réagi en affirmant que les normes d'émission ont été revues à la baisse depuis 2005... Ce qui est vrai mais ne porte que sur 20 composés dont 12 métaux lourds, alors qu'il y a des centaines de molécules différentes qui sortent des cheminées des incinérateurs.

■ **Marseille : guérilla administrative.** La région et les communes concernées par l'implantation d'un incinérateur s'opposent de longue date à la volonté de l'agglomération marseillaise d'implanter un incinérateur — en dehors de son territoire — à Fos-sur-Mer. Le 2 août 2006, les opposants avaient obtenu la suspension du chantier en faisant constater le risque de destruction d'une plante rare présente sur le site, une décision de justice cassée par la cour d'appel d'Aix-en-Provence fin septembre 2006. Les communes ont également porté l'affaire devant le tribunal administratif, celui-ci leur reconnaissant le droit de s'opposer à un tel projet sur leur territoire. Comme les travaux continuent malgré tout, environ 1500 personnes ont une nouvelle fois manifesté le 25 novembre et, malgré une haie de CRS, ont pénétré sur le chantier. Ils y ont planté des croix en bois portant la mention "Incinération = cancers", "Oui au tri et au recyclage"... *Association DPLGF, Défense et protection du littoral et du golfe de Fos, 40, rue la Palombière, 13270 Fos-sur-Mer,*

Eau

■ **Eau polluée.** Selon un rapport de l'Ifen, Institut français pour l'environnement, publié le 17 août et portant sur des analyses d'eau réalisées en 2004, plus de la moitié des cours d'eau présentent une pollution significative par les pesticides tout comme près d'un tiers des nappes phréatiques analysées. En rivière, 96% des 607 points contrôlés présentent au moins un pesticide. En eaux souterraines, 61% des 910 points de contrôle également. L'Ifen indique que le niveau de pollution est relativement proche de celui de la campagne précédente réalisée en 2002.

■ **Big jump 2007.** Les Etats de l'Union européenne ont jusqu'à 2015 pour intégrer dans leur dispositif législatif le contenu de la directive Cadre Eau sur la qualité des cours d'eau. Afin de rappeler aux différents Etats qu'il faut accélérer, une coordination d'associations européennes organise simultanément dans quarante grands bassins versants, le 15 juillet prochain, le "big jump" (grand saut) : il s'agit dans chaque cas de réunir le maximum de participants pour plonger en même temps dans le cours d'eau. En France, c'est SOS Loire vivante qui coordonne cette action et le saut se fera dans la Loire. L'association cherche notamment des élus prêts à se mouiller pour l'occasion. *SOS Loire vivante, 8, rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 05 57 88.*

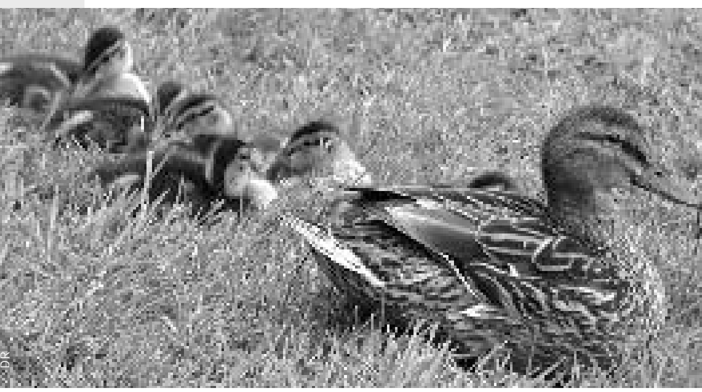


Big jump 2006 en Allemagne.

■ **Loire-Atlantique : destruction de l'estuaire de la Loire.** Depuis plus de vingt ans, le port de Nantes-Saint-Nazaire veut étendre ses activités sur les zones humides de Donges-Est. Ces zones sont classées "protection spéciale intégrée au réseau européen" dans le cadre de "Natura 2000". Elles constituent l'une des principales vasières de l'estuaire de la Loire, une importante halte migratoire des oiseaux nicheurs et joue un rôle fondamental dans le cycle de reproduction des poissons du golfe de Gascogne. Pour bloquer le projet, Bretagne Vivante, la LPO et SOS Loire vivante ont déposé une plainte auprès de la Commission européenne. D'autres procédures juridiques ont été engagées au niveau national. En 2003, le préfet passe outre et autorise le début des travaux, décision immédiatement attaquée au tribunal administratif. Une audience a eu lieu le 29 juin 2006 où le commissaire du gouvernement a rappelé les obstacles juridiques à ce projet et notamment l'intérêt écologique majeur du lieu. Malgré cela, le tribunal a débouté les associations le 19 septembre 2006. Les associations ont fait appel et espèrent que le blocage viendra de l'Europe. *SOS Loire vivante, 8, rue Crozatier, 43000 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 05 57 88.*

Grippe aviaire
Les oiseaux sauvages n'y sont pour rien

Les études scientifiques lancées lors de l'hiver 2005-2006 concernant la propagation de la grippe aviaire vont toutes dans le même sens : c'est le commerce de volailles qui est le principal vecteur de transmission de la maladie et non les oiseaux sauvages accusés à tort. Une étude parue dans *Nature* du 16 février 2006 sur le cas du Nigeria constate que la maladie est apparue plus de quatre mois après l'arrivée des oiseaux migrateurs et que dans les pays voisins où les oiseaux migrateurs sont aussi présents, la grippe ne s'est pas manifestée. Différences avec les pays voisins : le Nigeria importe beaucoup de volailles. Une autre étude réalisée en février 2006 dans le sud de la Chine, portant sur 13 000 oiseaux montre aussi que quelques oiseaux sauvages sont touchés par le virus, mais très peu par rapport à ce que l'on observe dans les élevages. Signe que c'est bien le commerce des volailles industrielles qui provoque la dispersion de la maladie, toujours en Asie, l'arrêt des importations par le Japon, la Corée du Sud ou la Birmanie a fait que ces pays n'ont observé aucune contamination... alors que les oiseaux sauvages ont pu y entrer librement.



DR

Des nuisances sur toute la ligne !

Agir pour l'environnement avec le soutien des opposants aux lignes THT, la LPO, le Crii-Rem, les Biocoop, Greenpeace, Paysages de France, Amis de la Terre... a lancé une campagne de cartes postales demandant au gouvernement d'aller vers une diminution de la présence des lignes très haute tension qui défigurent le paysage et émettent des champs électriques néfastes à la santé. La campagne suggère pour cela de développer des installations de production d'énergie plus décentralisées, permettant de limiter la longueur et la puissance des réseaux. Un moyen indirect de dénoncer la volonté de construire l'EPR et de relancer les centrales nucléaires. La campagne dure jusqu'en juin 2007. Les cartes sont disponibles avec le document de campagne (0,45 € pièce jusqu'à 50 ex. port compris, 0,30 € pièce au-delà, port compris) auprès de : *Agir pour l'environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 37.*

Très Haute Tension...

Environnement



tél : 06 86 55 43 37.

Transports

■ **Vallée du Rhône : choix gouvernemental.** Après une procédure de consultation du public au printemps 2006, le gouvernement a pris des décisions concernant l'évolution des transports dans la vallée du Rhône et en Languedoc-Roussillon jusqu'à la frontière espagnole. Tenant compte de la position des régions opposées à un développement autoroutier, le gouvernement a exclu l'élargissement des autoroutes A7 et A9 au moins pour cinq ans. D'autres mesures sont préconisées : amélioration de l'offre ferroviaire et fluviale pour transférer les marchandises sur l'eau et le rail, ce qui est plutôt positif, mais également élargissement de la RN.88 entre Lyon et Toulouse, relance de l'A.51 entre Grenoble et Sisteron, interdiction pour les poids lourds de doubler à certaines heures... Evidemment, ces choix n'intègrent pas une possible stagnation du trafic du fait de la hausse prévisible du prix du pétrole.

■ **Véloroutes internationales.** En 2009, si tout va bien, il sera possible de joindre l'océan Atlantique à la mer Noire, en roulant exclusivement sur une véloroute de 4000 km de long. Actuellement, 1300 km sont déjà ouverts. L'itinéraire sera le suivant : Saint-Nazaire, Orléans, Nevers en suivant la vallée de la Loire, puis Dole, Besançon, Mulhouse en suivant le Doubs, Bâle puis le sud de l'Allemagne jusqu'au lac de Constance en suivant le Rhin, puis Ulm pour rejoindre et descendre le Danube, via Vienne, puis Budapest, Belgrade et Bucarest et arrivée à la mer à Tulcea. Tout a été fait pour éviter le voisinage des voitures et les forts dénivelés. Une



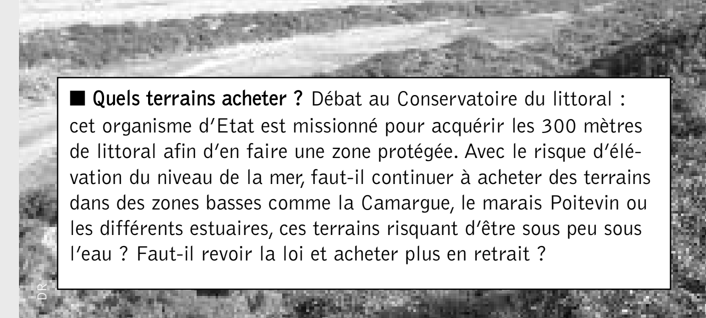
DR

douzaine de projets d'eurovéloroutes sont actuellement soutenus par la Fédération européenne des cyclistes. En ce qui concerne la France, un autre projet prévoit la descente du Rhône depuis Genève, puis le canal du Midi pour rejoindre Toulouse et Bordeaux et ensuite une descente des Landes pour aller en Espagne et vers le Portugal. Pour en savoir plus : *AF3V, Association Vélo, 5, avenue F. Collignon, 31200 Toulouse, tél : 05 34 30 05 59.*

Changement climatique

■ **Records de température.** Le 20 novembre, la température record de 21,9°C a été relevé à Fischen, un village de Bavière situé à 780 m d'altitude. L'Allemagne a battu tous ses records de températures moyennes sur les mois de septembre octobre et novembre avec une moyenne sur trois mois de 3°C supérieure à la normale. Le mois de novembre a été le plus chaud en Belgique depuis le début des relevés météorologiques avec une moyenne de 9°C contre 6,1°C habituellement. Sur les trois mois de septembre, octobre et novembre, la Suisse a battu toutes ses moyennes de température. En France, la moyenne des températures sur trois mois a été supérieure à la normale de 2,9°C. La Grande-Bretagne qui dispose de données météos depuis le dix-septième siècle, a battu tous ses records sur les trois mois de l'automne. Les Pays-Bas ont connu l'automne le plus chaud depuis trois siècles. Moscou n'a connu aucune journée d'automne sans que la température soit positive, ce qui n'était jamais arrivé. Et il fait tout aussi chaud en Amérique du Nord : au Québec, à Sherbrooke, le 15 novembre, la température nocturne n'est pas descendue en dessous de 15°C... alors que l'ancien record à cette date était de 2,9 °C et que la normale est de —5°C ! Moscou a battu tous ses records de température moyenne pour la première quinzaine de décembre, avec des températures encore positives à cette époque. Le 15 décembre, l'eau de la Méditerranée était encore de 18°C à Nice, la température la plus élevée à cette date depuis le début des relevés au milieu du dix-neuvième siècle. "La maison brûle et l'on regarde ailleurs". Les météorologues ne tirent pas de conclusions hâtives, mais Météo France indique quand même que les dix années les plus chaudes en France ont toutes eu lieu entre 1990 et aujourd'hui.

■ **Animaux déboussolés.** Les associations ornithologiques observent une baisse des longueurs des migrations des oiseaux. Ainsi les oies cendrées qui descendent d'habitude de Scandinavie et d'Europe de l'Est vers l'Espagne... s'arrêtent de plus en plus aux Pays-Bas, signe que ces oiseaux y trouvent suffisamment de nourriture, donc d'insectes, pour y passer l'hiver. En Allemagne, la chaleur a retardé l'entrée en hibernation des chauves-souris, et les oiseaux migrateurs n'envisagent pas leur départ vers le sud. En Suède et en Finlande, les ours n'ont pas commencé leur hibernation avant la mi-décembre.



DR

■ **Quels terrains acheter ?** Débat au Conservatoire du littoral : cet organisme d'Etat est missionné pour acquérir les 300 mètres de littoral afin d'en faire une zone protégée. Avec le risque d'élévation du niveau de la mer, faut-il continuer à acheter des terrains dans des zones basses comme la Camargue, le marais Poitevin ou les différents estuaires, ces terrains risquant d'être sous peu sous l'eau ? Faut-il revoir la loi et acheter plus en retrait ?

■ **La flore ne peut pas suivre.** Les températures actuelles ont déjà atteint les maximums enregistrés depuis plusieurs millénaires... mais le réchauffement se fait à une vitesse sans commune mesure avec les réchauffements précédents. Avec un réchauffement lent, les plantes peuvent se déplacer du sud vers le nord, au rythme de leur reproduction. Si pour les plantes annuelles, il est possible par la pollinisation de se déplacer à la vitesse nécessaire, il n'en est rien avec les plantes pérennes (les arbres et les arbustes) dont le déplacement par renouvellement est beaucoup plus lent.

■ **Villepin fait des promesses.** La France peut-elle rester en marge de la question climatique ? Poussé par un Nicolas Hulot médiatisé, le premier ministre a annoncé le 13 novembre tout un panel de propositions qui "pourraient" être mises en place pour lutter contre les gaz à effet de serre. Concrètement, le lendemain, le gouvernement a débloqué 145 millions d'euros... pour le développement du nouvel Airbus et 400 millions d'euros aux sous-traitants de l'automobile.

■ **Brigade climatique.** Depuis le 10 mai 2006, les véhicules neufs ont l'obligation d'apposer sur leur pare-brise une étiquette énergie/CO_2 qui va de A (peu polluant) à G (très polluant). Afin de faire de la sensibilisation, Greenpeace a mis en place des brigades climatique qui distribue des "amendes écologiques" aux véhicules les plus polluants. Amendes qui expliquent la nécessité de diminuer nos émissions de gaz à effet de serre et donc de choisir les véhicules les moins polluants.

Paix



■ **3000e soldat US mort.** Le 3000e soldat US tué en Irak depuis mars 2003 l'a été le 28 décembre 2006. Il s'ajoute aux centaines de milliers de morts dans le pays.
Il y a eu 111 morts pour le seul mois de décembre, un record.

Jef Poskanzer

Bush dégoût

■ **Guerre civile ?** En Irak, de septembre à novembre, plus de 13 000 civils sont morts dans des attentats, de plus en plus clairement interconfessionnels. Cela fait beaucoup plus de morts que dans les rangs des militaires… et donc de plus en plus de médias parlent avec justesse de "guerre civile", un terme que réfute l'administration Bush qui ne veut pas admettre l'échec de son intervention dans le pays.
■ **Procès inéquitable.** Le procès de Saddam Hussein avait été bien synchronisé pour que le jugement tombe à la veille des élections aux Etats-Unis. Trop tard pour redorer le blason de Georges Bush. Ce procès est critiqué par l'ONU qui dénonce, fin novembre, une démarche "arbitraire", la violation de "critères internationaux" et qui déclare le résultat du procès comme "illégal". De quoi faire plaisir aux Etats-Unis.
■ **Afghanistan : départ de l'armée française.** Avec plus de 4000 morts en 2006, l'Afghanistan connaît une montée en puissance de la guerre. La France qui fournit environ 2000 des 10 000 hommes censés aider l'armée du gouvernement mis en place par les Etats-Unis, a annoncé qu'elle allait retirer ses hommes en 2007.

■ **Vétérans pour la paix.** L'association Vétérans pour la paix était jusqu'alors animée par des anciens militaires de la guerre du Vietnam. L'association connaît en ce moment le renfort de militaires de retour d'Irak qui estiment que les Etats-Unis doivent se retirer d'Irak. Une pétition lancée par les Vétérans a déjà été signée par des centaines de militaires. Des rendez-vous hebdomadaires ont lieu dans plusieurs Etats où sont plantées à chaque fois autant de croix en bois que de militaires des Etats-Unis morts en Irak (photo ci-dessus). Une marche sur Washington est organisée le 27 janvier 2007.


DR
Vétérans pour la paix à Atlanta.

DR

NORD

Jeux coopératifs

L'association *Le pas de côté* organise le mardi 27 février à 20 h à la MRES, Maison régionale de l'environnement et de la solidarité, une soirée de présentation des jeux coopératifs.
Le Pas de Côté, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.

ISÈRE

Formations non-violentes

L'Arche de Saint-Antoine propose des formations dans différents domaines comme par exemple "gérer positivement mes conflits interpersonnels" (16 au 18 mars), "les familles aujourd'hui, normatives, monoparentales, recomposées" (4 au 6 mai), clairières de paix (21 au 26 août), pédagogie et non-violence (27 au 29 octobre)… Programme complet : *Arche de Saint-Antoine, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 97.*

Difficiles recrutements

Pour récupérer des jeunes "en difficulté scolaire", l'armée avait mis en place un programme "Défense seconde chance" censé permettre à ces jeunes de trouver leur voie… de préférence dans l'armée. 10 000 places avaient été prévues dans des centres de l'armée… Mais un an après la mise en place de l'opération, la séduction de l'armée laisse à désirer : seuls 976 jeunes ont rejoint le dispositif.

Echange interculturel pour l'éducation à la non-violence


DR

Cet été à la Borie Noble (Hérault), l'association *Jeunesse et Non-violence*, avec les organisations *Palestinian Vision*, *Les Rabbins pour les droits de l'homme*, et *Paz y Trabajo*, organisait une rencontre internationale pour des jeunes de 18 à 25 ans, venant de Palestine, Israël, Espagne et France, sur le thème de l'éducation à la paix et la résolution des conflits par la non-violence. Cet échange, qui s'est déroulé au moment de la guerre du Liban, offrait aussi un espace de trêve et de rencontre à de jeunes victimes de la tragédie permanente de la guerre.

La rencontre et la fête …

Le groupe s'est installé à la Borie Noble, et a d'abord découvert son mode de vie, fruit des choix de l'Arche de Lanza del Vasto : pas d'électricité, de l'eau à chauffer, une vie au rythme de la nature pour prendre encore le temps de se rencontrer.

Puis c'est par la fête qu'a commencé l'échange : une soirée de danse orientale où les Palestiniennes entraînaient les autres dans leur rythme, et où les garçons démontraient comment danser la debka, au son des derboukas et des cris de joie.

Un autre moment d'échange a été vécu pendant la journée du vendredi, dans une dimension spirituelle et inter-religieuse. Vers deux heures de l'après-midi, quand le soleil était au zénith, les musulmans, tournés vers la Mecque, ont invité à partager leur prière. En début de soirée, c'est Yuval coiffé de sa kippa qui introduisait le Shabbat pendant que Michal allumait les bougies. Et lors de la prière communautaire, c'est Ireen, seule chrétienne du groupe palestinien, qui a chanté l'évangile en arabe.

Pour découvrir la non-violence …

Le premier atelier était un échange sous forme de débat en petits groupes : "définition de la non-violence". L'objectif de l'exercice, plutôt que de trouver une définition commune, était d'écouter et de comprendre les cheminements de chacun.

Pour approfondir la notion de résistance civile non-violente, deux films ont été projetés comme outils pédagogiques : *Gandhi* de Richard Attenborough et un documentaire sur la résistance chilienne contre la dictature de Pinochet, les deux films présentant des aspects différents de la non-violence. Lors du débat sur le film *Gandhi*, chacun reconnaissait l'efficacité et l'intérêt de l'action non-violente, mais certains doutaient encore de leur propre capacité d'action. Le second film leur a montré qu'au Chili, c'est grâce au peuple sorti dans la rue et à la persévérance d'une démarche non-violente, qu'on a mis fin à la violence et à la dictature. Ces films ont aussi permis de continuer à développer la réflexion en cherchant ensemble les possibilités d'actions concrètes en Israël et Palestine, mais aussi en Espagne et en France.

Aborder le conflit israélo-palestinien …

Au fil du séjour, pour aborder le thème du conflit israélo-palestinien, il fallait créer un cadre spécifique, pour éviter les affrontements et ne pas générer plus de souffrance qu'il n'en existe déjà. Et chaque jour qui passait était un pas de plus vers la confiance entre ces jeunes, séparés au quotidien par l'ignorance et la méfiance de l'autre.

Le cadre spécifique de cette discussion a été donné par les règles de la communication non-violente : parler de soi et pas des autres, de ses propres besoins, peurs, attentes et épreuves ; ne pas juger, ne pas accuser, ne pas comparer, mais seulement dire, exprimer sa souffrance et chercher à comprendre la douleur de l'autre.

Finalement, les uns et les autres se sont rejoints à travers les mêmes besoins fondamentaux de paix, de sécurité, de stabilité et de développement, se rendant compte que les attentes des uns et des autres tiennent au même rêve de reconnaissance, d'épanouissement et de liberté.

Donner des réponses à des jeunes qui cherchent désespérément une sortie à la spirale actuelle de la violence était la première étape d'un projet à plus long terme : développer une culture de la non-violence en Europe et au Proche-Orient.

Sylvie Cremer ■

Jeunesse et non-violence, La Borie Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 58 87 15 et 04 67 44 09 89, cremersylvia@hotmail.com



Parole

La parole est un outil de la non-violence. Encore faut-il être capable de parler. Si l'on a un souci de respect dans un groupe, il faut s'assurer que chacun puisse y prendre la parole.

Le mot parole a trois sens : Dans le langage courant, la parole s'identifie à l'oral. Le second sens définit le contenu de ce que nous avons à dire, et qui est porteur de valeur, de contenu. Le troisième sens consiste à définir la parole comme le parti pris de choisir les mots qui vont donner le plus d'humanité à l'échange. La parole est la façon individuelle d'exprimer ce qui importe pour chacun de nous.

La parole de chacun d'entre nous agit sur les humains qui la reçoivent : elle valorise ou blesse, accueille ou rejette, donne liberté ou enferme. Comme le dit Philippe Breton (1) "la parole propose et contient potentiellement un changement, une transformation (...) sur nous-même ou sur le monde. La parole possède ce pouvoir d'exercer une force sans engendrer de domination ».

La parole contient ce potentiel, mais celui-ci n'est pas toujours réalisé. D'où la nécessité pour chacun de travailler à la découverte d'une parole juste exprimant au mieux notre pensée, notre être, et la plus humanisante possible pour l'autre.

La parole répond au moins à trois besoins fondamentaux de la pyramide de Maslow : besoin d'expression, besoin de reconnaissance, besoin d'échange, de partage, de dialogue (2).

Pour que la parole soit véritablement outil de démocratie, il faut qu'elle puisse exprimer des opinions avec force mais sans volonté de manipuler, de faire violence à l'autre car pour Philippe Breton "la démocratie peut s'envisager comme la tentative de généralisation plus ou moins réussie de dispositifs de mise en œuvre égalitaire de la parole au sein de sociétés qui restent fortement inégalitaires sur le plan social et personnel".

Il souligne également que "l'un des pouvoirs de la parole est précisément de s'opposer à la parole du pouvoir".

Comment prend-on la parole dans nos démocraties, dans nos organisations qui se veulent démocratiques ? Comment la parole de tous est-elle prise en compte ? Comment circule-t-elle ?

La parole et la violence

Jean-Marie Muller dans son *Dictionnaire de la non-violence* (3) a écrit deux pages sur la parole. Pour lui, la parole, le langage est l'acte de l'homme raisonnable qui renonce à la violence pour entrer en relation avec l'autre. Parler est aussi l'occasion de prendre de la distance avec son émotion. Oser prendre la parole c'est quelquefois une façon d'apprivoiser la peur, ou de faire accéder à la conscience ses ressentis, cela peut être l'occasion de dire et de nommer sa souffrance. D'où l'importance de créer des lieux de parole, d'écoute, de ré-appropriation de son histoire, de reconnaissance et de régulation.

"L'un des pouvoirs de la parole est de s'opposer à la parole du pouvoir"
Philippe Breton.

Un des obstacles à la participation démocratique est la maîtrise du langage. Quand le vocabulaire utilisé par une personne ne dépasse pas 400 mots, il est compliqué voire impossible de formuler ce qu'on ressent, d'entrer dans le conflit avec quelqu'un, de se confronter avec lui en formulant ce que l'on veut dire. N'ayant pas les mots pour le dire, la personne a du mal aussi à avoir des mots pour penser la situation dans laquelle elle est. Nicolas Caillot évoque cette question dans le *Guide Vuibert* (4) qui présente un projet appelé "Mille mots" destiné à des jeunes en milieu carcéral, et qui consiste à accompagner par des lectures suivies l'acquisition d'un vocabulaire de 1000 mots minimum. Au bout d'un an, une évaluation intermédiaire a permis de révéler un changement déjà sensible du comportement de ces jeunes. Un article paru dans *Le Monde*, qui s'intitule «400 mots pour vivre», établit la même relation entre le niveau de vocabulaire et la capacité à se confronter à l'autre par le langage plutôt que par la

(1) Philippe Breton est chercheur en sciences de l'information et de la communication au CNRS, enseignant à l'université de Strasbourg. Il est l'auteur de l'*Eloge de la parole*, éd. La Découverte, 2003, et de *La parole manipulée*, éd. La Découverte, 1998.
(2) Pyramide de Maslow est une représentation des besoins de l'homme : à la base, les besoins physiologiques (respirer, manger, boire, dormir), puis la sécurité (chaleur, logement), puis l'appartenance et l'amour, puis l'estime de soi et d'autrui, puis tout en haut dans la pointe : se réaliser.
(3) Jean-Marie Muller, *Dictionnaire de la non-violence*, éd. du Relié, 2005.
(4) voir article paru dans *Non-violence Actualité*, mars-avril 2005.



et démocratie participative

violence. Il faut travailler cette question de la parole si on veut créer les conditions d'une réelle participation démocratique pour tous ceux qui, dans leur parcours de vie, n'ont pas eu les moyens d'acquérir les moyens langagiers nécessaires. De plus, pour apprendre l'utilité des mots il est indispensable d'avoir expérimenté l'importance d'être écouté, entendu et compris.

On entend quelquefois l'expression "la violence est un langage". Jean-Marie Muller a intitulé son texte "Ecouter la violence"sur les évènements de novembre 2005 : "La violence qui vient d'embraser les banlieues n'est pas un moyen d'action, mais un moyen d'expression. La violence apparaît comme le dernier moyen d'expression à ceux auxquels la société a refusé tous les autres moyens de s'exprimer, elle est le dernier recours de ceux qui sont exclus de toute participation à la vie de la société. La violence voudrait être une parole, elle est du moins un cri, cette violence est l'expression d'un désir de communication, un besoin de dialogue, il appartient à la société d'entendre cet appel et d'y répondre". C'est le langage des sans-voix, la société ne veut pas entendre ce qu'ils ont à dire…

Face au mouvement contre le CPE, le gouvernement a fait la sourde oreille aux aspirations des jeunes et plutôt que de construire les conditions de dialogue en vue d'une concertation, de négociations, il a choisi une stratégie politique basée sur le passage en force de son projet. Cette façon inadmissible dans un processus démocratique de régler un conflit social a augmenté la mobilisation populaire contre le CPE en soutien avec la jeunesse.

Les conditions de prise de parole, la prise en compte de la parole

Dans le cadre d'une démocratie participative, il est important que soient posées les conditions d'un débat contradictoire où la parole puisse être entendue. Afin que les personnes ne se sentent pas trompées, il est nécessaire que soit bien définies la fonction du recueil de la parole des intéressés et de bien préciser dans quel type d'instance cela se fait : est-ce de l'information des décisions prises, de la consultation pour avis, de la co-élaboration, de la co-gestion. Pour parler en confiance il faut savoir ce qui va être fait de sa parole, de son avis.

Dans la plupart des instances de démocratie participative (les conseils de quartier par exemple), les premières paroles sont des plaintes, des récriminations, des attaques des décisions prises, des avis contradictoires… C'est une phase normale qui souvent décourage les élus, car ils ne comprennent pas que les administrés ne soient pas contents des décisions prises. Il faut penser que les élus ont comme tout le monde un besoin de reconnaissance, ils n'aiment pas être critiqués, ils ont souvent la sensation de se dévouer, de passer beaucoup de leur temps personnel pour la collectivité sans beaucoup de retour positif. Au début lorsqu'ils donnent la parole aux habitants, ils ont du mal à supporter les critiques. Il faut savoir que, quelquefois, ils reçoivent aussi des critiques des services techniques, par exemple, ou d'autres élus qui sont opposés aux procédures de rencontre et de discussion avec les habitants. Après cette première phase de plaintes, nécessaire mais pas suffisante ni pour les habitants ni pour les élus, et trop limitée pour être vraiment de la démocratie participative, il faut savoir passer à autre chose, et aborder en confiance des projets à co-élaborer. La parole n'a pas seulement vocation à être entendue par un intermédiaire qui choisira ou non de la faire remonter mais doit être prise en compte directement pour influer sur le cours d'un projet.

Lorsque s'interpose une parole critique, contestatrice par le simple jeu de la construction démocratique, comment est-elle vécue, comme un événement, un

accident, ou comme un épisode normal de la prise de décision ou de la vie du collectif en question ? Quelquefois l'accueil d'une critique est vécu comme une forme de drame, la personne qui l'exprime est vite considérée comme un gêneur, quelqu'un qui décidément ne parvient pas à intégrer la culture commune. On voit que malgré toutes nos bonnes intentions et notre expérience, le débat contradictoire n'est pas toujours facile à entendre, car cela dérange.

Comment conflictualiser des situations de crise, voire de violence ?

Comment autoriser à dire cette parole critique, quelle qu'elle soit, même si elle remet en cause une proposition collective amenée dans un débat ? Comment travailler sa reformulation pour montrer à celui qui l'a énoncée qu'il a au moins été entendu ? Soit le débat en cours s'y prête et cette parole peut être intégrée, soit il ne s'y prête pas et la proposition peut être faite de trouver un lieu et un moment pour que la question soit traitée. La personne ou le groupe en position d'animation ne doit pas non plus se laisser piéger par le surgissement toujours déstabilisant de la parole critique.

L'autorisation à dire paraît primordiale dans la mesure où elle peut libérer la personne du poids de son désaccord, de la peur de rompre avec le groupe que cette peur a pu engendrer chez elle. Le fait d'être accueillie, entendue, a un effet "réintégrateur" qui peut permettre à la personne d'accepter que l'ordre du jour se poursuive, dans l'immédiat, si elle sait qu'à tel moment, dans telle instance, cette chose-là peut être discutée. Quelquefois après une courte explication la personne reconnaît qu'elle s'était faite un point de vue incomplet de la situation et que sa question ou sa proposition n'est pas recevable. On l'a vu, des ruptures ou des dégradations du débat peuvent découler de la mauvaise gestion de ce genre de situation, vécue alors comme une violence, car la personne n'a pas été reconnue dans ce qu'elle a dit et dans ce qu'elle est. Pour être attentif à ce qui peut se transformer en crise, il est quelquefois nécessaire dans des grands groupes, avec un type de public particulier ou lors de débats passionnés parfois, de nommer deux personnes pour gérer les débats, une personne qui anime, qui intervient, et une personne qui a la fonction de réguler et d'être à l'écoute de tout ce qui va favoriser ou limiter une saine discussion.


DR

Prise de parole à Hyde Park corner à Londres.

Quels outils

Le livre *Quelle démocratie voulons-nous ? Pièces pour un débat,* sous la direction d'Alain Caillé, est le recueil de contributions en général courtes, émanant d'un colloque tenu en janvier 2005 sur *L'idéal démocratique aujourd'hui* (5). Il y a en particulier une petite contribution de Patrick Viveret intitulée *Qualité démocratique et construction des désaccords* dans laquelle il distingue trois temps dans cette construction d'un débat contradictoire :

Un des obstacles à la participation démocratique est la maîtrise du langage

• Réduire l'opacité : s'assurer que toutes les personnes disposent des éléments d'information et de compréhension suffisants pour éviter malentendus et incompréhensions. Il propose que chaque personne dispose d'un carton blanc qu'il brandit lorsque quelque chose ne lui paraît pas clair. On ne démarre la deuxième phase que si tout est "clair" !

• Construire les désaccords : "dégager la pépite du désaccord de la gangue du malentendu et du procès d'intention". Phase très interactive où on se met d'accord sur… les objets des désaccords ! Pour cela il propose que chacun ait trois cartons rouge (désaccord), jaune (désaccords partiels) et vert (accords), ou d'autres couleurs, voire des cartes à jouer (pique = désaccord, cœur = accord, carreau = idée nouvelle, trèfle = idée décalée ou point d'ordre). Les désaccords sont formulés clairement et écrits sur un tableau.

• Traiter les désaccords : en posant la question : Qu'est-ce qui vous semble le(s) point(s) le(s) plus fort(s) et/ou le(s) plus recevable(s) dans la position que vous ne partagez pas ?".

Après la prise de parole, l'écoute des avis contradictoires, un affrontement des points de vue divergents et un travail sur les points d'accord il y a le temps de la prise de décision. Pour cela en préalable il a fallu créer des formes de débats collectifs qui garantissent à chacun une parole égale, organiser les débats en respectant les délais nécessaires (planification, préparation, durée, ordre du jour précis…) et distinguer les décisions de fonctionnement (qui peuvent être préparées par une équipe opérationnelle et qui demande plus de rapidité de décision) des décisions d'orientation politique qui demandent souvent plus de temps.

Yvette Bailly
Man Lyon.

(5) Ed. La Découverte, 8 €.

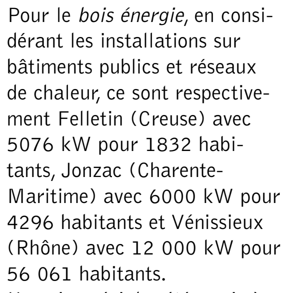
Championnat des renouvelables

La troisième édition du championnat des énergies renouvelables organisé par le Cler, Comité de liaison des énergies renouvelables, a vu 72 communes se porter candidates.

Pour le *solaire photovoltaïque*, dans les communes de moins de 2000 habitants, c'est Saint-Martin-des-Eaux (Alpes-de-Haute-Provence) qui l'emporte avec 291 m² installés pour 108 habitants. Entre 2000 et 50 000 habitants, en métropole, La Tour-de-Salvagny (Rhône) est lauréate avec 440 m² pour 3402 habitants, en Dom-Tom, Saint-Anne (Martinique) l'emporte avec 1960 m² pour 4901 habitants. Dans les communes de plus de 50 000 habitants, c'est Chambéry (Savoie) qui est en tête avec 1966 m² pour 58 000 habitants.

En *solaire thermique*, les lauréats sont respectivement Teyssières (Drôme) avec 213 m² pour 68 habitants, Montmélian (Savoie) 1207 m² pour 4026 habitants et encore Chambéry (Savoie) avec 2701 m² pour 58 000 habitants.





Pour le *bois énergie*, en considérant les installations sur bâtiments publics et réseaux de chaleur, ce sont respectivement Felletin (Creuse) avec 5076 kW pour 1832 habitants, Jonzac (Charente-Maritime) avec 6000 kW pour 4296 habitants et Vénissieux (Rhône) avec 12 000 kW pour 56 061 habitants.

Un prix spécial a été remis à la ville de Kaysersberg (Haut-Rhin) qui concourait dans les trois catégories pour le meilleur mixte entre les énergies. Cette commune de 2780 habitants dispose de 162 m² de panneaux solaires thermiques, 82 m2 de photopiles et 780 kW en bois énergie. *Cler, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00.*



Chambéry : 1966 m² installés.

Enercoop
Début de la coopérative

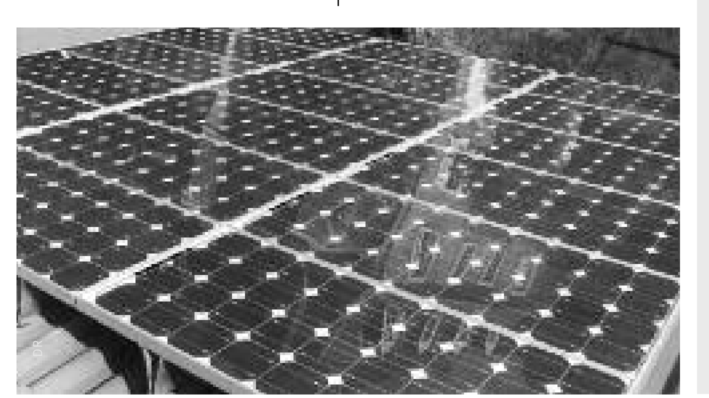
Fin 2006, après six mois de fonctionnement, la jeune coopérative *Enercoop*, qui ne vend que de l'électricité issue des énergies renouvelables, compte déjà 200 clients professionnels (associations, commerçants, artisans, agriculteurs...) qui consomment ensemble environ 3 MWh par an. Un démarrage encore lent qui devrait s'accélérer à partir de juillet 2007, date à laquelle les particuliers pourront rejoindre la coopérative : un millier de personnes ont déjà signé des précontrats. Un partenariat avec différentes sructures comme les magasins Biocoop, Greenpeace, Réseau Sortir du nucléaire, la Nef, devrait permettre d'accélérer les choses. *Enercoop* vise les 10 000 clients pour atteindre son équilibre financier. *Enercoop, 11, rue des Réglises, 75020 Paris, tél : 01 73 02 69 25*.

Eolien

■ **Maroc : parcs éoliens.** Après la construction de deux premiers parcs d'éoliennes à Tanger et Tétouan, dans le nord du pays, le gouvernement a annoncé la construction d'un parc éolien de 10 MW à El Ayoun, dans le sud du pays. Un choix politique : il s'agit de la zone du Sahara occupée par le Maroc et contesté par les Sahouaris. Les énergies renou-

"A terme le solaire va s'imposer"

C'est le constat que fait Philippe Malbranche, spécialiste des technologies solaires au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). En effet au cours de dix dernières années, le prix du kWh solaire a été divisé par plus de deux et tout indique que les prix de production vont continuer à baisser. Selon l'ensoleillement, qui va de 900 à 1800 heures par an en France, le kWh produit actuellement revient entre 50 et 25 centimes... contre 13 centimes facturés par EDF. L'Institut national de l'énergie solaire table sur un prix de 40 à 20 centimes en 2010. Entre 20 et 10 centimes en 2020, date à partir de laquelle, le solaire photoélectrique devrait se développer très rapidement du sud au nord. En 2030, le prix de revient serait en dessous de 10 centimes sur tout le territoire, ce qui rendrait alors le solaire concurrentiel devant toutes les autres énergies.





Collecte et recyclage de matériel informatique.

Economie virtuelle, consommation réelle

Certains économistes estiment que l'on évitera la décroissance en convertissant progressivement la société en une société "virtuelle", sous-entendu que cette société qui passe par les ordinateurs ne consommerait que très peu de matières et d'énergie. Les chiffres sont malheureusement là pour contredire une telle vision optimiste : si les activités classées dans le tertiaire se développent sans cesse au point de représenter environ sept emplois sur dix aujourd'hui, cela n'a en rien fait diminuer les quantités de matières et d'énergie nécessaires à l'agriculture, à l'industrie... Mais en plus, l'ADEME a chiffré ce que nous coûte le parc d'ordinateurs : en moyenne 360 kWh par ordinateur. On compte plus de 11 millions d'abonnés au haut débit, ce qui entraîne une forte dépense énergétique du fait des périphériques (imprimantes, scanners, modems...) chez l'utilisateur, mais également chez le fournisseur d'accès qui pour ne pas saturer doit avoir des ordinateurs capables de faire face à des pointes de demandes. Résultat : ces ordinateurs consomment seulement 20 à 25% de leur puissance informatique, mais 100% de leur puissance électrique. Fin 2003, la consommation d'internet haut débit a été estimée au total à 200 millions de kWh, moitié chez l'utilisateur, moitié chez les fournisseurs. A la vitesse où se développent internet, cette consommation devrait atteindre 1500 millions de kWh en 2009. A cette date, la consommation provoquée par l'informatique devrait dépasser celle du chauffage électrique !



velables produisent 1% de la consommation du Maroc actuellement. Le gouvernement vise 12% en 2012.

■ **Espagne : nouveau record.** Le 15 décembre à 14h30, les éoliennes espagnoles avec 8142 MW, ont fourni 31 % de la consommation du moment dans le pays. Les éoliennes tournaient à ce moment à 70 % de leur puissance maximale.

■ **Normandie : l'offshore miné par la préfecture !** Les promoteurs du premier parc éolien offshore français s'attendaient à des difficultés administratives en proposant l'implantation de 156 éoliennes au large de Criel et Cayeux-sur-Mer, en Seine-Maritime. La préfecture a refusé le permis de construire… car le sous-sol serait resté miné depuis le débarquement de la dernière guerre. La *Compagnie du Vent* promotrice du projet rappelle que les mêmes problèmes ont eu lieu en Grande-Bretagne et que des solutions de déminage ont été trouvées. Le parc éolien offshore pourrait quand même voir le jour d'ici 2010.

HAUTE-LOIRE

Energies renouvelables, saumons et hommes

Le WWF et SOS Loire vivante ont obtenu après de nombreuses années de lutte la protection de la Loire comme fleuve vivant. A ce titre, ils essaient de faire fermer les uns après les autres les barrages encore présents sur des affluents de la Loire, barrages qui perturbent la vie fluviale. Que faut-il alors mettre à la place pour produire de l'électricité ? Deux pistes sont évidentes : la sobriété énergétique qui vise à diminuer la consommation et le recours à d'autres formes d'énergies renouvelables, qui, elles aussi, peuvent avoir des inconvénients.WWF et Loire-Vivante organisent un colloque les 8 et 9 mars 2007 au Puy-en-Velay pour en débattre : énergies renouvelables et biodiversité, énergie et crise climatique, potentiels énergétiques, le potentiel de négawatts, le boom éolien, le retour du bois, les promesses du solaire, quelles technologies pour l'hydraulique, les politiques locales de l'énergie, visite d'une ferme éolienne… Programme complet : *WWF, Marylène Folcher, 1, carrefour de Longchamp, 75116 Paris, tél : 01 55 25 84 05.*

Curieuse autonomie

Des communes se présentent comme "autonomes en énergie" (voir par exemple "une commune allemande autosuffisante" *S!lence* n°340, p.36). Ces communes ne comptabilisent pour cela que le chauffage et l'électricité… oubliant que les administrés se déplacent et que le transport individuel peut représenter jusqu'à 40% des dépenses énergétiques d'une population ! A quand une commune qui nous annonce son autonomie énergétique, transports compris ?

RHÔNE-ALPES

Formations

L'association GENR, Génération énergies renouvelables, a mis en place avec le GRETA de Roanne, le soutien de l'ADEME et de la région Rhône-Alpes, toute une série de formations : connaissance du solaire thermique, du bois énergie, des photopiles, du petit éolien, de l'hydraulique, régulation des systèmes, cogénération, initiation à la zinguerie pour la pose de capteurs solaires, et même un BEP techniques d'installation sanitaire et thermique en alternance en entreprise. Les prix de ces formations sont très intéressants pour ceux et celles qui habitent la région.

Renseignements : *GENR, Philippe Lebault, parc industriel de Marly, 403, route de Briennon, 42300 Mably* ou *GRETA du Roannais, Yves Marie, 4, impasse Champromis 42300 Roanne, tél : 04 77 23 05 05.*



17 au 23 mars
Marche Lille-Bruxelles

A la fin de la manifestation nationale décentralisée de Lille, qui se tiendra le 17 mars, une marche d'une semaine est organisée jusqu'à Bruxelles pour aller y remettre 600 000 signatures de personnes qui demandent la sortie du nucléaire en Europe. L'arrivée de la marche à Bruxelles, le 23 mars, correspondra au cinquantième anniversaire du traité Euratom qui au niveau européen fait la promotion du nucléaire civil. Il est possible de faire la marche en bicyclette, en rollers… L'itinéraire est le suivant : Villeneuve d'Ascq (17 mars au soir), Tournai (18 soir), Leuze-en-Hainault (19 soir), Ath et Lessines (20 soir), Grammont et Ninove (21 soir), Dilbeek ou Anderlecht (22 soir) et Bruxelles (le 23 Mars à midi). L'arrivée dans les rues de Bruxelles est coordonnée par les Amis de la Terre Europe. Les marcheurs peuvent s'inscrire auprès du *Réseau sortir du nucléaire, André Larivière, Nérol, 43440 Champagnac-le-Vieux, tél : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98.* Les personnes et groupes sur l'itinéraire qui peuvent héberger des marcheurs peuvent prendre contact avec *Martin Boutry, tél : 06 22 13 32 33.*

Tchernobyl

■ **Mission Solange Fernex.** A la demande de l'association *Les enfants de Tchernobyl,* une équipe de onze personnes, scientifiques, militants et journalistes, se sont rendus, début octobre, à Novozybkov, en Russie, à 200 km de Tchernobyl, pour y faire une étude de contamination. La délégation a pris le nom de Solange Fernex en hommage à leur amie disparue. Dans cette ville de 47 000 habitants, des mesures de radioactivité ont été faites pendant quatre jours dans une quarantaine d'endroits : espaces verts, bois proches, cours d'écoles, stade, potagers… Des pics de pollution radioactive atteignent 140 curies au kilomètre carré là où coulent les eaux de pluie, la moyenne ailleurs est de l'ordre de 15 curies au kilomètre carré… soit des chiffres proches de ce que l'on peut mesurer aujourd'hui dans la zone interdite autour de l'ancien réacteur ! Les mesures dans les aliments sont catastrophiques : en moyenne le double des valeurs définissant la zone interdite de Tchernobyl. Ceci montre le niveau de mensonge des autorités russes pour qui "Tchernobyl, c'est fini". La conséquence de ce négationnisme, on peut le mesurer dans les hôpitaux de la ville : cancers de la thyroïde, tumeur au cerveau, cancers osseux, ostéoporose et cataracte chez les jeunes enfants, malformations congénitales, baisse de la fécondité des jeunes couples… La ville a annoncé son intention de porter plainte contre les autorités russes.

■ **Catastrophe sans fin.** Selon des données de l'Institut de recherche sur l'hygiène radiologique Ramzaïev de Saint-Pétersbourg, communiquées le 12 décembre 2006, les scientifiques russes ont fait de graves erreurs après l'accident dans les estimations de la durée de la contamination. Alors que l'on estimait que la radioactivité dans les aliments allait diminuer rapidement dans les trois ans après l'accident, celle-ci n'a diminué que de moitié au bout de vingt ans. Alors que la zone interdite était annoncée fermée pour vingt ans, donc jusqu'à maintenant, on parle maintenant de la maintenir fermée au moins encore cinquante ans. L'Institut souligne également que de nombreuses maladies maintenant développées par ceux qui habitent les zones les plus contaminées n'avaient pas été prévues, notamment le très grand nombre de cas de cancers de la thyroïde chez les enfants. L'Institut estime, comme les experts de l'ONU, qu'à terme, l'accident fera neuf millions de victimes. *(Réseau Sortir du nucléaire, 14 décembre 2006)*

FESSENHEIM

Demande d'arrêt

Plusieurs associations alsaciennes ont lancé une campagne d'interpellation des candidats aux élections de 2007 pour leur demander de prendre position en faveur de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, la plus ancienne encore en activité actuellement (30 ans).



MANIFESTONS !
SAMEDI 17 MARS 2007 A 14H
POUR DES ALTERNATIVES AU NUCLEAIRE
STOP EPR
www.stop-epr.org

17 mars Sortie du nucléaire

Manifestations décentralisées

Après la manifestations de Cherbourg, le Réseau Sortir du nucléaire a décidé d'une journée de manifestations décentralisées pour le 17 mars 2007, en pleine campagne électorale. Cinq grandes manifestations se tiendront à Rennes, Lille, Strasbourg, Lyon et Toulouse.

BORDEAUX

Une histoire de fou !

Trois ans, jour pour jour, après avoir porté plainte contre EDF qui a fait fonctionné la centrale du Blayais sans autorisation pendant six mois, l'association Tchernoblaye a décidé de faire une action symbolique pour demander au tribunal où en était le dossier. Stéphane Lhomme, porte-parole du Réseau Sortir du nucléaire a escaladé un échafaudage présent dans la cour du palais de justice et y est resté pendant quatre heures. A sa descente il a été interpellé et mis en garde à vue. Jusque là l'action et la réaction sont assez classiques. Mais pendant la garde à vue, il s'est vu demander d'accepter une expertise psychiatrique ! L'action ne se passe pourtant pas un pays de l'Est de sinistre mémoire, mais bien à Bordeaux.
Et la plainte contre EDF ?
Pas de nouvelle, mais Stéphane Lhomme et Jean-Michel Tastet, un autre militant, ont été convoqués les 6 et 13 décembre au tribunal pour avoir pénétré illégalement dans la cour du tribunal ! Là, la justice sait être rapide.
C'est vrai que cette action représente un danger sans doute plus grave qu'une centrale nucléaire fonctionnant hors la loi.
On peut sérieusement se demander qui est devenu fou dans cette histoire !

EPR

■ **Un réacteur peu compétitif.** Après le refus des Etats-Unis et de l'Inde, Areva a subi un nouveau camouflet en Chine, en se voyant refuser l'achat de réacteurs EPR. Malgré tout le travail commercial de notre géant du nucléaire, Areva n'a pour le moment vendu qu'un seul EPR à la Finlande, lequel connaît de graves difficultés de construction.
■ **Un réacteur qui prend du retard.** Mi-décembre, Areva a annoncé avoir revu son calendrier pour la construction du premier EPR en Finlande : le démarrage du réacteur initialement annoncé en 2009 est déjà reporté à 2011. Surcoût financier déjà avoué : entre 600 et 700 millions d'euros. Les Finlandais devraient se plonger dans le dossier de Superphénix, dernier type de réacteur mis en place par la "filière française". Ce surgénérateur mis en route en 1986, n'a jamais réussi à fonctionner et a été arrêté en 1997.
■ **Refus de la THT.** Le conseil municipal de Marchésieux, commune située entre Saint-Lô et Périers, dans la Manche, a organisé le 2 décembre un référendum pour savoir la position des habitants de la commune sur la question de l'implantation de la nouvelle ligne THT qui pourrait traverser la commune en provenance de Flamanville. 97% des votants se sont prononcés contre la ligne THT.

DRÔME

Formation de la Crii-Rad

La Crii-Rad, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, propose des formations ne nécessitant aucune connaissance scientifique particulière : utilisation d'un compteur Geiger (28 mars) et radioactivité et radioprotection (31 mars). Programme complet : *CriiI-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*



DR

Manifestations à Bure durant l'été 2005.

Bure

■ **Stockage polluant.** Le site de stockage de La Hague fuit et contamine les sous-sols, ce qui est admis par les autorités. Mais officiellement, celui de Soulaines est parfait et celui de Bure le sera également. Le Cedra a voulu vérifier les dires au niveau de Soulaines en commandant une campagne de mesures à la CRIIRad. Les résultats, rendus publics le 7 novembre indiquent qu'il y a des fuites, comme l'avait déjà relevé une étude de Greenpeace. Le conseil régional de Champagne-Ardennes, sollicité par les élus de l'association a décidé de poursuivre les investigations. L'Andra reconnaît qu'il y a des fuites, mais "en dessous des normes".
■ **Achat des consciences.** Fin décembre, le gouvernement a annoncé que les quinze communes autour de Bure recevraient une aide de l'Etat de 400 euros par habitant et par an. Une manne financière importante pour les petites communes rurales qui devrait favoriser le silence des élus dans la contestation du site d'enfouissement des déchets nucléaires.
■ **Formation transports ferroviaires.** si vous voulez tout savoir sur les moyens de bloquer un transport ferroviaire de déchets radioactifs, comment connaître son itinéraire, comment en informer les populations sur le trajet… le Réseau Sortir du nucléaire organise une formation le week-end des 17 et 18 février à la maison de Résistance de Bure, avec Jean-Yvon Landrac, militant breton pisteur de convois nucléaires, Cécile Lecomte, animatrice franco-allemande d'action directe non-violente antinucléaire, Markus Pfläger, chargé des relations entre Gorleben en Allemagne et Bure. S'inscrire (10 €) auprès de *David Lami, 37, avenue de la Libération, 76370 Neuville-lès-Dieppe, tél : 02 35 82 41 50 ou Isabelle Guillaume, Maison de la Résistance, 2, rue de l'Eglise, 55290 Bure, tél : 06 33 79 05 91.*



Annonces

Entraide

■ Nous avons le projet de créer un gîte écologique dans la vallée du Buëch (Hautes-Alpes) avec comme activité complémentaire une filière de production d'huile alimentaire issue de l'agriculture biologique locale. Une ferme a été trouvée dans le hameau de Seilles, commune de la Faurie, avec deux vieux bâtiments permettant un gîte de six et un autre de 12 personnes. La difficulté provient du montage financier : il nous faut réunir 30 000 € pour commencer… en attendant les subventions et les ressources. Nous cherchons donc des personnes pouvant faire un prêt pendant cinq ans ou versant une somme en échange de nuitées à passer dans les gîtes (à partir de 15 € la nuitée tarif souscripteur). Pour en savoir plus sur le projet : *Romaric et Céline Nivelet, château Bas, 38710 Tréminis, tél : 04 76 34 32 59, celerom@no-log.org.*

■ Offre accueil pour retraitants laïques ou confessionnels en Corse. Accueil de bénévoles ou wwoofs pour un chantier en autoconstruction. *Dominique Valleur, association Sage, Fondale, 20270 Tallone, tél : 06 23 74 39 70, sylv@sfr.net.*

■ **Réf. 343.01. Loire.** Qui peut me donner un coup de main pour mettre en place un site internet en rapport avec les médecines douces, en échange d'un séjour dans ma jolie campagne bocagère ou autre à convenir ensemble ? *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Ferme biologique située à Dharamsala (Inde du nord) cherche bénévoles connaissant bien l'agriculture biologique et si possible biodynamique. *Tél : 06 86 16 90 89, mjp.sindbad@yahoo.fr.*

Vivre ensemble

■ Souhaite m'impliquer financièrement dans projet éolien et écohameau, faire proposition : *domikgen@yahoo.fr.*

■ L'écohameau du "moulin de Busseix" créé en 2004 sur une propriété de 14 ha dans le Limousin regroupe aujourd'hui neuf associés autour de la création d'un lieu de vie et d'activités en cohérence avec les idées et valeurs écologiques (solidarité, ouverture, simplicité, décroissance). Une maison en paille a été réalisée, le gros œuvre d'une maison individuelle est achevé, deux autres chantiers sont lancés. Un agriculteur bio s'est installé ainsi qu'un producteur d'extraits de plantes. Nous cherchons de nouveaux associés pour investir dans ce projet, y vivre et éventuellement y travailler. *Alain Dorange, Busseix, 87500 Ladignac-le-Long, tél : 05 55 09 39 81, alain.dorange@wanadoo.fr.*

■ Je suis sophrologue et musicothérapeute, et j'aimerais monter un projet collectif avec un centre de bien-être et un pôle agricole (verger, potager, plantes médicinales…). Je verrais une boutique avec du bio bien sûr, mais aussi des livres, de la musique, de l'insolite, de la simplicité, du partage, de l'humour… Pour moi, écologie est antinomique avec prise de pouvoir, donc, manipulateurs et faux maîtres à penser s'abstenir ! Je ne sais pas encore où nous installer, ni avec qui. Pour ceux qui seraient intéressés, ou qui ont une expérience similaire, je serais ravie d'en parler et éventuellement de vous rencontrer. Merci. *Nathalie Hermitte, tél : 04 66 85 34 36, nathalie.hermitte@free.fr.*

■ **Réf. 343.02.** Création d'un centre de médecines douces. Bien implantée en milieu semi-rural depuis cinq ans, je lance un appel à praticien(nes) en médecine traditionnelle chinoise, ostéopathie… pour me rejoindre dans la création d'un centre pluridisciplinaire dédié à une approche globale et préventive. *Merci d'envoyer une lettre détaillée à la revue qui transmettra.*

■ Vieux don Quichotte, 59 ans, bientôt à la retraite (toute petite la retraite !), ayant pas mal baroudé dans divers secteurs de cette société (un peu fatigué), cherche S!lencieux et S!lencieuses pas trop "dogmatiques" pour envisager nouvelles aventures vers "l'Idéal". *Christian, tél : 06 88 34 44 73 ou 04 37 03 05 83.*

■ Dans un charmant éco-hameau limousin, une petite équipe de retraités projette la création d'un Lieu de vie — structure agréée par l'administration pour l'accueil d'un maximum de sept enfants et ados en difficulté — et parallèlement l'accueil de personnes plus âgées, mettant ainsi en relation quatre générations pour un projet pédagogique et humain novateur. Nous cherchons d'une part *le couple responsable du lieu de vie*, d'autre part des retraités souhaitant s'investir dans une retraite active et riche de sens. *Contact : 06 82 64 72 19, michel.vidalou@free.fr.*

■ Couple propose de créer une SCI dans un lieu magnifique au cœur des Cévennes (1 h d'Alès) afin d'acquérir, de partager et de préserver un domaine en pleine nature sauvage. Il serait nécessaire de réunir 5 à 6 personnes avec un apport pour l'achat de 50 000 € chacun ou moins de personnes et plus d'investissement. Il y a une grande maison, une petite maison, une bergerie, 5 ha, une belle piscine… possibilité de créer d'autres chambres, de construire plusieurs yourtes ou cabanons, culture, jardin, fontaines, châtaigneraies… Il y a déjà une certaine rentabilité à l'année grâce à un gîte touristique. Un projet de lieu de ressourcement, de séminaires, de stages, peut s'y développer ou tout simplement une maison de campagne à partager. *Régis, 04 66 32 46 22, passedanse@yahoo.fr*, présentation sur *www.lozere.net/homa.*

Agir ensemble

■ **Isère.** Vous habitez à proximité de La Tour-du-Pin ? Vous souhaitez agir pour mettre en place des alternatives dans l'esprit de *S!lence* ? Nous aussi : travaillons ensemble, venez nous rejoindre : *association AuTour, maison des associations, 5, avenue Alsace-Lorraine, 38110 La Tour-du-Pin, tél : 04 74 96 64 39, autour.association@tiscali.fr.*

Rencontres

■ **Réf 343.03.** Je suis une "jeune" femme de 65 ans, sans manières, indépendante et sociable, écolo mais pas radicale. J'aime le théâtre, la musique et surtout les balades à la campagne et à la montagne que je souhaite partager… avec un compagnon. Pourquoi pas ? Le tout dans la bonne humeur et le respect mutuel. J'habite l'Isère, mais apprécierai de visiter d'autres régions. La revue sortira de son silence pour me rendre votre réponse et me la transmettre.

Recherche

■ Cherche à petit prix ou en échange troc, un poêle à bois ou à granulés même à réparer si en mauvais état. *Tél soir : 04 75 21 30 26.*

■ **Vendée, Maine-et-Loire.** Cherche groupement d'achats pour achats en gros, demi-gros de produits biologiques de préférence en Vendée et Maine-et-Loire, éventuellement Deux-Sèvres. Merci de me contacter : *Roselyne Rondeau, La Pierre Taillée, 85590 Saint-Malo-du-Bois, tél : 02 51 61 77 41.*

■ Actuellement en formation vannerie, je cherche osiériculteur bio pour apprendre ses techniques. *catherine.biquet@laposte.net, tél : 03 25 90 86 38.*

Emploi

■ **Die.** Fermier originaire du Kenya cherche travail : entretien jardin, débroussaillage, tonte, soins aux animaux, bricolage avec préférence matériaux écologiques, polyvalent, sérieux et autonome, parle couramment anglais, swahili et français. Accepte les chèques emplois-service. Papiers en règle. *Tél soir : 04 75 21 30 26.*

■ Charpentier, dessinateur, métreur expérimenté autoconstructeur propose ses services à particulier, sur région Clermont-Ferrand, pour construction ossature bois bioclimatique : avant-projet, permis de construire, métrés, estimatifs, aide et soutien à l'autoconstruction. Statut souhaité : salarié à titre temporaire. *Tél : 04 73 28 43 01.*

■ **Haute-Loire.** Homme, 50 ans, cherche employeur (formation en alternance, contrat de professionnalisation, début avril 07 à mars 08) "vendeur de produits bio". Départements 15-63-48-07-30-34-18-26-42-73-74-04-83 ou 84. *Alain Besson, tél : 04 71 05 16 36, alain.besson@free.fr.*

■ Coordinatrice projets internationaux (éco. sociale et solidaire, coopération, agro-écologie, éch. culturels, formation, enseignement, etc.), très dynamique, ch. emploi ou missions ponctuelles. Gde expérience professionnelle : montage+dévlpt projets, création réseaux, interface, rech. partenaires, organisation, communication, rédaction, animation équipe, gestion budget, etc. Anglais, espagnol, catalan écrits et parlés couramment + connaissance portugais, allemand, italien. Bonne connaissance Europe, Inde, Amérique Latine, Moyen-Orient, Maghreb. *Tél : 06 86 16 90 89, mjp.sindbad@yahoo.fr.*

Logement

■ Urgent, vendons ferme en bio, bât. + 5 ha : 112 000 € + location 20 ha sectionnaux + 5 ha autres. Idéal ovin/caprin fromages. Altitude 700 m, limite Auvergne/Limousin, accompagnement + mise sur rails par moi-même surtout si les acquéreurs ont une vue globale et collective de la vie rurale. Renseignements : *François, tél : 04 73 85 97 43, visites tous les week-end, village Barrot, 63330 Le Quartier.*

■ Appartement croix-roussien recherché à Lyon. Jeune journaliste indépendant recherche appartement à Lyon, non-fumeur, de préférence dans les Pentes de la Croix-Rousse ou plus bas dans le 1er arrondissement, avec 30 à 40 m^2 habitables minimum, et loyer entre 350 et 450 € par mois environ, libre tout de suite. Si le logement est chauffé au gaz ou au poêle à bois, et qu'il dispose d'un salon-cuisine, et de deux pièces ou chambres (même petites ou hautes avec mezzanine !), et d'une douche, avec un coin cheminée (qui sait ?), ce serait encore mieux ! Si vous avez un contact ou une adresse à me recommander pour m'aider à trouver, merci d'avance de me contacter ! Demandez *Esteban au 08 71 72 26 75* (freebox) ou écrivez-moi à *ptitgavroche@gmail.com* , merci !

■ Ludovic, 36 ans, cuisinier bio, non fumeur, célibataire, cherche logement gratuit contre heures de cuisine, ménage, repassage, etc. Etudie toute proposition. *Ludovic Brun, Castagnols, 48220 Vialas, tél : 04 66 41 03 69, après février : 04 77 53 03 95.*

A vendre

■ Nous vendons une caravane de toilette sèche (3 toilettes tout équipées avec bacs à sciure), la caravane ne peut plus être déplacée (problème de châssis) sinon elle est étanche et équipée d'un éclairage intérieur. Prix : 500 €. Nous la livrons dans un rayon de 100 km depuis Viviers en Ardèche, sinon, prix différent. *Tél : 04 75 49 46 92.* N'hésitez pas à laisser un message.

■ Particulier vend moulin à farine de forme ronde, électrique ("le grain") à meule de pierre, familial, état neuf, marque Hawos. *Tél : 04 75 25 38 93.*

Domaine des Courmettes

Avec 600 hectares, le domaine des Courmettes, entre Grasse et Vence, est la plus grande réserve naturelle volontaire des Alpes-Maritimes. C'est aussi un centre d'accueil et de stages, à la suite d'une longue histoire.

L'accès au domaine des Courmettes est pour le moins spectaculaire : une route en lacet, extrêmement escarpée, avant un plateau à près de 850 m d'altitude d'où l'on domine toute la Côte-d'Azur.

Les fouilles réalisées sur le lieu montrent que ce contrefort était déjà peuplé il y a 50 000 ans. Ancien domaine seigneurial au 13e siècle, il reste entre les mains de grandes familles jusqu'en 1918 où le domaine est acheté par la Fédération des églises protestantes de France, qui l'aménage en sanatorium pour y accueillir des soldats de la Première Guerre mondiale intoxiqués par les gaz utilisés dans les tranchées. L'altitude et le soleil (héliothérapie) sont alors expérimentés avec succès. Les bâtiments les plus anciens (18e siècle) sont réaménagés, avec de nombreuses terrasses. Les anciens combattants laissent peu à peu la place à de jeunes enfants atteints de tuberculose. Le directeur fondateur, le docteur Gérard Monod, est alors homéopathe et obtient là aussi de remarquables résultats.

L'accès difficile gène l'exploitation du lieu, la route s'effondre régulièrement et, à partir de 1929, le centre d'héliothérapie laisse la place à un centre de camps et de colonies de vacances pour les Eclaireuses de France. Le docteur Monod s'installera à Cannes et sera ensuite très actif dans les comités anti-fascistes. L'isolement du lieu fait que le centre de vacances fonctionne en grande autonomie, cultivant sur place fruits et légumes, blé, lavande, poules, lapins, vaches, chèvres… Le centre vivra même complètement coupé du monde pendant la Deuxième Guerre mondiale, avec des terres remises en cultures et cinq bergeries dispersées sur l'ensemble du site.

Marie Clem's



Marie Clem's

Les colonies se succèdent jusqu'en 1972, date à laquelle le site est provisoirement mis en veille afin d'y définir un nouveau projet.

Une biodiversité exceptionnelle

En 1976, l'association *Les Courmettes* se met en place, devient gérante des lieux et ouvre un centre d'accueil de groupes. A partir de 1986, elle commence à s'investir dans le domaine de l'éducation à l'environnement et rencontre le CEEP, Conservatoire d'étude des écosystèmes de Provence (1), avec qui elle commence un long inventaire faunistique et floristique du lieu. Des équipes scientifiques se succèdent pour cela et le CEEP propose alors de créer une réserve naturelle volontaire pour protéger la biodiversité exceptionnelle du site : l'isolement du lieu a fait qu'il a toujours été cultivé sans pesticides et donc sans dégâts pour les espèces présentes. On peut y voir l'aigle royal, le lézard ocellé ou encore la rainette méridionale, le lys de pomponne et des orchidées sauvages. 723 espèces animales et 532 espèces végétales ont été recensées sur le site, dont près de cent espèces protégées. Une première convention est signée en 1989, une demande de classement est faite en 1993 et le 4 septembre 1996, un arrêté préfectoral agrée l'association. Le site de 600 hectares, entre 350 m et 1248 m d'altitude, devient alors la plus grande réserve naturelle volontaire des Alpes-Maritimes. Le site a été proposé au classement de Natura 2000.

Le domaine aujourd'hui

Actuellement, le domaine des Courmettes a confié en fermage les pâturages et une ferme voisine. Le centre d'accueil peut recevoir 90 personnes dont 42 en

(1) CEEP, 890, chemin de Bouenhoure-Haut, 13090 Aix-en-Provence, tél : 04 42 20 03 83.

dortoirs, l'autre moitié en chambre de 2 ou 3 lits. Cinq salles polyvalentes sont équipées pour accueillir des réunions.

S'il dispose d'un agrément Jeunesse et sport, l'absence d'un agrément Education nationale limite la venue de classes vertes qui, pourtant, y trouveraient un lieu magnifique à leur disposition.

Le centre fonctionne actuellement avec huit salariés. Outre l'accueil et le logement, un restaurant est ouvert sur place pour les occupants. Quelques activités sont proposées : visites de la réserve et randonnées, journée à la ferme, fabrication de pain. Cette dernière est assurée par Christian Vinciguerra, au sein d'une association indépendante, *L'Ami du pain*, qui, outre les stages sur place, se déplace également à la demande dans tout le sud-est pour former les gens qui souhaitent faire leur pain eux-mêmes (2). Les promenades sont réglementées : les chiens sont interdits pour ne pas effrayer les troupeaux. VTT, motos et autres véhicules à moteurs sont interdits. Il est demandé de rester sur les chemins balisés et de ne pas cueillir de fleurs.


Marie Clem's

Christian Vinciguerra.

Des chantiers verts sont régulièrement organisés pour l'aménagement et l'entretien des sentiers. Les bénévoles sont alors nourris et logés sur place.

Pendant l'été et les vacances scolaires, le centre regorge d'activités, mais entre ces périodes, il a du mal à fonctionner d'où un projet de rénovation des chambres pour atteindre un niveau de confort supérieur permettant d'accueillir des séminaires d'entreprises et des stages tout au long de l'année. Un lieu qui dégage assurément une sensation de bien-être, entre le ciel et la mer.

Michel Bernard ■

Centre d'accueil, domaine des Courmettes, 06140 Tourrettes-sur-Loup, tél : 04 93 24 17 00.

(2) L'Ami du pain, tél : 04 93 95 19 92. L'association propose également des animations avec de la musique dans la nature.



Vacances

Accueil paysan

Accueil paysan est un réseau national qui s'est mis en place autour d'une charte prévoyant pour les paysans qui font de l'accueil en ferme la volonté d'échanger avec les vacanciers dans un esprit convivial et de partage des savoirs-faire. Le siège d'Accueil paysan est à Grenoble. Voici les adhérents de la région.

■ Les Ruchers, Florence et Jean-Claude Bonnard, Le Seillarot, 06910 Sallagriffon, tél : 04 93 05 81 29. *Gîte paysan 4 à 6 personnes.*

■ Bianchi Catherine et Patrick, Le Suquet, 83630 Artignosc, tél : 04 94 80 74 11. *Auberge paysanne dans le parc régional du Verdon, 30 personnes maxi.*

■ Damey France et Rionda Jean-Charles, piste des Condamines, 83610 Collobrières, tél : 04 94 48 09 47. *Dortoirs, table et chambres paysannes.*

■ Chaffard Luc et Nelly, hameau de Bounas, 83630 Bauduen, tél : 04 94 70 21 96. *Gîte paysan de 85 m².*

■ Marie Jean-Claude, Bastide de l'Estré, chemin de la Croix-des-Pins, 83630 Aups, tél : 04 94 84 00 45. *Gîte 2 à 6 personnes.*



Naturisme

■ Club Horizon, 48, boulevard Paul-Montel, 06200 Nice, tél : 04 93 72 53 58.

■ L'Origan, La Combe, 06260 Puget-Théniers, tél : 04 93 05 06 00.

■ Le haut Chandelalar, chemin de la Loubre, 06850 Briançonnet, tél : 04 93 60 40 09.

■ Club du soleil de Toulon, Domaine de l'Escride, 83210 Belgentier-en-Provence, tél : 04 94 48 97 24.

■ Mer et soleil de Monaco, villa Florentine, 200, avenue Raimu, 83220 Le Pradet, tél : 04 94 21 00 15.

■ Villa Léandru, Michelle et Guy Constantinesco, quartier Enfermon, 83310 Grimaud, tél : 04 94 43 33 81.

■ La Tuquette, RD 562, km 64, 2, Les Suanes Hautes, 83340 Fayence.

■ Terran Mignon, Union des commerçants du Levant, 83400 Ile du Levant, tél : 04 94 05 91 36. *L'un des plus vieux camps naturistes au monde : depuis 1931.*

■ Amicale de la plage naturiste des Vieux salins, 37 a, Les Villas de Costebelle, 380, route de l'Almanarre, 83400 Hyères, tél : 06 09 15 85 63.

■ La Haute Garduère, RD 562, 83830 Callas, tél : 04 94 67 95 20.

Gîtes Panda

Les Gîtes de France ont passé un accord de partenariat avec le WWF, Fonds mondial pour la nature, pour développer des Gîtes Panda. Pour bénéficier de ce label, il faut être situé dans un environnement naturel de qualité, à proximité de sentiers pédestres, disposer d'une documentation et d'informations sur l'observation de la nature, avoir un habitat soucieux de la protection de l'environnement.

■ Entraunes, hameau d'Estenc, Gîtes de France, BP 1602, 06011 Nice cedex 1, tél : 04 92 15 21 30. *Un chalet à 1800 m d'altitude dans le Mercantour pour 2 à 4 personnes gérée par une accompagnatrice de montagne.*



■ Fontan, hameau de Berghe inférieur, Guilaine Diesnis, 15, descente de l'Eglise, Berghe inférieur, 06540 Fontan, tél : 04 93 04 54 65. *Hameau perché à 860 m d'altitude, 3 chambres doubles. Proche vallée des Merveilles.*

Campings clefs vertes

Depuis 1982, la Fédération pour l'éducation à l'environnement en Europe a mis en place le label "Clefs vertes" qui concerne la qualité de vie, la gestion environnementale des déchets (réduction à la source, recyclage, tri), l'économie de l'eau, de l'énergie...
On en trouve dans le Var :

■ Camping Holiday green, route de Bagnols, 83600 Fréjus, tél : 04 94 19 88 30. *4 étoiles.*

■ Camping Sunêlia douce quiétude, 3435, boulevard Jacques-Baudino 83700 saint-Raphaël, tél : 04 94 44 30 00. *4 étoiles.*

■ Camping municipal La Petite Colle, route de Sainte-Baume, BP 29, 83860 Nans-les-Pins, tél : 04 94 78 65 98. *Une étoile.*

Et également

Alpes-Maritimes

■ Itinérances, Villeplane, 06470 Guillaumes, tél : 04 93 05 56 01. *Randonnées avec ânes.*

■ Association La Pierre et le Sable, Alain Creton, 31 bis, boulevard du Fossan, 06500 Menton, tél : 04 93 35 39 34. *L'association organise des randonnées familiales avec hébergement dans l'arrière-pays : parc du Mercantour, vallée des Merveilles, rencontre avec l'olivier, plantes et aromates.*

Var

■ L'Ai del Coualo, Myriam et Christian, 7, impasse du Pical, 83136 La Roquebrussane. *Randonnées avec ânes.*

■ Baladin balad'âne, Véronique et Michel Lasina, 8, allée des Béguines, 83640 Plan d'Aups-Sainte-Baume, tél : 06 72 93 64 27. *Randonnées avec ânes.*

Centre d'accueil trimurti.


DR

■ Trimurti, chemin du Val-de-Perier, 83310 Cogolin, tél : 04 94 54 44 11. *Centre d'accueil d'une capacité de cent places sur 40 chambres, sur un site de 10 hectares, séminaires de santé, développement personnel, nourriture essentiellement végétarienne.*

Terre sacrée

L'association *Terre sacrée* a pour but de faire connaître l'état d'urgence dans lequel se trouve la vie sur terre et participer concrètement à la mise en œuvre d'une dynamique nouvelle, constructive, basée sur l'entraide ; lutter pour que soit préservé — ou restauré — tout art de vivre respectueux de l'environnement, tout haut lieu sauvage, toute espèce rare, toute diversité culturelle, afin que, sous les routes de la normalisation, ne soit plus écrasés aucune petite voie, aucun peuple, art, artisanat, expression naturelle, technologie propre, rite traditionnel ou connaissance directe au service du vivant... *Terre sacrée* propose une exploration fluide, basée sur la communion et le son ; elle soutient tout élan spontané de créativité, pour peu qu'il vienne du cœur ; *Terre sacrée* défend toute cause vraie, quelle qu'en soit la couleur.

■ Terre sacrée, Cédric Mercier, quartier les Basses-Règues, chemin des Cournillières, 83149 Bras.



Usagers des transports

La Fédération nationale des associations d'usagers des transports fédère de très nombreuses associations qui militent contre les aménagements routiers et font la promotion des transports collectifs. La Fnaut est représentée localement par :

■ Association pour le développement des transports publics, J.-P. Lescat, 11,26, avenue de Fontmichel, 06130 Grasse.
■ Adev, Association de défense de l'environnement Villeneuve, 17, avenue de Bellevue, 06270 Villeneuve-Loubet, tél : 06 86 85 35 21.
■ Aboutir, J.-J. Couasnon, Le mas des Cytises, 340, chemin du Plan, 06370 Mouans-Sartoux.
■ Travisa, MJC/FJT, 3, rue Soutrane, Garbejaïre, 06560 Valbonne Sophia-Antipolis.
■ Toulon Var déplacements, 9, boulevard Miramar, 83000 Toulon.
■ Association des voyageurs du moyen Var, quartier Belle-Barbe, 83340 Le Thoronet.
■ Association hyéroise pour le transport ferroviaire, gare SNCF, place de l'Europe, 83400 Hyères.

Parcours sans voiture

En liaison avec les projets européens de véloroutes, le conseil général du Var met progressivement en place un parcours cyclable le long du littoral. Tout le département devrait être traversable à vélo en site propre. Pour le moment, il reste encore de nombreux morceaux de parcours à réaliser. Sur 200 km, environ un tiers existe aujourd'hui. En parallèle à ce parcours cyclable, un sentier pédestre est également en voie de réalisation. Il viendra compléter les 1550 km de sentiers déjà balisés dans le département.

■ Groupe d'études pour le chemin de fer de Provence, 63 bis, boulevard du Jardin-Exotique, 98000 Monaco.

Et également

■ Coordination pour un schéma intermodal des transports, villa Alexandrine, place du Grand-Jardin, 06140 Vence. *Fédération des associations et des personnes contre l'extension des réalisations autoroutières et propositions alternatives.*
■ Vivre en Tinée, 1, ruelle du Château, 06420 Isola 2000. *Collectif des opposants au projet du tunnel sous le Mercantour et recherche d'alternatives dans un souci de protection de l'environnement.*
■ Association de défense contre les nuisances aériennes, 555, chemin des Meaymes, 06550 La Roquette-sur-Siagne.
■ Collectif contre l'A58, Monique Touzeau-Scheffer, 8, montée de la Citadelle, 06610 La Gaude. *Lutte contre l'A58 et les projets de développement autoroutier.*
■ Association d'élus locaux pour la gestion et le financement d'alternatives au projet d'autoroute A8 bis, Gefida, Mairie, 06620 Le Bar-sur-Loup.
■ Association d'opposition au TGV, maison des associations, Grande-Rue, 83170 Vins-sur-Caramy.
■ Ligue contre la violence routière, C. Sandel, Mairie, 83400 Hyères.

Mouvement national de lutte pour l'environnement

Mouvement né en 1981, proche des communistes, ce qui explique que sous couvert de croyance à la bienveillance de la science, il soit absent des luttes antinucléaires. Meilleur dans

Education à l'environnement

Les acteurs de l'éducation à l'environnement sont regroupés au sein du Graine, Groupement régional des animateurs nature et environnement. Sont adhérents :

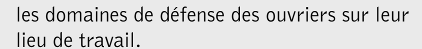
Dans les Alpes-Maritimes

■ Planète sciences Méditerranée, 9, rue Gazan, 06130 Grasse, tél : 04 92 60 78 78.
■ Arbre, Association pour la réhabilitation les bienfaits et le respect de l'environnement, Les Moulins, bât 9, 70, boulevard Paul-Montel, 06200 Nice, tél : 04 93 18 88 47.
■ Il était une fois la terre, 1, rue du Plan, 06220 Vallauris, tél : 04 93 64 06 20.
■ Centre de découverte du monde marin, 2 quai Entrecasteaux, 06000 Nice, tél : 04 93 55 33 33.
■ CPIE des Iles de Lérins et Pays d'Azur, 2, quai Saint-Pierre 06150 Cannes, tél : 04 93 06 31 51.
■ Méditerranée 2000, Les Mûriers, bât. E, 29, avenue des Cigales, 06150 Cannes, tél : 04 92 99 10 01.


DR

Dans le Var

■ Chekroun Caroline, quartier Leques, 83170 Tourves, tél : 04 94 78 98 06.
■ La Ferme de Beaugensiers, 1, RD 551, La Vignasse, 83210 Belgentier, tél : 04 94 48 94 44.
■ LPO, Ligue pour la protection des oiseaux, villa La Paix, rond-point Beauregard, 83400 Hyères.
■ Génération nature, mairie, 83440 Callian, tél : 04 94 76 41 61.
■ Planète sciences Méditerranée, 9, rue Gambetta, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 94 29 81.
■ Tremplin, 35, quai Hoche, 83500 La Seyne-sur-Mer.
■ ADEE, 517, boulevard de la Mer, 83600 Fréjus, tél : 04 94 53 55 74.
■ La Maison des lacs, mairie, place Sainte-Anne, 83630 Les Salles-sur-Verdon.



les domaines de défense des ouvriers sur leur lieu de travail.

■ MNLE, Mouvement national de lutte pour l'environnement, 5, rue Aussel, 06220 Vallauris, tél : 06 71 15 90 13.
■ MNLE, Georges Cappa, La Maurisque, Les Adrets de l'Esterel, 83600 Fréjus, tél : 04 94 40 92 11
■ MNLE, Dominique Marcellesi, 26, le Petit Pin Rolland, 83430 Saint-Mandrier, tél : 04 94 94 98 44.

Fédération des associations du Sud-Est pour l'environnement

Depuis une trentaine d'années, la Fédération des associations du Sud-Est pour l'environnement a coordonné de multiples combats : lutte contre les projets d'incinérateurs, participation au débat actuel sur le développement d'une ligne ferroviaire à grande vitesse...

■ Fasee, le hameau de Saint-Pierre, cidex 428 ter, 06330 Roquefort-les-Pins, tél : 04 93 77 01 68.

Non à la ligne THT

Depuis une vingtaine d'années, l'arrière-pays varois est menacé par le passage d'une ligne à très haute tension entre Boutre et Carros. En principe le Conseil d'Etat a annulé l'enquête publique le 10 juillet 2006, mais les changements politiques peuvent encore faire renaître le projet : la panne de courant qui a eu lieu début novembre a été l'occasion pour EDF de revenir à la charge en expliquant qu'il manquait toujours des lignes pour éviter les déconnections en série. Le conseil général des Alpes-Maritimes a, lui, annoncé qu'il prenait acte de la décision et qu'il s'orientait vers une politique de maîtrise de l'énergie.

■ Non à la ligne THT, maison de pays, 83440 Fayence.

Arc-en-Ciel

L'association *Arc-en-Ciel* a été créée en 1995 suite à la mobilisation contre l'abattage des micocouliers et des platanes lors des travaux d'élargissement de la RN8, entre Evenos et Le Beausset. Dès lors, elle a élargi son champ d'action et ses préoccupations à la protection et l'amélioration de l'environnement, du cadre de vie et du patrimoine sur le canton du Beausset. Elle propose des mesures visant à réduire les nuisances et pollutions de tous ordres. Elle essaie de défendre le potentiel agricole et les espaces naturels en résistant à la spéculation foncière. Elle se bat contre les nuisances du circuit et de l'aéroport du Castellet, elle soutient l'Amap locale. Elle organise des soirées-débats sur les problèmes locaux.

■ Arc-en-Ciel, espace Mistral, 2, rue Saint-Louis, 83330 Le Beausset, tél : 04 94 98 65 98.

Mouvement d'actions pour la rade de Toulon

Mart, Mouvement d'actions pour la rade de Toulon et le littoral varois, fédère 75 associations impliquées dans des problèmes environnementaux locaux : associations de défense de l'environnement, comités de quartier, association d'usagers de la mer, associations d'insertion par l'environnement...

■ Mart, 10, cité Montéty, 83000 Toulon, tél : 04 94 09 06 31.


Marie Clem's

Terre en fête

L'association Terre en fête cherche à promouvoir l'idée d'une meilleure utilisation des ressources naturelles, sans gaspillage, et un mode de vie respectueux de la nature et des êtres vivants, pour perpétuer le bien-être de l'individu dans un environnement toujours sain et prospère.

■ Terre en fête, Alison Prideaux, 2, rue Docteur-Rostan, 06600 Antibes, tél : 04 93 34 68 47.

Le Saxifrage

Le Saxifrage est une association qui a vu le jour pour la promotion de l'environnement méditerranéen. Elle propose des ateliers de promotion de l'agriculture biologique, de l'habitat bioclimatique, de l'équilibre et la santé du monde vivant.

■ Le Saxifrage, Hélène Martinelli, L'Enclaret, 06620 Gourdon.



■ APLBS, Association pour la protection des sites et du littoral du Brusc et de la presqu'île du cap Sicié, BP 225 Le Brusc, 83185 Six-Fours-les-Plages cedex, fax : 04 94 34 03 58. *Lutte principalement contre la bétonisation du littoral.*

■ Au Jardin d'Elie, chemin des Baumes, 83136 La Roquebrussanne,tél : 04 94 86 90 28. *Autodidacte, peintre, sculpteur et musicien, Elie Alexis a, tout au long de sa vie, mis en forme ce jardin aujourd'hui géré par une association. Entre esthétisme et ethnobotanique.*


DR

Et également

Alpes-Maritimes

■ Art'Verre, Monique Torre, 50, boulevard Borriglione, 06100 Nice. *Aide aux personnes en difficulté par la création d'activités liées à la récupération du verre, à sa refonte et à la création d'objets utilitaires ou décoratifs.*
■ Sémina, Béatrice Mazel, 15, avenue Miltat, 06100 Nice. *Centre de réflexion interdisciplinaire pour la recherche d'actions innovantes reliant l'environnement, l'art et la nature.*
■ Grasse environnement nature écologie, 12, avenue Guy-de-Maupassant, 06130 Grasse.
■ Capre, Collectif associatif pour des réalisations écologiques, villa Inch'Allah, 32, avenue Joseph-Bougearel, 06140 Vence.
■ SOS environnement, Francine Costagliola, 435, chemin de la Gaude, 06140 Vence.
■ Vétérinaire pour tous, Dr Bègue, 386, avenue de la Mer, 06210 Mandelieu-la Napoule.
■ Médiplant, villa Symphonia, 23 bis, allée des Oliviers, 06220 Vallauris. *Promouvoir et préserver les espèces végétales utilisées pour la santé ainsi que les processus écologiques qui les caractérisent.*
■ Association de défense du bassin de la moyenne vallée du Var, mas La Troïka, quartier Le Gralet, 06260 Puget-Theniers, tél : 04 93 05 10 54.
■ Iratapignate, M. Gispalou, Le Fontvieille, 114, chemin de Fontvieille, 06320 La Turbie. *Valoriser et protéger le patrimoine spéléologique et archéologique de la Turbie et de ses environs.*
■ Bendejun environnement, Christian Dragoni, 1010, avenue René-Fatou, 06390 Bendejun.
■ Association pour la protection de la baie de Cannes, 6, boulevard du Midi, Le Tanit, 06400 Cannes.
■ Les 2000 pattes, mairie, place Adrien-Barralis, 06440 Luceram. *Actions visant à rapprocher les générations entre elles autour d'actions de défense de l'environnement et du cadre de vie.*
■ Les Amis des sources, Le Baous, 06440 Peillon. *Etude et défense des eaux souterraines et de leurs émergences naturelles.*

■ Dialogue et Nature, Guy Rottier, chemin Laban, 06450 Belvédère. *en relation avec la politique Natura 2000, favoriser le dialogue pour promouvoir la protection de la nature et le maintien de l'activité économique en zone de montagne.*
■ Conservatoire de l'architecture à la chaux, 3, rue de Laforge, 06450 Roquebillière.
■ Les ânes de France, mas Saint-Gabriel, hameau des Amphons, 06460 Escragnolles. *Défense de l'âne.*
■ L'Arc-en-Ciel, Le Col, 06500 Castillon. *Association pour la création d'un parc pédagogique sur la flore rurale.*
■ Association pour la création d'une réserve internationale en Méditerranée occidentale, 306, avenue Mozart, 06600 Antibes, tél : 04 93 33 49 49.
■ Cap Antibes environnement, L'Aiglon, 12 bis, boulevard Wilson, 06600 Antibes.
■ Naturama, 1411, chemin des Rastines, 06600 Antibes. *Défense du patrimoine naturel.*
■ L'Ecoloup, 29, rue des Abris, 06620 Le Bar-sur-Loup.
■ Eden, Etude et découverte de l'environnement naturel, Colette Polidori, route d'Ubian, quartier Le Cartel, 06660 Saint-Etienne-de-Tinée.
■ Jardins familiaux du domaine des Gagères, 06670 Saint-Blaise.
■ Association azuréenne pour la défense de l'environnement et du cadre de vie, chemin du Jaquon, 06700 Saint-Laurent-duVar.
■ La Forêt, 300, allée Léon-Funel, 06750 Andon, tél : 04 93 60 74 86. *Association qui fait la promotion des emplois en zone de montagne dans le cadre d'une meilleure gestion et protection de l'environnement.*
■ Association pour l'avenir du Val-d'Esteron, mairie, 06830 Bonson.
■ Roc, Rassemblement des opposants à la chasse, Eloi Monod, Les Collettes, 06850 Saint-Auban, tél : 04 93 60 43 96.
■ Sous l'olivier exactement, 104, Les Hauts-de-Saint-Michel, 06950 Falicon. *Défense du patrimoine et du paysage méditerranéen.*

Var

■ La Chèvre du plateau de l'Issole, mairie, 83136 Gareoult. *Promotion de la chèvre en forêt pour la création et l'entretien de pare-feu.*
■ Masse critique, Fabien Galliot, 96, rue Denans, 83140 Six-Fours-les-Plages.
■ Nature passion, La Commanderie, Les Engraviers, 83150 Bandol.

■ Sauvegarde du patrimoine en pierre sèche, musée des arts et traditions populaires, 15, rue Roumanille, 83300 Draguignan.



■ Les Naturalistes de l'ouest varois, La Bastide, rue Jenner, 83150 Bandol.
■ Les Amis de Coudon, mairie, place de Gaulle, 83160 La Valette-sur-Var. *Association fondée en 1992 pour la protection du mont Coudon (702 m d'altitude au nord-est de Toulon). Avec des chantiers de réinsertion, a créé des vergers conservatoires avec plus de soixante variétés d'oliviers, de cistes, d'amandiers, de figuiers, de mûriers, le tout relié par un sentier découverte, avec des visites guidées.*
■ Amicale de la Reppe, 360, chemin de la Mandragore, 83190 Ollioules, tél : 04 94 63 30 36. *Association créée en 1984 pour la protection de la Reppe, un fleuve côtier à l'ouest de Toulon. Organise chaque année en octobre depuis 2001, Festisources, un festival sur l'eau avec expositions et conférences.*



DR

■ Les aigles du Val d'Argens, quartier Saint-Jean, 83570 Entrecasteaux. *Défense et promotion des rapaces.*

■ Amicale ornithologique La Provençale, hôtel de ville, 1, avenue de Gaulle, 83190 Ollioules.
■ Sur les chemins de la comédie, Anne-Marie Campoy, 1138, route du Gros-Cerveau, 83190 Ollioules, tél : 04 94 63 31 75. *Randonnées pédestres dans les sites naturels et création théâtrale en plein air.*
■ Comité écologique d'Ollioules, Elise Beltrame, montée des Palmiers, chemin du Roustidou, 83190 Ollioules.
■ Ecosoc, 63, chemin du Temple, 83200 Toulon. *Ecologie sociale et conseils en environnement.*
■ Cyclosoft, 86, avenue Docteur-Fontan, 83200 Toulon, tél : 04 94 93 10 00. *Promotion des modes de déplacements doux, mus par l'énergie humaine.*
■ Val d'As, Philippe Maurel, La Florane, B13, rue David, 83200 Toulon. *Association de défense des eaux souterraines au nord de Toulon.*
■ Octopussy, mairie annexe, boîte postale 48, 83220 Le Pradet, tél : 06 23 87 75 30. *Association créée en 1986 qui propose au public la découverte d'un sentier sous-marin permettant d'observer les trésors de la Méditerranée.*
■ La Londe environnement, BP 25, 83250 La Londe. *Lutte contre le bétonnage des côtes varoises.*
■ Crie-Terre, La Bastide, le Haut Pansard, 83250 La Londe. *Education et sensibilisation à l'environnement et au développement durable, protection des écosystèmes.*
■ Vivre avec la mer, 11, rue Théodore-Aubanel, Les Lecques Le Ceylard, 83270 Saint-Cyr-sur-Mer.
■ Ecomusée du haut pays varois, mairie, 83300 Châteaudouble.
■ Les Traits de Provence, François Cattaneo, quartier des Selves, route des Nourradonis, 83300 Draguignan. *Promotion du cheval de trait et de la traction animale en général.*
■ Les Amis de l'arboretum, mairie, 83310 La Mole. *Animation de l'arboretum animée par la mairie et l'école.*
■ Carqueiranne environnement, 2, Jas de la Bastide, 83320 Carqueiranne, tél : 04 94 58 47 25. *Défense de l'environnement à l'est de Toulon.*?
■ Association de défense de l'environnement d'Evenos, Georges Tuau, 376, chemin de Destel, Le Broussan, 83330 Evenos, tél : 04 94 90 39 23.
■ Association pour la promotion de l'utilisation des bovins dans le sylvopastoralisme, Jean Rouquette, Les Tassys, quartier Sainte-Anne, 83330 Evenos. *Entretien des masifs forestiers méditerranéens par les bovins, les chavaux et les ânes.*
■ Habiter le même monde, 1035, chemin de Bevo-Nuecho, 83330 Le Beausset.
■ Baleines et dauphins sans frontières, M. Serra, Les Escans, 83330 Le Beausset.
■ Ethique environnement, 308, chemin des Jardins, 83340 Le Cannet-des-Maures.
■ Art et paysage, domaine de Sainte-Marie, Les Veys, 83390 Cuers. *Soutenir et développer les travaux d'artistes ayant un rapport avec l'environnement.*
■ Institut de formation aux métiers de l'environnement, M. Alberigo, rue Lofi, 83390 Cuers.
■ Amis de la presqu'île de Giens, 10 bis, rue de Limans, 83400 Hières, tél : 04 94 00 61 96. *Assurent la protection du sentier du littoral et d'un sentier botanique, organisent des débats sur des questions environnementales locales ou non. Ont obtenu la protection des salins d'Hyères menacés d'un aménagement en marina.*
■ Fondation Cooper, 1, rue Michelet, 83400 Hyères. *Travaille à la protection des fonds marins. A révélé le rôle des possidonies, soutient les procédés de fixation des fonds marins, des plages et cordons littoraux, des herbiers et frayères des poissons.*
■ Eco l'eau, Les Canisses, chemin de Langoustier, île de Porquerolles, 83400 Hyères. *Défense du littoral méditerranéen.*
■ Association de protection des rivières du Var, domaine de l'Oratoire, 3, allée des Perches, 83400 Hyères, tél : 04 94 65 33 91.
■ Vallée verte, l'Ajoupa, route de Pierrefeu, Sauvebonne, 83400 Hyères. *Défense de la vallée de Sauvebonne.*
■ Parc national de Port-Cros, Castel Sainte-Claire, rue Sainte-Claire, 83418 Hyères cedex. *anime également à la même adresse le Med.Pan, réseau des espaces protégés en Méditerranée.*
■ Association Krappa'Hue, Ranch de l'Aubarède, 83440 Mons, tél : 04 94 85 35 36. *Association assurant le lien entre l'équitation et la découverte de la nature. En difficulté actuellement.*
■ La Terre n'est qu'un seul pays, 1, val des Mûriers, 83590 Gonfaron, tél : 04 94 78 33 90. *Association environnementale et culturelle selon l'approche des baha'is.*
■ Ecomusée du chêne-liège, 83590 Gonfaron.
■ Avenir Ecologie, Christine Sevette, La tour de Mare, 60, rue Renoir, 83600 Fréjus. *Protection des sites, de la qualité de l'air, de l'eau, des sols, protection des espèces animales et végétales, lutte contre les pollutions et les nuisances.*
■ Brin d'herbes, 315, rue Jean-Jaurès, 83600 Fréjus. *Education à l'environnement et à l'écologie.*
■ Amis du parc régional de l'Esterel, mairie, 83600 Les Adrets-de-l'Esterel.
■ Pays et gens du Verdon, 10,,, boulevard Georges-Clemenceau, BP 06, 83630 Aups, tél : 04 94 70 02 93. *Depuis 1991, éducation à l'environnement et à la citoyenneté et la conduite d'actions de développement local fondées sur l'environnement dans la région du moyen et bas Verdon.*



■ Village des tortues, BP 24, 83590 Gonfaron, tél : 04 94 78 26 41. *Parc animalier de deux hectares, élevage et protection de la tortue d'Hermann, reptile le plus menacé de France.*

■ Cade, Connaître, aimer et défendre l'environnement, Le Chêne-Vert, 83630 Les Salles-sur-Verdon.
■ Ecomusée de la Sainte-Baume, Nazareth, hostellerie la Sainte-Baume, 83640 Plan-d'Aups-Sainte-Baume.
■ Maison régionale de l'eau, boulevard Grisolle, 83670 Barjols, tél : 04 94 77 15 83. *Centre de ressource pour l'éducation à l'environnement et centre d'études sur les milieux aquatiques. Mélange d'études scientifiques et d'animations pour les scolaires.*
■ La Souris verte, quartier Rioumard-le-Bas, 83670 Varages.
■ Oreille au calme, André l'Official, 617, chemin des Voussiers, 83740 La Cadière-d'Azur. *Lutte contre les nuisances sonores.*
■ Association du domaine du Rayol, avenue des Belges, 83820 Le Rayol-Canadel, tél : 04 98 04 44 00. *Gestion du domaine du Rayol qui appartient au conservatoire du littoral. Jardins mis en scène par Gilles Clément. Sentier marin.*
■ Ecoforum, M. Chavoin, villa Aghia Marina, avenue Courmes, 83820 Le Rayol-Canadel-sur-Mer.

Mouvement français pour le planning familial

Le MFPF, Mouvement français pour le planning familial, est une association qui fédère des associations départementales. Le MFPF agit auprès des pouvoirs publics pour faire reconnaître les droits des femmes à la maîtrise de leur fécondité (contraception, avortement) et lutte pour l'élimination de la violence sexiste. Le MFPF accueille les femmes victimes de violence ; il favorise des groupes de parole, leur permettant d'agir solidairement pour elles-mêmes et pour les autres en brisant le silence.

■ MFPF, 25, rue d'Italie, 06000 Nice, tél : 04 92 09 17 26.
■ MFPF, 12, rue Peiresc, 83000 Toulon, tél : 04 94 89 70 00.
■ MFPF, 643, veille route de Grasse, 83300 Draguignan, tél : 04 94 67 04 57.
■ MFPF, Société de secours minière, rue Lamartine, 83340 Le Luc, tél : 04 94 73 45 53.
■ MFPF, Espace Les Romarins, 83400 Fayences-Tourettes, tél : 04 94 84 18 48.

Ecole des parents et des éducateurs

Les écoles des parents et des éducateurs sont des associations de médiation familiale. Cela passe par le rétablissement de la parole entre les deux parties, l'identification des besoins et intérêts de chacun, la reconstitution et la préservation du lien famille, notamment le lien parents/enfants. Lors d'une séparation du couple, les personnes sont invitées à réfléchir sur la notion de coparentalité et à essayer de négocier ensemble des accords sur la réorganisation familiale, toujours dans l'intérêt de l'enfant.

■ Ecole des parents et des éducateurs, 11, place d'Armes, 83000 Toulon, tél : 04 94 22 62 98.

Centre d'accueil pour femmes en difficulté

L'association SOS Femmes (en Haute-Marne) recense tous les lieux d'accueil d'urgence pour les femmes en difficulté. Il y en plus de 1000 en France, ce qui montre à l'évidence l'importance des problèmes de violence que subissent les femmes. Voici les adresses de la région :

■ Abej Côte d'Azur, 13, rue Vernier, 06000 Nice, tél : 04 93 88 67 96.
■ Femmes solidarité, 81, rue de France, bureau 312, 06000 Nice, tél : 04 93 52 17 81.
■ Asic, Association solidarité intégration citoyenneté, 60, boulevard Paul-Montel, 06000 Nice, tél : 04 93 71 44 44.
■ Centre maternel, 173, boulevard du Mont-Boron, 06000 Nice, tél : 04 93 89 34 85.
■ Association Villa Sainte-Camille, 68, avenue Corniche-d'Or, BP 37, 06590 Théoule-sur-Mer, tél : 04 92 97 36 36.
■ Avaf Etoile, 39, rue Adolphe-Giraud, 83300 Draguignan, tél : 04 94 50 88 73.
■ Accueil Fémina, 1099, chemin de la Planquette, 83130 La Garde, tél : 04 94 21 95 04.
■ Moissons nouvelles, 831, chemin des Plantades, 83130 La Garde, tél : 04 94 21 03 99.
■ La courte échelle, 67, avenue de la Résistance, bât B, 83110 Sanary-sur-Mer, tél : 04 94 34 77 52.
■ Agence Sainte-Rita, 27, rue Rouget-de-Lisle, 83000 Toulon, tél : 04 94 93 01 42.
■ L'Accueil dracénois, Immeuble Le Christal, 14, rue des Troupes-de-Marine, 83600 Fréjus, tél : 04 94 17 25 62.

Méditerranéennes médiatrices de paix

L'association *Méditerranéennes médiatrices de paix* a été fondée sur l'idée que le troisième millénaire devra être celui de la paix. Les médiatrices et les médiateurs, animés par leur désir de paix, leur amour de l'humanité et un profond sentiment de fraternité mettent en commun leur logique, leur volonté, leur énergie et la parole porteuse d'espoir, gage de la réussite de leurs actions.
La parole, ambassadrice de la paix, fera force de loi dans l'avenir et en particulier celle de la femme qui n'a aucun désir de voir mourir ses hommes et ses enfants. Le rôle de la femme n'est-il pas de perpétuer l'humanité et donc d'en refuser la destruction?
Les conflits naissent souvent de la méconnaissance et de l'ignorance de l'autre. Une des missions premières des Méditerranéennes médiatrices de paix sera d'aller sur le terrain pour y installer l'amitié, encourager les échanges à travers des projets culturels, d'aides diverses et de créer ainsi des liens autour de ce qui les unit et de leur patrimoine commun : la Méditerranée
La finalité de l'association est de former des équipes de femmes et d'hommes prêtes à partir dans les pays méditerranéens où des conflits seraient prêts à naître.

■ Les Méditerranéennes médiatrices de la paix, 534, route du Mont Macaron, 06730 L'Abadie, tél : 04 93 54 47 58.

Soroptimist

Soroptimist est une association féminine internationale et interprofessionnelle regroupant des femmes ayant des postes de responsabilité. L'association vise à promouvoir les droits humains et en particulier la promotion de la femme ; développer le sens de l'amitié et le sentiment d'unité en les Soroptimistes dans tous les pays ; maintenir vivant l'esprit de service et de compréhension humaine ; contribuer à l'entente internationale et à l'amitié universelle.

■ Soroptimist, Novotel Sophia-Antipolis, 290, rue Fedor-Dostoïeveski, 06560 Valbonne.
■ Soroptimist, salle A, paroissiale du Sacré-Cœur, rue Docteur-Chaudon, 06600 Antibes.
■ Soroptimist, Geneviève Boisset, Le Kalliste D, 267, boulevard Charles-Barnier, 83000 Toulon.
■ Soroptimist, Patricia Quillier, La Moutonne, 21, allée des Messugues, 83260 La Crau.

Union féminine civique et sociale

L'UFCS, Union féminine civique et sociale est une association créée en 1925. Elle a été reconnue d'utilité publique en 1947, agréée organisation de consommateurs en 1961, organisme de formation en 1976 et organisme de protection de l'environnement en 1978.
Elle a pour but de susciter la participation de tous à la construction d'une société démocratique, en partant de l'expérience de chacune. il s'agit de faire évoluer les mentalités, en y insufflant un esprit civique qui, appliqué aux domaines de la consommation, de la citoyenneté ou du travail, contribue à la construction d'une société plus humaine, où chacun a sa chance.

■ UFCS, 37, rue Pairolière, 06300 Nice, tél : 04 93 85 49 49.

Et également

Alpes-Maritimes

■ SOS Femmes battues, 81, rue de France, bureau 212, 06000 Nice, tél : 04 93 52 17 81.
■ Femmes créoles, Gaby Montagnac, rés. Althoea II, bât 2, esc. 4, 202, boulevard de la Madeleine, 06000 Nice.
■ MSAANDA, Entraide et échange avec les femmes de Bambao, Martine Moutheau, Le Righi-Palace, 88, boulevard Magenta, 06100 Nice. *Solidarité avec les femmes des Comores.*
■ Fierté gay et lesbienne, Stéphane Patucca, 4, boulevard Saint-Charles, 06110 Le Cannet, tél : 06 26 23 23 33.
■ CIDF, Centre d'information sur les droits des femmes, résidence Saint-Augustin, Bât 20, Esc 14, 20, avenue des Mahonias, 06200 Nice, tél : 04 93 71 55 69. *Centre institutionnel.*
■ CIDF, 53, avenue Michel-Jourdan, 06150 Cannes, tél : 04 93 47 52 47.

■ Aglae, Association gay et lesbienne azuréenne d'expression, La quieta, 39, avenue du Mont-Alban, 06300 Nice, tél : 06 13 33 25 10.



■ AFFDU, Association françaises des femmes diplômées des universités, Michèle Mailfert, 50, boulevard du Soleil, 06150 Cannes.
■ Espace femmes 2e génération, 11, place Ile-de-Beauté, 06300 Nice.
■ Fierté gay et lesbienne, 11, rue Hélène-Vagliano, 06400 Cannes, tél : 04 93 45 06 97.
■ Femmes avenir montagne écologie, Villa Ma Virnani, hameau de Morignole, 06430 Brigue.
■ Elles aussi Alpes-Maritimes, Michèle Voisin, 557, avenue de la Libération, 06700 Saint-Laurent-du-Var, tél : 06 07 57 91 30. *Association qui milite pour la parité des femmes et des hommes en politique.*
■ ISI, 53, avenue de Verdun, 06800 Cagnes-sur-Mer, tél : 04 93 20 20 67. *Aide aux femmes en difficulté.*

Var

■ Atout femmes, Valérie Bellangor, 1047, avenue de la Résistance, bât C, 83000 Toulon. *Promotion de la parité des femmes en politique.*
■ Mouvement du Nid, 18, place de la Visitation, appt I.3, 83000 Toulon, tél : 04 94 92 29 80. *Mouvement d'aide et de réinsertion pour les prostituées.*
■ Association des femmes seules et femmes chefs de famille, La Poste, rue J.-Courreau, 83110 Sanary-sur-Mer.
■ Horizons de femmes, Le Pin d'Argent, 4, impasse Pierre-Loti, 83150 Bandol. *Promotion et défense des droits humains.*
■ Femmes d'aujourd'hui, 46, rue Picot, 83200 Toulon, tél : 04 94 22 17 82.
■ Association d'aide aux homosexuels, Cyril Schaeffer, HLM La Marquisanne, bât. A2, Escaillon, 83200 Toulon.

Parcours de femmes

Parcours de femmes est une association qui a pour but d'aider les femmes et plus généralement toute personne, à leur insertion sociale, professionnelle et à leur formation. Les actions visent en particulier les personnes relevant de l'allocation parent isolé, du revenu minimum d'insertion et du chômage de longue durée. L'association peut aider à développer toute entreprise en particulier des entreprises d'insertion.

■ Parcours de femmes, avenue du Centre, ZA La Bocca, 06150 Cannes, tél : 04 93 48 03 56.

■ Résistance internationale des femmes à la guerre, 532, chemin de la Chapelle-Notre-Dame, 83200 Toulon.
■ Cadac, Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, Villa Vallon, 897, avenue de Grasse, 83300 Draguignan, tél : 04 94 68 44 40.
■ CIDF, 42, avenue des Iles-d'Or, 83400 Hyères, tél : 04 94 65 82 84.
■ Association de solidarité avec les femmes algériennes, Le Mont des Oiseaux, bât.E, avenue Esprit-Armando, 83500 La Seyne-sur-Mer.
■ Femmes plurielles, Laurence Dietrich, avenue de l'Eyguette, 83570 Correns.
■ Femmes plurielles, 54 bis, rue de la République, 83700 Brignoles, tél : 04 94 77 30 49.
■ Editions des sages-femmes, chemin de Saint-Esprit, 83860 Nans-les-Pins. *Edition et diffusion d'écrits de sages-femmes.*

Le Moulin des contes

Le Moulin des contes est une librairie associative des traditions populaires. Outre une librairie à Hyères, elle anime également une librairie itinérante présente dans de nombreuses rencontres culturelles. L'association organise aussi des soirées contes, un cercle de lecture et une bourse permanente d'échange gratuit de livres d'occasion.

■ Le Moulin des contes, 3 bis, rue du Puits, 83400 Hyères, tél : 04 94 35 79 28.

Et également

Alpes-Maritimes

■ Librairie du spectacle, 2, rue François-Guisol, 06300 Nice, tél : 04 93 55 11 48. *Spécialisée dans le théâtre.*
■ Librairie Masséna, 66, rue Gioffredo, 06000 Nice, tél : 04 93 80 90 16.
■ La Vagabonde, Bernadette André, 58, rue Docteur-Cagnoli, 06450 Saint-Martin-Vésubie, tél : 04 93 02 64 73.
■ Librairie Le Livre en Fête, 1, boulevard Président-Wilson, 06600 Antibes, tél : 04 93 34 94 49.

Var

■ Librairie Gaïa, 4, place de la Liberté, 83000 Toulon, tél : 04 94 92 85 56. *Librairie générale avec de nombreuses rencontres avec les auteurs de livres.*
■ Les Quatre Saisons du Revest, 669, route du Colombier, 83200 Revest-les-Eaux, tél : 04 94 98 99 63. *Lieu de vente de revues surtout liées à la scène alternative.*
■ Libraire Papiers collés, 21, boulevard Jean-Jaurès, 83300 Draguignan, tél : 04 94 68 62 05.
■ Librairie-galerie Telo Martius, 261, chemin des Oliviers, 83500 La Seyne-sur-Mer, tél : 04 94 30 73 73.

www.cuverville.org

Cuverville est le surnom d'un génie de la mer en bronze sculpté par Louis-Joseph Dumas, dressé sur le port de Toulon, un doigt pointant vers le large. En 2002, devant la menace que représente le Front national dans la ville de Toulon, certains esprits corrosifs décident de lancer une revue satyrique. Mais cela coûte trop cher et ils se replient rapidement sur le net où ils continuent à publier de fort bons articles sur les dessous de la politique locale.

■ Cuverville, BP 6027, 83064 Toulon cedex.

Et également

■ Alp'Azur écologie, 35, avenue Ratti, 06000 Nice. *Ce bimestriel a pris un temps la suite de Nice-Ecologie pour s'étendre à tout le département. Connaît des difficultés actuellement.*
■ Rouge et Vert, Les alternatifs, BP 2016, 06101 Nice cedex 2. *Des infos très locales, dans l'esprit des forums sociaux.*
■ Les amis de Radio-Zinzine, Cap-Sud, 16 B, chemin de la Baronne, 06110 Le Cannet. *Radio-zinzine, fort bonne radio, émet depuis Forcalquier, un peu plus au nord.*
■ Drac Radio (94 Mhz), 17, rue Tracastel, BP 18810, 06130 Grasse, tél : 04 93 36 84 85.
■ www.salade-nicoise.net, *né en 2004, ce serveur s'est mis en place pour qu'une "notre" ville soit possible. Il propose des infos militantes et anime une campagne de "dépeyratisation".*
■ www.nice.indymedia.org. *Quelques infos locales, mais surtout des reprises des autres serveurs indymedia.*
■ http://terresacree.org, chemin de Counillière, 83149 Bras, tél : 04 94 45 82 02. *Site présentant de très nombreux dossiers sur l'écologie et avec plus de 1000 liens avec des associations du monde entier.*



Radio-active

Radio-Active est née en 1991 à l'initiative d'une association de consommateurs. Elle propose alors des émissions plutôt orientées vers le secteur associatif et les communautés. Elle se veut "radio de toutes les couleurs". Peu à peu, les programmes musicaux prennent le dessus, provoquant un lourd débat entre bénévoles... jusqu'à un procès qui, en 2002, aboutit à la nomination d'un administrateur judiciaire, lequel en 2003, annonce la liquidation de l'association et la disparition des cinq emplois aidés. Une nouvelle équipe réagit alors et continue à faire fonctionner la radio de manière bénévole... avec surtout de la musique.

■ Radio-Active (100 Mhz), 136, avenue Elisa, 83100 Toulon, tél : 04 94 61 29 16.



Courrier

Festival de Ménigoute

Nous aimerions réagir à propos d'un coup de pub qui a été publié dans le numéro 339 pour le festival de Ménigoute. Vous êtes accueillis au Festival international du film ornithologique avec ce slogan : "un canton tout naturel". Or, ici-même, un grand projet de décharge est en cours. (...) Une entreprise privée (Véolia) envisage d'enfouir 80 000 tonnes de déchets industriels banals par an (le département en collecte environ 30 000 tonnes par an) et cela pendant 18 ans. (...) Nous, *Les Vieilles Fontaines*, association locale, sommes opposées à de tels projets. Nous avons donc alerté et interpellé les autres associations locales, notamment *Mainate*, organisatrice du festival, (...) et jusqu'à aujourd'hui aucune réponse, aucun soutien. Nous en sommes venus à penser que «qui ne dit rien consent» et cela fait plus que nous inquiéter. Cela nous interroge sur la finalité de ce festival, où l'on prône le respect et la protection des espèces menacées par les infrastructures réalisées par l'homme. L'association se tient à votre disposition pour plus d'informations.

Enora Groult
Les Vieilles fontaines, La Parlière, 79340 Fomperron,
tél : 05 49 69 15 70.

Economies ou choix politiques ?

Je viens de lire dans le n° 325–326 de Juillet 2005, page 82, la phrase suivante : «en ajoutant le temps de travail pour payer le véhicule, on se déplace à la vitesse d'un vélo ». Voilà bien la statistique, mathématiquement correcte, sophistiquée mais, finalement, trop abstraite et dénuée de sens. Pour la grande majorité des gens, le temps de travail n'est pas adaptable aux dépenses. Celui qui se déplace à vélo devra travailler autant d'heures que les autres. Il va économiser beaucoup d'argent, certes, il va gagner du temps dans les embouteillages ou en ne devant pas s'occuper d'un véhicule ; mais il va en perdre dès qu'il prendra les transports en commun, en ville et plus loin aussi à cause des problèmes d'horaires, d'attente et de changements. En conséquence, il ne me semble pas qu'on puisse «vendre» l'idée du sans-voiture en parlant d'économies de temps, ni même d'argent, encore que les économies soient de taille ! J'ai vu récemment une publicité pour IKEA qui disait, en gros «achetez une cuisinière moins chère et travaillez moins». Comme si le travailleur moyen pouvait téléphoner à son patron et lui dire «je ne viens pas cette semaine, je viens d'acheter une cuisinière moins chère» ! Alors, on pourrait aussi dire : «je ne viens pas ce mois-ci, je n'ai pas acheté de cuisinière du tout ». Dans les conditions actuelles, ces arguments ne sont que de la foutaise et ne peuvent pas convaincre.



Ce qu'il faut «vendre», c'est l'idée d'une vie plus simple et plus belle.
Ce n'est pas la peine de prétendre que sans voiture, on peut vivre tout aussi bien qu'avec. L'abandon de la voiture implique des changements dans tous les aspects de la vie quotidienne et, inévitablement, de la vie spirituelle. Avec une voiture, on peut se permettre d'aller visiter un château à 100 kilomètres. Sans voiture, on ne fera plus l'effort. Il faudra alors retrouver son enchantement tout près. C'est tout un programme de désintoxication car la visite du château s'inscrit elle aussi dans la logique de consommation : on consomme du monument historique comme on consomme des tableaux comme on consomme des vêtements. Il s'agit encore d'automatismes de gens en peine de divertissement qui ont perdu contact avec leur nature profonde. Avoir ou être, voilà la question.

Jocelyne Fortin ■
Grande-Bretagne.

Silence : *rappelons qu'en France, comme en Grande-Bretagne, environ 30 % de la population vit sans voiture (jusqu'à 50 % dans les grands centres urbains) et qu'il existe de nombreux métiers où le temps de travail est modulable (artisans, commerçants, fonctionnaires, professions libérales, agriculteurs...).*

Justice pour les palestiniens

(...) Pendant que le Liban en deuil, dévasté, ruiné par l'armée d'Israël, essaie tant bien que mal de panser ses plaies, les Israéliens meurtris d'en demander compte à leurs responsables, la «pluie d'été» se poursuit sur Gaza, oubliée. Un million et demi de Palestiniens sont prisonniers sur quelques arpents de leur «terre ensanglantée», sous ce déluge de fer et de feu, délibérément asphyxiés par le blocus financier décidé notamment par la Commission européenne. Déjà, avant la capture du soldat Shadit, «l'armée israélienne bombardait la bande de Gaza de façon indiscriminée (...) les tueries en masse (...) prenaient un tour systématique.» (1)
Depuis, les habitants sont à la merci d'une armée d'occupation plus déchaînée encore, qui «s'est livrée à des saccages partout à travers Gaza (...) tuant et démolissant, bombardant du sol et de l'air aveuglément». Elle a fait «du 25 Juin (au 2 septembre) 262 morts et 1200 blessés (...)» (2), coupables d'exister.
Le blocus ne laisse pénétrer ni vivres, ni ressources, et les fonctionnaires n'ont pas reçu de salaires depuis six mois. La misère s'installe, «les gens connaissent déjà la famine». Des observateurs israéliens parlent de génocide à bas bruit et, prédit Ilan Pappe «si l'actuelle escalade (...) de sa politique génocidaire doit être tolérée par le monde, alors Israël l'utilisera de façon encore plus terrible» (3).
Ensemble, réagissons, tout de suite, ne «restons pas silencieux» (...).
Victimes libanaises et palestiniennes, bien sûr, mais israéliennes aussi : l'aveuglement de leurs dirigeants et les pratiques terrifiantes de leur armée, ne cessent d'attiser la haine et la rancœur qu'elles ont suscitées. (...) C'est à nous, «peuple des nations Européennes», ensemble, d'amener l'Europe à retrouver sa vocation trahie. L'Union doit s'émanciper, se rappeler qu'elle a été conçue sous l'égide des Droits de l'Homme, pour maintenir et promouvoir la paix entre les peuples. Il faut faire cesser ce blocus mortifère. (...)
«Au nom de la mémoire de l'Holocauste, que le monde ne permette pas que le génocide se poursuive à Gaza !» (3)
Appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens, envoyé par

Anne Blanchard ■
Essonne.

(1) Gideon Levy, Journaliste israélien au quotidien *Haaretz*. «Altermonde-le village»
(2) Patrick Cockburn, journaliste anglais.
(3) Ilan Pappe, historien israélien, enseignant de l'université d'Haïfa, au Département des sciences politiques, et responsable de l'Institut Emil Touma pour les Etudes palestiniennes à Haïfa.

Vue décroissante

Je dévore *S!lence* dès sa réception... hélas à l'aide d'une loupe, une page sur trois environ. Pourriez-vous remédier à ce petit inconvénient par soucis de vos lecteurs-lectrices aux années croissantes et à la vue décroissante (les articles sur fond de couleur sont les plus pénibles à déchiffrer). Merci et bravo pour l'ensemble de la revue.

Liliane Kazcmarek ■
Drôme.

Silence : si on écrit plus gros, soit le nombre d'infos sera décroissant, soit le nombre de pages croissant et le prix de même. Si les plus jeunes ont meilleure vue, ils n'ont pas beaucoup de sous ! Alors que faire ?





S!lence a pour sous-titre écologie, alternatives et non-violence, ce qui résume bien mon état d'esprit. Je voulais cependant soumettre à réflexion le fait que la non-violence dans *S!lence* est très anthropocentrée (peut-être devrais-je écrire plutôt "humanocentrée"). L'exploitation des animaux est-elle compatible avec la non-violence? Est-elle plus "écolo-acceptable" que l'exploitation des humains?
L'anti-spécisme a mauvaise presse mais nos réflexions, excellemment alimentées par *S!lence*, ne nous amènent-elles pas à aller jusqu'au bout du raisonnement?
Certes, je ne doute pas que Jujube soit bien traitée et que dans l'élevage bio, on a plus de considération pour les animaux; mais un esclave même bien traité reste un esclave !
Alors, allons-nous attendre que les animaux manifestent dans la rue pour être attentif à leurs conditions de vie!
Vous avez peut-être "d'autres chats à nourrir", mais s'il vous plaît, je vous demande au moins d'y réfléchir. Même s'il ne faut pas "vendre la peau de l'ours avant d'avoir tué le chasseur", merci.

Romain Desbois ■
Essonne.

Farine

Espaces urbains

L'article de Jean Sivardière sur les espaces urbains (Silence n°339) me met mal à l'aise. Je comprends son souci de limiter les espaces pavillonnaires, coûteux en place et en transports, mais il me semble que sa réflexion oublie bien des aspects de ce problème :

• L'exode rural et l'agriculture industrielle, qui non seulement ont vidé nos campagnes pour faire une main-d'œuvre pas chère pour l'industrie, mais aussi ont transformé la campagne en désert (...). En Bretagne, certains géographes disent que la région a plus changé en 50 ans qu'en 500. En s'attaquant à l'agriculture, c'est toute la société rurale qui s'est trouvée menacée.
• En France, pays centralisé et totalitaire par excellence, toute différence est niée. On tente de nous imposer un modèle d'habitat centralisé avec ses mégalopoles. Or, ce modèle n'en est pas un pour bien des régions. Toujours en Bretagne, ce qui prévaut, c'est un réseau de petits villages et de hameaux, et ce bien avant l'invention des véhicules automobiles.
• Nulle part, il est question de l'aspect social de l'habitat. Pourtant ce problème est bien réel : défaut de logements sociaux, spéculation immobilière sur les centres villes obligeant les pauvres à s'éloigner, impossibilité pour les jeunes salariés de se loger sans caution solidaire de leurs parents. Ce problème est tel que certains employés saisonniers sont obligés de dormir dans leur voiture, ou de camper, par défaut de logement, en zone touristique.
• Spéculation immobilière en région touristique, qui fait que les locaux ne peuvent plus se loger, pendant que les touristes s'approprient l'habitat. Sur la commune de Bangor à Belle-Île-en-Mer, 60% des maisons sont des résidences secondaires.
• Le problème des villes n'est pas seulement lié aux espaces pavillonnaires. Les zones commerciales hideuses, avec leurs hypermarchés et leurs multitudes de bretelles d'autoroute participent largement à la stérilisation des terres (elles sont le plus souvent construites sur la terre agricole, voire pire en zone humide). Elles participent au problème de l'eau qui devient si crucial : pollution, alternance sécheresse et inondations, gaspillages.

En France, il y a suffisamment de logements pour tout le monde. Le vrai problème est la répartition et la mainmise sur ce bien collectif qu'est l'espace par une poignée de cumulards. Il est légitime pour les familles de réclamer des conditions d'habitat décentes et un peu d'espace vert. Il est choquant que certains s'approprient cet espace aux dépens du plus grand nombre.

Rose-Marie Ragot ■
Morbihan

Pourquoi S!lence ?

Une question toute simple : pourquoi Silence s'appelle-t-elle ainsi ?

Marie-Christine Terrier ■
Saône-et-loire.

S!lence : *Le nom «Silence» avait plus de sens à l'époque où la revue à été crée, en 1982. Il faisait écho au nom d'une grande revue écologiste («La Gueule Ouverte») et au titre d'une très belle bande dessinée de Comès («Silence»). Le nom est resté...*

Emballage de la revue

Petite question pratique : j'ai écrit à plusieurs associations nationales diffusant leur revue sous film plastique, leur suggérant de remplacer ce dernier par une bande de papier entourant la revue pliée, ce qui serait plus écologique. Pour l'instant, je n'ai reçu qu'une réponse, expliquant que le film plastique «tient essentiellement à des questions de coût mais aussi à des normes de La Poste qui sont devenues très contraignantes dans le domaine. Il est aujourd'hui pratiquement impossible de router un journal plié cintré d'une simple bande de papier ».
Pouvez vous me confirmer ces fameuses contraintes de La Poste, et m'expliquer comment vous faites pour les surmonter ?

Antoine Brolli ■
Haut-Rhin.

S!lence : *C'est vrai que la Poste impose des normes de plus en plus contraignantes. Mais cela concerne l'adressage, censé faciliter la distribution par les facteurs. La Poste n'intervient pas dans le choix de l'emballage. Là, c'est plutôt le rôle des routeurs. Pour ces derniers le film plastique est le plus utilisé, parce qu'effectivement le coût est moindre. Mais rien n'interdit à la presse d'utiliser des bandeaux.*
Si cela ne se fait pas, c'est que le routeur n'est pas équipé mécaniquement pour mettre les journaux sous bandeaux, que cette opération est faite manuellement, donc à un prix plus élevé. D'où l'intérêt de faire l'expédition par soi-même dans la mesure du possible. C'est une question de choix et de volonté pour chaque périodique. A signaler que certaines revues, moins épaisses que nous, font encore mieux en tenant le journal plié uniquement par l'étiquette portant l'adresse.

Vive le végétarisme !

(...) Malheureusement, il semble qu'en France, les choix alimentaires soient considérés comme relevant du domaine privé et non du politique, et que le végétarisme dégage encore une image poussiéreuse et triste. Pourtant, il me semble que les arguments favorables sont tellement nombreux que ce mode d'alimentation devrait s'imposer comme une évidence, surtout à ceux qui se disent défenseurs de l'environnement (et qui le prouvent d'autres façons).
Précision sûrement nécessaire : ceci n'est pas une attaque, bien évidemment, mais se veut plutôt une interrogation bienveillante.
Les arguments qui font référence à la santé et au respect dû aux animaux peuvent en effet être considérés comme étant d'ordre privé, mais ceux qui touchent à la faim dans le monde, aux ressources en eau et à l'environnement en général concernent quand même six milliards de personnes !
La tranche de jambon, le rôti de bœuf ou la côte d'agneau n'ont en effet rien d'anodin. Même si on laisse de côté les conditions d'élevage, de transport et d'abattage de ces êtres vivants qui n'ont absolument rien demandé, on ne peut pas faire l'impasse sur leur «coût» environnemental, leur empreinte. Ces animaux, contrairement à ce que certains messages publicitaires aimeraient nous faire croire, ne consomment pas que les verts pâturages. Ils sont gavés de tonnes de céréales qu'il faut bien cultiver quelque part, qui exigent d'énormes quantités d'eau et qui polluent beaucoup.
Quelques exemples : pour produire une calorie de protéine animale, il faut en moyenne sept calories végétales, soit une perte de 86 %. Les bovins en parc d'engraissage sont les pires transformateurs : on a cité le chiffre de



Courrier

21 kg de protéines végétales nécessaires à un veau pour produire un seul kilo de protéines animales pour les humains. Les pays riches font élever directement une partie de leur bétail dans les pays en développement : la viande est ensuite exportée ou bien ce sont les cultures céréalières qui sont exportés vers les pays riches. Dans les deux cas, une partie de leur territoire sert à remplir les assiettes des pays riches. (…)
Parlons de la déforestation : au moins un tiers des forêts tropicales du Brésil ont été détruites au bénéfice de l'expansion du bétail. Un exemple parmi tant d'autres. Parlons de ces pays qui consacrent de plus en plus de terres à l'élevage du bétail et importent (et imposent de fait) du riz ou des pâtes à des populations qui n'ont plus d'espace pour cultiver leurs aliments traditionnels.
L'eau : selon la FAO, il faut 1 m3 d'eau pour produire 1000 calories d'aliments végétaux et 5 m3 pour produire 1000 calories d'aliments animaux. Il est donc nettement plus efficace de limiter ou de supprimer sa consommation de viande, que de penser à bien fermer tous les robinets de la maison. On considère qu'un français moyen consomme 2259 calories d'origine végétale et 1353 calories d'origine animale par jour (ration énergétique disponible), ce qui entraîne une consommations de 9024 litres d'eau. Si on remplace les calories d'origine animale par des calories d'origine végétale, on aboutit à un total de 3612 calories par jour et une consommation d'eau de … 3612 litres. Cette économie de 5412 litres, il faut combien de douches pour y arriver ? A titre d'exemple, pour un plat type, il faut 100 litres d'eau pour obtenir des fruits variés, 150 litres pour le pain, 500 pour les pâtes, les légumes variés ou le riz, 1500 pour une glace, 1800 pour un fromage et… 4500 pour le steak.
Il est donc facile d'économiser les ressources en eau de la planète, non ? (…) Ce ne sont que quelques exemples qui montrent bien les méfaits de la consommation de viande. Je n'ai pas parlé du poisson, mais les conséquences de la pêche sont du même ordre.
Je n'ai volontairement pas parlé non plus des énormes avantages que cela représente pour notre santé (un végétarien coûte beaucoup moins cher à la Sécurité sociale qu'un non végétarien), ni de l'abondance des aliments qui sont disponibles (…). Alors, où est le problème ? Pourquoi ce mode d'alimentation altruiste (on se fait plaisir en faisant du bien à tout le monde) n'est-il pas pratiqué que par un seul million de personnes en France (bien plus dans les pays anglo-saxons) ?

François Degenne ■
Indre-et-Loire.

Décroissance et santé

Concernant le numéro n°341, merci d'avoir abordé cette question de la décroissance en lien avec la santé. (…) En Suisse, (…) la loi fédérale sur l'assurance maladie, qui contraint tous les habitants à s'assurer auprès de l'une ou l'autre compagnie d'assurance privée, est fortement contestée, entre autres par des personnes qui militent pour une vie plus saine et se retrouvent devant les tribunaux. On peut se procurer des informations sur ces résistances auprès du Centre pour l'action non-violente, 52 rue de Genève, CH-1004 Lausanne

Michel Mégard ■
Suisse.

Des doulas et des sages-femmes


DR

Je voudrais répondre au courrier d'une élève sage-femme qui craint que le métier de doula se superpose au sien et empêche l'ouverture de postes de sages-femmes (*S!lence* n°339).
Je pense qu'il y a une mauvaise interprétation que j'aimerais rétablir : le métier de doula est complémentaire à celui de sage-femme, aucune doula ne peut prendre la place d'une sage-femme, voir la charte de l'association Doulas de France : «Les doulas soutiennent le travail des sages-femmes. Elles n'ont aucune compétence pour établir un suivi médical de grossesse ou pratiquer un accouchement. Les doulas n'accompagnent pas les mères/couples qui n'ont pas mis en place un suivi médical par une sage-femme ou un médecin.»
(…) La doula propose un soutien pratique, affectif et émotionnel dans la continuité (pré et post-natal), elle peut éventuellement être présente à l'accouchement si les parents le désirent. Son rôle est simplement celui d'une femme, aux côtés de la femme et de ceux qui l'entourent, elle est à l'écoute de ses désirs, de ses besoins et la suit dans ses choix. Ce sont des moments de complicité, de confiance et d'intimité de femme à femme. Elle peut aussi être très utile au moment du post-partum et accompagner la mise en route de l'allaitement. (…)
Le rôle de la doula auprès de la sage-femme se révèle la plupart du temps être une aide utile et appréciée de tous, médicaux et usagers. Donc les doulas et les sages-femmes, deux professions dans la complémentarité et le respect mutuel, au service d'une même cause : la naissance.
Pour plus d'infos : www.doulas.info.fr.

Isabelle,
sur le chemin du devenir Doula.
Creuse

Pub aguicheuse

La pub pour le nouveau magazine, en dernière de couverture (du n°341, NDLR), me choque. La (évidemment) jolie blonde qui pointe son doigt pour attraper de nouveaux consommateurs vous rapporte combien ?

Une personne lectrice de *S!lence* ■

Page 43, je découvre avec plaisir l'encart de l'association *En corps plus* pour aider les femmes rondes ou grosses qui désirent regagner estime. Très bien.
Mais au dos de la revue, je vois aussi une publicité pour un nouveau magazine végétarien et bio. Et que-voit-on ? Une jeune femme, qui, si elle n'a pas l'air anoréxique ne répond pas moins à tous les critères de la femme idéalisée pour notre société : mèches blondes, dents parfaites, regard charmeur (…). «Si seulement elle avait des formes, je dirais tout n'est pas perdu.» Georges Brassens. Comme pour José Bové, serait-ce le début de la fin pour *S!lence* ? je ne le souhaite évidemment pas…

Benjamin Mouren ■
Vendée.

Silence : il y a eu un accord d'échange de publicités avec cette revue… par téléphone, donc pas d'argent en jeu. A réception de leur pub, nous avons aussi été un peu surpris de ce choix très "communication pro".

Petites annonces

(…) Quelques-unes de vos lectrices relatent des expériences de contacts malheureux par l'entremise d'annonces que vous publiez ; c'est bien dommage que des hommes qui semblent s'être engagés dans un choix de vie respectueux notamment de la planète, fassent montre de si peu de valeur humaine. Quant au souhait pour un homme de plus de 45 ans de fonder une famille et d'avoir des enfants, j'estime que la réflexion doit être plus poussée (…). Pour ma part à 51 ans, je pense sincèrement avoir plus de disponibilité, de vécu, de recul, de réflexion… pour accompagner un enfant dans sa vie et lui permettre d'ouvrir un certain nombre de portes à sa curiosité, à son expérience personnelle ! (…)

Olivier Bonfils ■
Tarn-et-Garonne.

C'est avec stupeur que j'ai découvert une lettre de vos lectrices me désignant (dans le n°341) comme un être épouvantable. Si vous relatez les conversations téléphoniques des personnes qui tentent de se rencontrer par les annonces, bien le bonjour ! (…) Me voici après 20 secondes de conversation, jugé par cette dame, invectivé (…). Commençant à mentir sur son âge (20 au lieu de 50), elle manifesta tout de suite une animosité (…) et une rhétorique qui dissimulait mal l'envie d'en découdre. (…) Si cette lectrice avait des choses à me reprocher, qu'elle s'adresse d'abord à moi.

Un lecteur désabusé ■

La perte des sens

Ivan Illich
Ed. Fayard
2004 - 360 p. - 22€

Ce recueil d'articles est le dernier d'Ivan Illich : il est paru en français après sa mort. Plus qu'un testament, il s'agit d'une bonne synthèse de son œuvre, qui touche à peu près à l'ensemble des questionnements de l'auteur. Il est composé d'une bonne quinzaine de textes rédigés entre la fin des années 1980 et celle des années 1990, dans des circonstances visiblement assez diverses. Illich est un auteur d'une érudition classique impressionnante, qui transparaît quasi à chaque ligne, il serait donc difficile, dans cette courte recension, de donner une idée exhaustive du contenu de l'ouvrage. Quelques exemples suffiront.
Le long texte intitulé «l'histoire des besoins» vaut à lui seul l'achat du livre. Une version abrégée est parue en anglais dans l'ouvrage collectif «The Development Dictionnary» (qui sera peut-être traduit un jour en français sous le titre «Le dictionnaire des mots toxiques», si les éditions Parangon lui prêtent vie…). Il s'agit ici de la version complète, qui est un modèle de remise en cause d'une notion si bien intégrée qu'elle nous paraît évidente : l'homme est un être de besoins. Non, répond Illich, cette notion est récente : «*La génération de l'après-Seconde guerre mondiale a été témoin de ce changement d'état de la nature humaine : du lot commun à l'homme nécessiteux.*» (p.73). L'auteur fait ensuite l'histoire de la notion de besoin, ce qui l'amène à retracer celle du développement, et à faire entendre au lecteur à quel point il vit cerné par des notions qui ont environ cinquante ans, pas plus, et qui n'existent qu'en Occident et nulle part ailleurs.
D'autres textes encore s'emploient à remettre en cause la vision des choses usuelle de nos contemporains. Le texte «auto-stop», qui date de 1992, commence ainsi : «*Cette mise en garde en forme de conte moral se présente comme une expérience mentale : imaginez une loi qui interdise à quiconque de conduire s'il ne se fait chauffeur de taxi*». Et le court texte qui suit réfléchit très sérieusement sur ce prémisse.
Dans ce recueil, Illich revient sur des sujets qu'il a abordés depuis longtemps et qui l'ont fait connaître. Que ce soit la question de l'éducation et de l'école («*L'entreprise éducative actuelle vue par le marginal à la lumière de l'Evangile*»), ou bien la technique («*Hommage à Jacques Ellul*»), ou encore l'alternative à l'économie («*La sagesse de Léopold Kohr*»). En ce sens, ce livre peut constituer une introduction à son œuvre.
Une autre catégorie de texte renvoie à l'érudition de l'auteur. Le chapitre intitulé «*Le haut parleur sur le clocher ou le minaret*», qui se présente modestement comme quelques notes, retrace rien de moins que l'histoire des cloches en Occident, en plus de traiter de son sujet. Ou bien le texte *«Lectio divina dans la haute antiquité et l'antiquité tardive»*, qui retrace l'histoire des modes de lecture. Ce pourrait être barbant, c'est au contraire passionnant de bout en bout.
Signalons enfin plusieurs textes qui parlent de la mort, notamment pour remettre en cause notre approche de la question.
Je ne parle pas, volontairement, des textes inclus dans ce recueil qui renvoient au religieux, et plus précisément au christianisme (on sait que l'auteur a été prêtre). Non qu'ils soient sans intérêt (bien au contraire, leur lecture est passionnante, même pour un non-croyant), mais parce qu'il est impossible d'en parler dans une note de lecture aussi courte.
Au total, un livre qu'il faut lire, avant d'acheter les œuvres complètes de l'auteur en deux volumes chez le même éditeur.
Jean-Marc Luquet.

Le guide des énergies vertes pour la maison

Patrick Piro
Ed. Terre Vivante
2006 - 160 p. - 22€



L'ouvrage s'ouvre sur deux rappels : les énergies renouvelables proviennent pratiquement uniquement de l'énergie solaire (qui se transforme en vent, en biomasse…) et ne sont donc pas "nouvelles" et avant de chercher à utiliser ces énergies, il faut d'abord chercher à économiser, ce qui est le meilleur moyen de ne pas polluer. De manière pragmatique et fort bien illustrée, comme toujours chez cet éditeur, le livre fait ensuite un tour des aménagements possibles dans une maison : chauffage solaire, chauffage au bois, géothermie et pompe à chaleur, électricité photovoltaïque ou éolienne, la micro-hydraulique, le biogaz. Pour chaque chapitre, une présentation des perspectives est fort utile. Le livre aborde en final "la maison réconciliée avec l'énergie", c'est-à-dire une maison suffisamment isolée pour ne pratiquement plus consommer d'énergie pour son chauffage et des besoins électriques couverts par les renouvelables. Il manque un chapitre pour expliquer que l'on économise plus en habitat dense qu'avec des maisons individuelles et que si l'on veut un logement écologique, cela passe par un habitat collectif, dans un centre de commune et non éparpillé dans la nature (coût énergétique important pour les déplacements). Tout le reste est excellent. MB.

La mort de l'asile, histoire de l'anti-psychiatrie

Jacques Lesage de la Haye
Ed. Libertaires
2006 - 224 p. - 10€

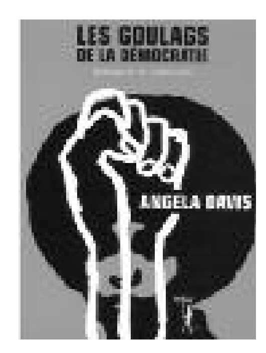
Depuis plusieurs décennies, l'auteur lutte pour la suppression des asiles, parce que "*l'exclusion, l'enfermement comme réponse à la maladie mentale sont de véritables crimes contre l'humanité*". Il relate l'histoire somme toute méconnue de l'antipsychiatrie, cette vision assez pertinente, prenant le contre-pied de la psychiatrie et remettant en cause tout le système d'enfermement et les rapports aux malades. Celle-ci a "*magnifié le fou. C'est un révélateur social*". Une large partie du livre est consacrée aux luttes contre la ligne dominante, contre l'institution asilaire. La description d'alternatives (centre médico-psychologiques, foyers de jour et de nuit, appartements associatifs…) qui ont été mises en place depuis la fermeture progressive des hôpitaux psychiatriques vient étayer le discours de l'agitateur.
Sur la forme, erreurs de frappes et coquilles nuisent à la lecture, de même il manque une bibliographie permettant d'approfondir le sujet.
Sur le fond, l'auteur a un peu tendance à privilégier les témoignages personnels (à la limite du narcissisme parfois) et il ne parle pas des malades qui se retrouvent dorénavant en prison sans soins, ni suivi.
De même, il reconnaît les limites de cette alternative, notamment parce que les solutions proposées apparaissent assez imprécises, "*le traitement des maladies mentales va devoir s'élargir, s'affiner, s'amplifier. Des techniques nouvelles vont devoir se mettre en place*". Lesquelles ?
Mais en ces temps de délire sécuritaire, le combat pour une autre appréhension de la folie et des traitements envisagés reste plus que nécessaire.
Cet ouvrage est salutaire en ce sens et est abordable pour le néophyte. MJ.



Les goulags de la démocratie

Angela Davis
Ed. Au diable vauvert
(30600 Vauvert)
2006 - 160 p. - 15€

En 1970, Angela Davis, communiste et membre des Black Panthers est arrêtée et condamnée à la peine capitale pour ses prises de position politique aux Etats-Unis. Le mouvement de protestation mondial qui s'ensuit fait qu'elle obtient son acquittement seize mois plus tard. Depuis, elle dénonce sans relâche l'hypocrisie de la politique américaine. Alors que le monde entier découvre le vrai visage des Etats-Unis avec les affaires des camps de prisonniers en Irak, Afghanistan et Guantanamo, dans ce livre sous forme d'entretiens, Angela Davis dénonce le monde carcéral en général et rappelle

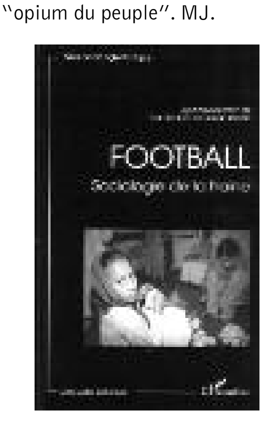


que la démocratie états-unienne est compromise depuis ses origines racistes, qu'elle perpétue les inégalités sociales et raciales, que le complexe pénitentiaire du pays est hérité d'un passé esclavagiste et que le rêve américain n'est que le miroir des inégalités les plus criantes au monde. Elle met en avant le lien entre l'univers carcéral et le lobby militaro-industriel : un pays dont l'économie repose sur les ventes d'armes, les guerres et les occupations de territoire, ne peut admettre un débat démocratique sur le sujet, et donc emprisonne ses opposants de la même manière qu'il fait des prisonniers de guerre. Elle pose la question de savoir comment un habitant des Etats-Unis peut se sentir en sécurité avec deux millions de personnes incarcérées dans le pays, la multiplication des affaires de torture et un sentiment de rejets dans le monde entier. FV.

Football, sociologie de la haine

Camille Dal et Ronan David (sous la direction de)
Ed. L'harmattan
2006 - 206 p. - 17,50€

Amis du football soyez les bienvenus dans cet ouvrage collectif. Si vous êtes persuadés que ce sport favorise l'amitié, la solidarité entre les peuples ; si vous pensez que ce n'est qu'un sport fraternel, festif, technique certes, mais si agréable à regarder, alors ce livre est fait pour vous.
Les auteurs, sociologues, démontrent avec sagacité toute la haine, tout le mépris qu'entraîne ce jeu. Détestation du corps, de l'autre, le foot véhicule aussi une violence, une soumission, une arriération, un machisme qui ne sont pas autant amplifiées dans les autres activités humaines. A cela il faut rajouter la connivence avec la plupart des médias, l'agressivité envers les adversaires ou dans les tribunes (hooliganisme, saluts nazis...) et bien entendu le dopage et les "beuveries" d'après match. Si l'on complète le tableau par l'aspect financier proprement scandaleux et ressemblant étrangement aux méthodes mafieuses, il n'est pas erroné de parler du foot comme d'une véritable sous-culture de masse. Un des rédacteurs n'hésite d'ailleurs pas à affirmer qu' "*il est l'un des plus puissants outils d'imposition de la domination capitaliste tant par le voilement et l'abrutissement des consciences qu'il génère que la par rationalisation et l'aliénation du corps qu'il engendre*".
Il n'y a certes pas de grandes révélations, ni de grandes surprises dans ce travail sociologique. Dans ces pages se trouvent toutefois rassemblés, démonstrations à l'appui, les excès, les faits, qui de temps à autre sont relatés dans la presse, mais de manière éparpillée, sporadique. Réquisitoire implacable contre cet autre "opium du peuple". MJ.



Jouer le conflit
Pratiques du théâtre-forum

Yves Guerre
Ed. L'Harmattan
2006 - 200 p. - 17,50€

Nous souhaitons tous améliorer les pratiques de citoyenneté et de démocratie directe. En cela, le théâtre-forum est un excellent outil artistique à notre disposition. A partir d'un problème donné, d'un conflit, d'un questionnement, une troupe de théâtre essaie de jouer ce que pourrait être la suite logique de ce point de départ. Les spectateurs-acteurs interviennent alors pour proposer d'autres développements... la pièce est alors rejouée et ceci le nombre de fois qu'il faut pour qu'au final, la situation en aval du point de départ soit jugée satisfaisante pour le groupe qui s'interroge. Cette méthode introduite en France dans les années 70 par le Brésilien Augusto Boal, sous le nom de théâtre de l'opprimé, est un formidable outil pour explorer par exemple la résolution non-violente des conflits, cela peut être également une méthode pour s'entraîner à la préparation d'une action militante, pour renouer le dialogue dans une communauté déchirée... Yves Guerre a été le directeur du Centre du théâtre de l'Opprimé de 1985 à 1990 puis d'Arc-en-Ciel Théâtre à partir de 1991. Après un bref historique du développement de cette méthode, l'auteur présente les nombreux moyens mis en œuvre par les acteurs pour susciter le débat et faire progression l'action en fonction du milieu, du sujet, du public... Une méthode fort intéressante toujours en progression. MB.

Choisir la non-violence

Jean-Marie Muller
Ed. Centre de ressources sur la non-violence,
11, allée de Guérande,
31770 Colombiers
2006 - 56 p. - 6€
(+1,50€ de port)

Jean-Marie Muller est l'un des piliers de la pensée non-violente en France. Auteur de nombreux ouvrages, il réagit également souvent à l'actualité pour montrer les impasses de la violence et les possibilités de la non-violence.
Ce petit ouvrage compile donc des textes récents de l'auteur (2005 et 2006) : intervention au forum social, débat sur la désobéissance civile, analyse des violences dans les banlieues, la facilité du choix de la violence après le 11 septembre 2001, le conflit israélo-palestinien, la guerre en Irak, la question des caricatures



de Mahomet, la récente guerre du Liban. Des analyses qui permettent à chaque fois d'affirmer la richesse que propose la non-violence. Des textes courts, relativement faciles à lire. MB.

Quand les multinationales gouvernent le monde

David Korten
éd. Yves Michel
2006- 528 p. - 23,50€.

La première édition de ce livre est sortie aux Etats-Unis en 1995 et, bien qu'ignoré par les médias, a été un best-seller dans les milieux militants. L'auteur qui s'est engagé longuement dans les ONG de développement, en est arrivé à un point de réflexion remettant en cause de nombreux discours... illusoires tant que notre destinée ne relèvera pas d'un débat démocratique. Il rappelle longuement dans cet ouvrage comment le discours des dominants truque les débats, rappelant les nombreuses études sur les limites de la planète, le pseudo-discours de la croissance au secours des plus pauvres... alors que c'est parce que la croissance profite au plus riche que les autres deviennent plus pauvres, etc. Il montre comment les sociétés, par besoin de croissance, ont su investir le champ politique et faire croire que le libéralisme est le meilleur des choix pour tous, alors qu'il ne l'est que pour ces sociétés. Nous en sommes arrivés à une situation tout aussi intolérable que le communisme totalitariste : l'économisme totalitarisme. D'où la nécessité de redéfinir ce qui n'aurait pas dû cesser d'être et de reprendre la tripartition proposée notamment par Nicanor Perlas : un pôle civique où l'individu existe par sa créativité, sa culture, sa conscience et qui est un contre-pouvoir aux institutions politiques et gouvernementales, un pôle politique qui concerne les gouvernements qui possèdent certains droits que le pôle civique peut lui accorder dans un souci de vivre ensemble. Ce pôle a pour souci d'assurer la défense des biens publics. Un pôle économique qui assure la production des biens





et services dont nous avons besoin. Aujourd'hui, il est nécessaire de redéfinir les règles pour que les trois pôles existent dans cet ordre et non l'inverse comme c'est malheureusement le cas aujourd'hui. Et l'auteur de décrire les processus mis en place pour en arriver là : néocolonialisme dans les pays du Sud, contrôle des médias et de la publicité dans les pays du Nord, financement des partis politiques qui ensuite leur rendent par de multiples avantages… Tout y passe : modification des lois, création de besoins artificiels, contrôle des personnes par les crédits, privatisation des biens publics (dont l'école aux Etats-Unis). Progressivement, on assiste à une concentration des pouvoirs entre les mains de structures où les personnes physiques sont de plus en plus absentes. Les deux dernières parties de l'ouvrage s'attachent à chercher des solutions. Il s'agit pour cela de sortir de nombreux cercles vicieux mis en place par les multinationales, ce qui commence par être capable d'avoir un autre imaginaire que celui que l'on vous suggère par les médias dominés. Ecologie, responsabilité, biens communs, héritage des valeurs. Au delà de démarche personnelle, l'engagement dans la sphère politique est indispensable pour obtenir des limitations aux ondes néfastes actuelles. Les propositions sont nombreuses, variées et intéressantes (faire une loi permettant aux travailleurs de racheter leur entreprise si elle risque d'être rachetée par une autre ; taxer tous les échanges financiers ; taxer la consommation de manière progressive (et non dégressive comme actuellement) ; redonner un contrôle démocratique aux aides publiques…). Freiner les dégâts (avec les manifs altermondialistes) et construire les alternatives et retrouver de vraies valeurs autour du sens de la vie. Le livre n'offre pas de solution clé en main, mais défriche déjà beaucoup de directions dans lesquelles s'engager. MB.

LE LIVRE DU MOIS



Le pari de la décroissance

Serge Latouche
Ed. Fayard
2006 - 302 p . - 19€

Depuis trois ans, le débat sur la décroissance a pris une ampleur incroyable et les questions s'accumulent plus vite que les réponses. Serge Latouche, l'un des initiateurs de ce débat, a participé à de nombreuses confrontations publiques ou dans la presse. Il essaie donc dans ce livre, après un large rappel de l'origine du mouvement, de répondre à quelques questions, avec comme méthode de travail, de rappeler à chaque fois ce qui a été écrit ces dernières années. Pour le lecteur averti comme pour le néophyte, c'est donc un formidable texte qui permet de connaître les divergences nombreuses dans le mouvement en formation et ce qu'en pense l'auteur.
La première partie de l'ouvrage rappelle quelques données élémentaires comme *"Avec un taux de croissance de 10% — celui de la Chine aujourd'hui — on obtient une multiplication par 736 en un siècle"* [p.44] : aurons-nous besoin de 736 fois plus de choses en un siècle ? Absurde ! Entre 1900 et 2000, le PIB a été multiplié par 12, sommes-nous douze fois plus heureux ? Et qu'est-ce que chiffre cette croissance ? *"La tempête de décembre 1999 en France aurait contribué à une hausse de 1,2% du taux de croissance"* [p.72]. Les indices économiques mis en place pour essayer de mieux appréhender la réalité sont parfois parlants. Ainsi le PNUD, Programme des Nations Unies pour le développement, a mis en place un indice de pauvreté qui donne comme résultat 10,9% de pauvres au Mexique… contre 13,7% aux Etats-Unis, 17,8% au Canada, 20% en Grande-Bretagne. Traduction : la misère au Nord est plus insupportable que la pauvreté au Sud.
Depuis longtemps, Serge Latouche appelle donc à changer de point de vue et à sortir des approches économiques : *"Certes, si le thermomètre est mauvais, mieux vaut en changer pour suivre l'évolution de la maladie, mais si celle-ci est grave, le meilleur thermomètre du monde sera impuissant à apporter la guérison"* [p.81]. Alors quel est l'objectif de la décroissance : *"Il s'agit de (…) faire décroître le 'bien-avoir' statistique pour améliorer le bien-être vécu"* [p.87]. Après une explication sur l'impasse que maintient le développement suivi d'un adjectif, Serge Latouche aborde différentes questions.
Concernant la démographie, il conclut ainsi *"Sommes-nous surpeuplés ? Oui, incontestablement si tout le monde devait consommer comme un Américain moyen. A l'inverse, la pratique de diète par le Burkinabé de base pourrait offrir encore une large marge de manœuvre. Alors que dans le premier cas la population devrait décroître pour atteindre environ 1 milliard d'individus, elle pourrait d'élever dans le second cas jusqu'à 23 milliards"* [p.145].
Serge Latouche s'intéresse à ce qui pourrait accélérer la prise de conscience et conclut une nouvelle fois qu'il est impossible de renoncer volontairement à la "pédagogie des catastrophes", une idée que je ne partage pas : faut-il souhaiter d'autres Tchernobyl ?
Il traite également la question de l'emploi, montrant que des facteurs divergents existent : la fin du pillage du Sud nécessite plus de travail ici, moins de besoins nécessite moins de travail, l'abandon de certaines techniques peut entraîner plus de travail (désherbage manuel en bio par exemple), la diminution du temps de travail peut permettre plus d'emplois. Il insiste sur le fait que *"la question fondamentale n'est pas le nombre exact d'heures nécessaires mais la place du travail comme 'valeur' dans la société"* [p.235].
Dans un chapitre fort intéressant, Serge Latouche aborde la question de la décroissance pour le Sud. Si au Sud, la question de l'empreinte écologique ne se pose généralement pas, la fin du pillage des ressources par le Nord entraînerait un retour des cultures vivrières et donc un changement d'orientation. L'imaginaire occidental qui pollue la vision locale aura du mal à disparaître (comment faire que l'on ne rêve plus au Sud d'avoir une télévision ou une voiture ?). Ce chapitre mériterait d'être plus développé. D'une part, parce que Serge Latouche n'envisage pas les aides que le Sud peut nous apporter par ses pratiques plus sobres et plus solidaires, d'autre part parce qu'il n'aborde pas la question de l'immigration, qui, pour une bonne part, est une conséquence de l'occidentalisation de l'imaginaire du Sud.
La fin de l'ouvrage est consacré à l'engagement politique : comment traduire ce rejet du productivisme (ce qui inclut non seulement le rejet du capitalisme, mais également le "socialisme réellement existant") dans un engagement politique ? L'auteur ne croit guère à une société libertaire idéale et craint fortement une dérive vers un écototalitarisme. Il préfère donc aller vers un réseau d'initiatives locales qui expérimentent des formes de démocratie directe qu'encourager une gouvernance mondiale… qui peut plus facilement dériver. Avec ce livre, les débats sont ouverts ! MB.

Les luttes écologistes dans le Finistère

Tudi Kernalegenn,
Ed. Yoran Embanner
(29170 Fouestant)
2006 - 380 p. - 25€

Le livre ne traite que de la période 1967 à 1981. Il montre la montée en puissance du réseau associatif avec la structuration de la SEPNB et sa revue de l'époque *Oxygène*, d'Eaux et Rivières de Bretagne, les luttes suite aux marées noires (Torrey-Canyon et Amoco Cadiz), le renouveau culturel breton, les comités locaux antinucléaires, la revue *Nukleel* et le



refus de toute centrale nucléaire avec comme point d'orgue, la lutte de Plogoff. Tout cela dans un contexte régional d'agriculture productiviste, d'une Bretagne qui doit rattraper son retard (nous sommes tous en retard sur le train du progrès !)… Le mouvement associatif se politise peu à peu jusqu'à l'émergence des mouvements écologistes et de candidats aux élections. 1981 marque toutefois un tournant avec la victoire de Plogoff, le recentrage associatif de plusieurs associations et un re-

flux de la contestation antinucléaire. Le livre se conclut sur la reproduction du matériel militant de l'époque, un riche cahier en couleur. Un gros travail historique en attendant un deuxième tome jusqu'à aujourd'hui ? FV.

La prison, ça n'arrive pas qu'aux autres

Philippe Zoummeroff
Ed. Albin Michel
2006 - 257p. - 17€

L'idée du livre paraît séduisante : l'auteur se penche sur les conditions de vie dans les prisons françaises. Il n'est pas superflu de préciser que son constat et sa conclusion sont accablants et effroyables. Le contraire eût été pour le moins suspect. Même s'il fait bien le tour de la question de cet univers carcéral, le lecteur reste sur sa faim. Les documents cités et les sources sont presque exclusivement d'origine officielle. Les solutions, quand elles existent, sont toujours très ordinaires, très banales. Il n'y a pas d'originalité, ni de réflexion sur l'utilité de la prison. Dès lors, le résultat est un peu décevant et la lecture souvent rébarbative. MJ.

R O M A N S

Déneiger le ciel



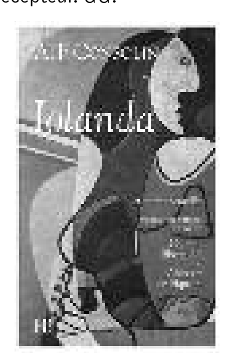
André Bucher
Ed. Sabine Wespieser
2007 - 146p. 17€

David a soixante ans, veuf. Il vit perché dans une ferme au-dessus du village de Montfroc dans la Drôme quand, en ce 23 décembre au soir, un ami lui téléphone pour lui dire qu'il arrive en stop de Sisteron. La tempête de neige incite David à aller à pied à la rencontre de son ami. Commence alors une marche nocturne dans la neige pour le moins hallucinatoire qui entraîne le lecteur dans les souvenirs de David.
Dans un style à la fois concis et poétique, André Bucher nous plonge dans les vagabondages de la pensée. L'obscurité, le froid, le silence et les bruits de la nuit, tout concourt à nous faire partager ses réflexions sur la vie... dans un décor qui ressemble décidément beaucoup à sa réalité de tous les jours. Une tranche de vie qui ne dure qu'une nuit. Très agréable à lire. MB.

Iolanda

Aercio Flavio Consolin,
HB éditions,
2006 - 156 p. - 15€

Quatre nouvelles. Quatre variations, venues du moite Brésil, autour de la relation entre des hommes d'âge mûr et de — très — jeunes partenaires, dans une société rurale en proie à la rigidité des mœurs et au conservatisme social et religieux, à la toute-puissance des grands propriétaires terriens. Des destins de femmes brisés par les conventions ou par la violence des mâles. On assiste de l'intérieur des personnages au trouble de la rencontre, à la naissance confuse puis à la découverte du désir, de l'attirance. A la peur de l'adolescente face au désir masculin qui la menace, à la renaissance du vieil homme éploré dans la passion charnelle, à l'attirance inattendue entre l'adulte et l'adolescent. Le choix d'une écriture libérée de ses règles de ponctuation permet d'explorer différemment le langage et de rendre avec finesse le bouillonnement et le trouble intérieur des personnages en proie à des désirs et à des pensées contradictoires. A d'autres moments il égare le lecteur à la recherche de repères narratifs. Une œuvre à la moiteur tropicale, qui se place sur l'ambiguïté d'une restitution du désir masculin qu'on peut lire comme une justification des actes et des rapports de domination qui les accompagnent, ou par effet de miroir, comme une dénonciation. C'est bien le rôle du roman de placer le lecteur face à ses responsabilités et à sa liberté de récepteur. GG.



NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Femmes handicapées citoyennes** et **Femmes handicapées, la vie devant elles,** *coordonnés par Maudy Piot, éd. L'Harmattan, 2006, 128 p. et 150 p. 12,50€ et 13,50€.* Comptes-rendus de deux colloques organisés à Paris en 2003 et 2005 par l'association "Femmes pour le dire, femmes pour agir" qui lutte contre les discriminations envers les femmes handicapées. Nombreux sujets abordés : féminisme et handicap, désirs d'enfant et corps de femmes, femmes handicapées et violence, partir des handicapés pour redéfinir un modèle économique, la situation dans d'autres pays...

■ **Cambodge, je me souviens** et **Cambodge, mon pays, ma douleur,** *Méas Pech-Métral, éd. HB (04300 Forcalquier), 2006, 168 p. et 216 p. 15 et 18€.* Mémoire de l'auteure, enfant emprisonnée par les Khmers rouges, qui réussit à s'enfuir en Thaïlande, arrive en France à 18 ans et peut enfin trouver la paix. Le premier récit est un recueil de courts textes et de poésies qui laisse entrevoir avec pudeur un monde horrible, une dictature sanglante dans un pays pourtant fort beau. Le deuxième tome reprend de manière plus classique l'itinéraire d'une vie. Deux manières de traduire un chemin de vie.

■ **Les arbres remarquables d'Europe,** *Jeroen Pater, éd. du Rouergue (12000 Rodez), 2006, 224p. 42?.* Recueil de photos et d'histoires d'une centaine d'arbres parmi les plus gros et les plus vieux d'Europe dont une dizaine en France.

■ **Les matériaux naturels,** *Jean-François Bertoncello, Julien Fouin, éd. du Rouergue (12000 Rodez), 2006, 204p. 20€.* Deux formateurs de Maisons paysannes de France, spécialistes de l'usage des matériaux sains présentent dans ce livre comment construire, restaurer ou décorer sa maison avec de nombreux matériaux : pierre, brique, terre, chaux, plâtre, bois, isolation... Richement illustré.

■ **Donner des ailes à nos enfants,** *Gilianne Fortin, éd. Cosmogone (Lyon), 2006, 174p. 20€.* Des conseils pleins de bon sens pour essayer d'être positif avec ses enfants, à leur écoute, et leur donner une capacité à être heureux. Sous forme de grosses phrases, de dictons, d'exemples. Cela reste superficiel.

■ **Journalisme et dépendances,** *sous la direction de Ivan Chupin et Jérémie Nollet, éd. l'Harmattan, 2006, 310p. 26€.* Un journaliste ne peut être indépendant dans la mesure où il doit tenir compte de multiples critères économiques, politiques, qu'il vit d'échanges et de concurrences... Contributions diverses : journalisme au Liban, comparaison France-Italie, l'exemple du sang contaminé, les journalistes face aux ministères, le fonctionnement du *Monde diplomatique*...

■ **Collectivisations, l'œuvre constructive de la révolution espagnole,** *recueil de documents, CNT espagnole, éd. Le coquelicot (Toulouse), 2006, 180p. 12€.* Réédition d'un livre initialement publié à Barcelone en 1937. Témoignage de ceux qui sont engagés alors dans la révolution libertaire principalement en Catalogne.

■ **Pour une écologie citoyenne,** *Mihaela Nedelcu et François Hainard, éd. L'Harmattan, 2006, 186 p. 16,50€.* Titre trompeur : il ne s'agit pas d'un essai politique, mais d'une étude sociologique sur les modes de concertation autour de projets concernant la protection environnementale des plaines alluviales de l'arc alpin en Suisse et les conflits d'usage.

■ **La liberté du scorpion** et **Les maisons sauvages**, *Jean-Paul Gatard, 704, chemin de Peidessalle, 06560 Valbonne, 2006, 600 p, 24€ le premier livre, 144 p. 14€ le deuxième ou 36€ franco de port chez l'auteur pour les deux.* L'auteur se lance dans le premier volume dans une longue analyse des conditions pour que l'émergence d'un contre-pouvoir de la société civile puisse être efficace, ce qui relève pour cela de deux défis : éviter le simplisme démagogique face une complexité difficile à appréhender, déterminer des choix à court terme dans une société où de nombreuses questions nécessitent des visions à long terme. Il propose de relier l'émergence de ce contre-pouvoir à un écoradicalisme qui a la capacité à replacer les problèmes politiques et sociaux au sein d'une relation harmonieuse avec la nature. Un écoradicalisme qui n'est pas un outil de conquête du pouvoir, mais au contraire un moyen de faire vivre les contre-pouvoirs. L'auteur aborde alors de multiples questions en croisant les réflexions économiques, écologiques, philosophiques, religieuses, psychologiques... Cela débouche sur différentes propositions : intégrer le doute et les incertitudes dans une démarche politique, savoir décrypter les sources d'information, sortir des raisonnements manichéens, valoriser les contre-pouvoirs et la diversité, et surtout ne rien faire d'irréversible au détriment des générations futures. L'auteur termine le premier ouvrage en prônant des espaces d'expérimentation, des "villages écologiques" qu'il distingue des écovillages en ce sens qu'il ne s'agit pas de regrouper des personnes autour d'une charte limitée, mais partir d'un village dans sa diversité. Dans le deuxième ouvrage, il annonce vouloir développer cette idée du village ou du quartier comme lieu socialement à taille humaine et pouvant permettre diverses expérimentations.
On y trouve un débat entre trois personnages, où l'on s'égare dans des considérations philosophiques et spirituelles.

■ **Insoumission à l'école obligatoire,** *Catherine Baker, éd. Tahin party, 2006, 204 p. 8€.* Réédition de ce livre fondamental sur l'éducation et l'école, publié initialement en 1985 (avec des encarts réactualisant la situation vingt ans après). Un style enflammé pour dénoncer l'embrigadement des individus depuis leur plus jeune âge et la nécessité de chercher d'autres voies pour éviter l'asservissement social et le contrôle des individus.

■ **La presse, malade imaginaire ?** *Eric Marquis, éd. Les Carnets de l'info, 2006, 100p. 8,90€.* En chiffre d'affaires, la presse stagne, avec une baisse régulière des ventes des quotidiens au profit de la presse spécialisée. Depuis cinquante ans, un seul titre a (pour le moment) survécu : *Libération.* Les quotidiens régionaux faiblissent également. Par contre, les hebdos, mensuels et la presse spécialisée se portent mieux, moins soumis aux aléas de la publicité, vivant plus de leurs abonnements et de leurs ventes réelles. L'auteur, journaliste et syndicaliste, présente ici de nombreuses données intéressantes et les pistes explorées par la grande presse pour survivre.



✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Rédaction :**
04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Stands, correspondants, dépositaires :**
04 78 39 55 33 lundi et mardi
10h-12h et 14h-17h
✉ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33
B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54
✉ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4
Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.
Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation.
Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

N° de commission paritaire :
0910 G 87026
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 2007
Tirage : 8300 ex

Editeur : Association Silence
Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h
✆ 04 78 39 55 33
Bureau : Jacques Caclin, Myriam Cognard, Xavier Sérédine
Administrateurs : Alexandre Esteban, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE
Directeur de publication : Mimmo Pucciarelli
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, René Hamm, Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Dessinateurs : Farine, Faujour, Sylvain Florin, Lasserpe
Correcteurs : Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : ASDER, Olivier Aubert, Caritas, Marie Clem's, Pierre Gleize/Greenpeace, Alban Labouret, Fonds Bruno Manser, Jef Poskanzer, Pierre-Emmanuel Weck
Et pour ce numéro : Yvette Bailly, David Boilley, Sylvie Cremer, Marguerite Descamps, Antoine Fernandes, Christophe Goby, Jean-Marc Luquet, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Patrice Néel, Mireille Oria, Pierre Péguin, Reine Rosset, Myriam Travostino, Bernard Valette
Couverture : illustration de Sylvain Florin